

Établissement de Belfort.

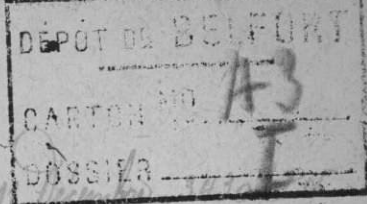
206LM04/2

(1919-1945)

Conditions d'embauches en temps
de guerre

Commissionnement

Copie d'une lettre N° 2338 P.L. adressée le 12 2 19 par
l'Ingénieur en Chef du Matériel et de la Traction à M. l'Ingénieur
en Chef de la Traction



Comme suite à mes lettres N° 2096 P.L. du
10 janvier et 2248 P.L. du 25 janvier, je vous prie de prendre note des dis-
positions suivantes concernant les militaires étrangers à la Compagnie emba-
chés comme volontaires:

Les volontaires sont à considérer comme des succe-
dés en stage d'affiliation; ils reçoivent le salaire de début, fixé par
ma lettre N° 2430 P.N. précitée.

affiliation
la Carrière
Retraites-salaire

Ils seront affiliés après un an d'emploi, aux taux et à l'ancienneté auxquels on arriverait en tenant compte du temps passé à l'Armée pendant la guerre ou avant rémobilitation, dans la réserve de l'Armée active.

En attendant leur affiliation, la loi sur les Retraites ouvrières et paysannes leur sera appliquée.

En cas de changement de résidence, pour les besoins du service on paiera l'indemnité forfaitaire de 25 F.

Indemnités
fixées

En cas de déplacement temporaire, les volontaires recevront les indemnités de déplacement prévues à l'Instruction du 27 juillet 1917, modifiée par ma lettre N° 395 P.S. du 18 octobre 1918: taux des mariés ou des célibataires, suivant leur situation.

Les volontaires occupés dans les régions réoccupées seront traités comme les agents de la Compagnie.

En cas de maladie ou de blessure, on fera application des articles 3 et 4 du Règlement de la Caisse de Prévoyance de 1911. La loi de 1898 jouera pour les accidents du travail.

Secours
médicaux
Facilités de
circulation

Des permis de circulation sur le réseau seront accordés dans les conditions habituelles après 3 mois de service (conformément à...)

ce qui se fait pour les autres agents (Sous-secrétaires)
Ils jouiront des mêmes droits et avantages que les autres
agents de la Compagnie.
Signé: Duchatel

Monsieur Frérot

Prendre note pour application de ces instructions.

Fait le 15 Février 1919

L'Ingénieur en Chef

P. Duruy

M. Belin
20.9

affiliation
Copie d'une lettre N° 5160/PN du 14-6-20 de M. l'Ingénieur en Chef
du Matériel et de la Traction, à M. LABARRE

Je vous prie de prendre note de la façon dont
traitées, à l'affiliation, les catégories d'agents



1° VOLONTAIRES.

Maintien de la règle actuelle qui vous a été notifiée par ma lettre
N° 2338/PI du 12-3-19.

2° CANDIDATS CIVILS APPARTENANT AUX CLASSES 1917 ET PLUS ANCIENNES
AYANT DEMANDÉ LEUR ADMISSION A LA COMPAGNIE MOINS DE SIX MOIS APRES
LEUR DÉMOBILISATION.

Même règle que pour les volontaires, mais il y a lieu de décaler
dans le décompte de leur temps de service fictif la période écoulée en-
tre leur démobilisation et leur entrée à la Compagnie.

3° VOLONTAIRES AYANT QUITTE LA COMPAGNIE SUR LEUR DEMANDE AU TERME
DE LEUR ENGAGEMENT ET QUI ONT ÉTÉ READMIS.

Même règle que pour les candidats civils.

4° RÉFORMES N° 1 ADMIS AU TITRE MILITAIRE.

Même règle que pour les volontaires, mais il y a lieu de décal-
quer dans le décompte de leur temps de service fictif le temps écoulé
entre leur démobilisation ou leur mise en réforme si celle-ci est an-
térieure et leur première demande officielle à l'Autorité Militaire.

P. L'Ingénieur en Chef

Signé LOIZILLON

Monsieur l'Ingénieur de Traction, à VESOUL

Pour gouverner et donner des instructions en conséquence à vos
dépôts

(17-6-20)

L'Ingénieur en Chef de la Traction

Signé LABARRE

Monsieur

Trerot

Pour gouverner

(13-6-20)

L'Ingénieur de Traction,

PS. Laugel etc.

Cellu 9922 PN du 2.8.22

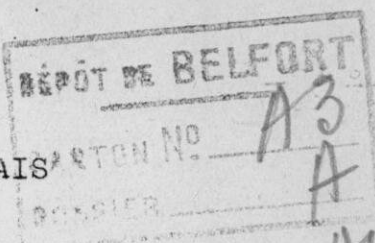
M. B. 19.6

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

M.T/E

Bureau du Personnel

N° 13 PI 40/RN



Paris, le 3 février 1940

| |
|-----|
| Del |
| Col |
| Nm |
| 41 |

Monsieur,

En vue de vous permettre d'appliquer les nouvelles dispositions faisant l'objet de l'Instruction Générale série Personnel N° 26 relative aux commissionnement, confirmation et avancement des agents non mobilisés pendant la durée des hostilités, je vous précise les points qui suivent :

Article 1^{er} - Commissionnement. Confirmation.

Il convient de soumettre d'urgence, dans la forme d'usage, toutes les propositions de commissionnement et de confirmation des agents de l'ex-EST et de l'ex-A.L. intéressés.

Ces changements de situation auront effet de la date à laquelle ils auraient été effectués s'ils n'avaient pas été suspendus.

Article 4 - Le Bureau du Personnel fait le nécessaire pour les augmentations de traitement des mineurs, élèves et apprentis de l'ex-Est et de l'ex-A.L..

Il y aura lieu, le cas échéant, d'adresser des propositions en faveur des élèves qui sont susceptibles d'être nommés mineurs.

Article 6 - Il y aura lieu d'envisager des propositions dûment motivées concernant les agents auxquels vous envisagerez de faire appel pour combler des postes dépourvus de titulaires. Des instructions complémentaires précisant les postes pour lesquels ces propositions peuvent être faites nous seront adressées prochainement par le Service Central.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,



9 FEV. 1940

Exploitation
Division G

Agent ayant travaillé
en Allemagne
N° 3168

DEPOT DE BELFORT

13 j

BOSSIER

Paris, le 18 Octobre 1943

A 3 I

Monsieur le Directeur du Service
Central du Personnel

L'homme d'équipe à l'essai ROBINET Jean, né le 9 mai 1920, a été admis au cadre permanent le 1er Octobre 1942, malade H.S. en Allemagne depuis le 27-2-43 et réformé par la D.R. il a repris son service à Paris-Villette le 5 Juillet 1943, d'où une interruption de service de 128 jours.

L'intéressé étant commissionnable le 1-10-43, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire connaître si cette maladie est susceptible d'entraîner une interruption du stage d'essai de ROBINET et, par conséquent de reporter sa date de commission au 6-2-44.

P) Le Directeur de la Région,
Signé : MONET.

Service Central
du Personnel

Paris, le 21 Octobre 1943

1ère Division

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région de l'EST,

Par lettre du 18-10-43, vous avez bien voulu me signaler le cas de l'homme d'équipe ROBINET Jean, admis au cadre permanent le 1er Octobre 1942, détaché à la D.R. le 15 Décembre 1942, qui a repris son service à votre Région le 5 Juillet 1943 et vous m'avez demandé de vous indiquer dans quelles conditions cet agent pourrait être commissionné.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'article 4 de l'Avis Général P 1 N° 2 du 1er Mars 1943 indique que le temps passé en Allemagne sera compté dans la durée du stage d'essai et que l'agent pourra être commissionné lorsqu'il aura repris son service à la SNCF à la condition que la durée du stage effectif ait été d'au moins 3 mois.

Je n'ai pas d'objection, dans ces conditions, si les services de l'intéressé sont satisfaisants, à ce qu'il soit commissionné le 1er Octobre 43 étant donné que sa durée de stage effectif à la SNCF a été d'au moins 3 mois; mais cette durée de 3 mois est un minimum et peut être augmentée s'il est nécessaire de disposer d'un laps de temps plus élevé pour juger l'intéressé avant de la commissionner.

P) Le Directeur,
Signé : LEFORT.

Copie à MM. WISDORFF...

A titre de renseignement.
Paris, le 22 Octobre 1943
Signé : VERNIER.

SNCF-MT/E

Bureau du Personnel

N° 244 Palb/43

Par analogie, il n'y aura pas lieu de tenir compte des maladies durant le séjour en Allemagne pour la détermination de la durée du stage de confirmation.

MM. les Chefs d'Arrondissement.....

Pour agir de conformité le cas échéant.

Paris, le 29-10-43

P) Le Chef du Service du MT
Signature

Dépôt de : Belfort

A titre de renseignement.

3/11/43 P) LE CHEF D'ARRONDISSEMENT

Belfort

4-11-43
6 dec
du Paris
6 Epaves
-4 NOV 1943

Messieurs les Directeurs de l' Exploitation
des Régions ,

La question m'est posée de savoir comment doivent être traités , du point de vue de leur stage d'essai , les agents à l'essai qui sont incarcérés par les Autorités allemandes .

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le stage d'essai doit être considéré comme interrompu pendant la durée de l'absence des intéressés et que ceux-ci devront effectuer , à leur retour , le complément de stage restant à accomplir .

Si l'absence a été d'au moins 1 an la durée du stage complémentaire effectué après la remise en service ne pourra être inférieure à 3 mois .

A l'expiration du stage complété dans les conditions indiquées ci-dessus les agents intéressés seront , en principe , confirmés ou commissionnés rétroactivement à la date à laquelle ils l'auraient été si leurs services n'avaient pas été interrompus .

A Ces dispositions ne sont toutefois applicables qu'aux agents dont l'incarcération n'est pas due à des agissements contrevenant aux règles de la S.N.C.F. ; dans le cas contraire , la situation de l'agent , du point de vue de la durée de son stage d'essai , sera soumise à mon Service pour être réglée par cas d'espèce .

Le Directeur ,
Signé : BARTH .

Copie à Monsieur WISDORFF ,
Pour valoir instruction.

Paris , le 27 Janvier 1944
P) Le Chef des Services Administratifs ,
Signé VERNIER .

SNCF - MT/E

Subdivision du Personnel
PERS - A

N° 65 PA1b/44
Clt.P 3 J

MM. les Chefs d' Arrondissement ...

Pour gouverner . Prière de faire revoir la situation administrative des agents susceptibles de bénéficier des dispositions des §§ 2,3 et 4 de la lettre ci-dessus en vue de leur confirmation ou commission rétroactive dans les conditions indiquées et de me saisir , s'il y a lieu , du cas des agents visés en "A".

Paris , le 4-2-44
P) Le Chef du Service MT ,

Signature C.

Dépôt de

Belfort

Les suites , le cas échéant .

8-2-44

P) Le Chef d' Arrondissement ,

Bernard

h. Luc

9 FEV 1944

*Inconnus
Blard .cm
ostwalt .cm*

A 2 B 8 a

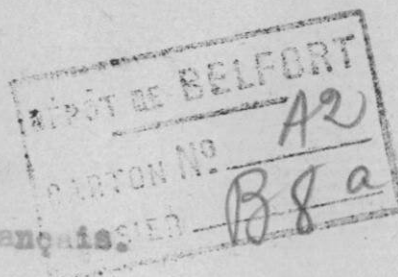
Admissions Embarcages auxiliaires

Temps de guerre

Société Nationale
des
Chemins de fer français.

Service Central
du Personnel.

Réf. 2227 A /39



A 2 B 8 a

Paris le 15 Septembre 1939

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions.
les Directeurs des Services Centraux.
les Secrétaires Généraux des compagnies.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les chefs d'Arrondissement qui désireront embaucher à titre d'auxiliaire une personne de nationalité étrangère devront au préalable, se renseigner sur l'intéressé auprès de la Direction Générale de la Sûreté Nationale (service des étrangers), 11, rue des Saussaies, à Paris (8^e).

A cet effet, ils auront à adresser à cette Administration une fiche du modèle ci-centre.

Il pourra se produire que la fiche leur soit retournée avec la mention "inconnu" : il s'agirait, dans ce cas, de postulants dont la police n'aurait jamais eu à s'occuper et dont la candidature pourrait, par suite, être retenue.

Le Directeur du Service Central P.
signé: B. RTH

Dépôt de

Belfort

Prendre note de m'envoyer une fiche avant tout embauchage éventuel d'auxiliaire de nationalité étrangère.

P/ Le Chef d'Arrondissement

28.9.39

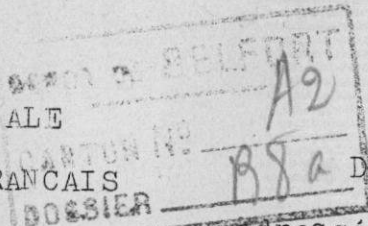
CD/8

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région de l'Est

MATÉRIEL & TRACTION

N° 35/M



DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

adressée par M. le Chef d'Arrondissement
de Traction à Nancy

à Monsieur le Chef de la Division de la
Traction

Suivant transmission N° 211 PT 39/9 de la lettre
N° 2227 A/39 du 15.9.39 de M. le Directeur du Service
Central du Personnel, nous devons, pour les candidats
de nationalité étrangère, adresser une demande de ren-
seignements à la Direction Générale de la Sûreté Natio-
nale.

Je vous demanderais de vouloir bien nous faire
connaître si la demande de renseignements doit être
lancée dès que nous sommes saisis d'une candidature ou
seulement dans le cas où l'embauchage peut être envi-
sagé.

Nancy, le 31 Octobre 1939
Le Chef d'Arrondissement,
Signature.

Vu

2.11.39

Le Chef de la Division
de la Traction,
signé : OBLET

Communication N° 98.568
du 8.11.39
M. OBLET

La demande de renseignements à adresser à la
Direction Générale de la Sûreté Nationale ne doit être
lancée qu'au moment où l'embauchage peut être envisagé.

8.11.39

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
signé: SCHLECHT.

Monsieur le Chef d'Arrondissement

Pour les suites.

Paris, le 11 novembre 1939
Le Chef de la Division
de la Traction,
Signature.



114 NOV. 1939

Rectificatif N° 1 du 17 Janvier 1944

SOCIÉTÉ NATIONALE

DES

CHARRIERS DES FOS FRANÇAIS

PARIS, le 5 Février 1940

Service Central du Personnel

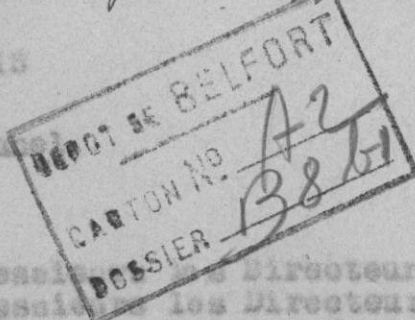
1ère Division

Réf : P.2897

Auxiliaires
à solde
mensuelle

Rémunération

Allocations
aux
mobilisés



Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,
Messieurs les Secrétaires Généraux des Compagnies.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il y a lieu de prendre à l'égard des auxiliaires payés au solde des dispositions analogues à celle prises à l'égard des agents du cadre permanent en ce qui concerne :

- les allocations accordées à ceux qui sont mobilisés,
- la rémunération de ceux qui sont demeurés à la S.N.C.F.

En conséquence :

1° - Ceux de ces auxiliaires qui appartenaient depuis au moins 6 mois à la S.N.C.F. et qui sont mobilisés, recevront les allocations prévues par l'Ordre Général N° 38, dans les conditions fixées par cet Ordre Général; cette disposition aura effet au 1^{er} Janvier 1940.

Pour la détermination de l'allocation sera considéré comme rémunération civile l'ensemble des éléments de rémunération qui, par leur nature, sont soumis aux retenues des assurances sociales, augmentées des allocations pour charges de famille; ces éléments seront pris en compte quel que soit leur montant, même s'ils excèdent le maximum donnant lieu aux retenues des assurances sociales. La rémunération civile prise en considération pour la détermination des allocations sera la rémunération brute sans déduction de la cotisation aux Assurances Sociales, *qui recensaient les intéressés s'ils étaient demeurés en service sans que la durée de leur travail ait été modifiée.*

Ces auxiliaires bénéficieront, pendant la période où ils seront mobilisés, des prestations accordées par le régime général des assurances sociales aux salariés mobilisés; la S.N.C.F. n'aura cependant à effectuer aucun versement à cet effet.

Ils conserveront leurs facilités de circulation pour eux et leurs familles.

Leurs familles continueront, le cas échéant, à pouvoir s'approvisionner à l'Économat dans les conditions fixées par l'article 3 f. de l'Instruction Générale Série Personne N° 223.

2° Les salaires payés à ceux de ces auxiliaires qui ne sont pas mobilisés seront maintenus aux taux en vigueur avant le 1^{er} Septembre 1939; ceux toutefois de ces auxiliaires qui fournissent le même travail qu'un agent occupé à service

~~continues recevront, à partir du 1^{er} janvier, l'indemnité de travail
sous forme d'une malin ou de 30 de leur salaire. Aucune autre
augmentation de salaire ne pourra leur être accordée.~~

~~30 - Devront seules considérées comme heures supplémentaires
et rémunérées comme telles, les heures effectuées par les catégo-
ries en sus de la durée prévue par le décret du 6 octobre 1938
(soixante heures par semaine en principe); la rémunération de ces
heures supplémentaires sera soumise au préjudice de 40%.~~

M. LEBON

Le Directeur du Service Central P.

7 - 2 - 40

signé: LEBON

signé: BARTH

M.T/S

Bureau du Personnel

N° 16 P.T. 40/T

17 février 1940

| | |
|-------------|--------|
| M. M. GELAT | (7 ex) |
| L. BONNET | (8 ex) |
| P. BONNET | (1 ex) |
| Z. BONNET | (1 ex) |
| M. BONNET | (1 ex) |
| P. BONNET | (1 ex) |
| BONNET | (1 ex) |

A titre de renseignement.

Ces dispositions ne peuvent être appliquées à nos
collaborateurs qui sont tous payés à l'heure.

Le Chef du Service
M. BONNET et M. LA FAYETTE

4/13
16/2/40
A

Dépot de: Pulfert

17.2.40

P. Le Chef d'Arrondissement,

P

à la lettre P. 2897 du 5 Février 1940

SECRÉTARIAT

PORT

A2

B861

Paris, le 17 Janvier 1944

Les allocations différentielles versées aux auxiliaires à solde mensuelle qui sont mobilisés seront calculées à partir du 1er janvier 1944 d'après le salaire que recevraient les intéressés s'ils étaient demeurés au service de la S.N.C.F. sans que la durée de leur travail ait été modifiée.

Il y a lieu en conséquence de rectifier comme il est indiqué ci-après la lettre P. 2897 du 5 Février 1940; cette lettre doit être d'autre part modifiée pour supprimer certaines dispositions qui ne sont plus en vigueur.

- Supprimer la 5ème ligne du 1er alinéa.
- Ajouter à la fin du 2ème alinéa du 1°- le membre de phrase : "...que recevraient les intéressés s'ils étaient demeurés en service sans que la durée de leur travail ait été modifiée".
- Supprimer le 2° et le 3°.

Les rectifications seront faites à la plume et la lettre P. 2897 du 5 Février 1940 sera annotée par indication du No et de la date du présent rectificatif.

Le Directeur
P. BARTH

M. WISDORFF
19.1.44.
L'Ingénieur en Chef,
Chef des Services
Administratifs
signé : MONET

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
et Arrondissement

SNCF MT/E

No 271 PB/2

Clé P 21 a 2

Pour gouverner et faire le nécessaire.

La lettre P. 2897 du 5 février 1940 a fait l'objet de ma transmission 46 PT 40/T du 14.2.40.

25 Janvier 1944

P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
KEUPFER

Dépôt de Belfort

Les suites.

27.1.44.

P/ Le Chef d'Arrondissement.

h. Luc
h. P. P. P. P. P.
Faire vérifier
27.1.44.

Genet

ASSOCIATION NATIONALE
des
CHEMINS DE FER
Service Central
du Personnel

BOULEVARD BELFORT
19
13861
BOSSIER

Rectificatif N° 1 du 17.1.1944.

Paris, le 20 Février 1940

A2892

XXXX

Réf. : P. 2922

R.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions
R.M. les Directeurs des Services Centraux
R.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Auxiliaires
payés à l'heure

Allocations
aux mobilisés

Par lettre N° P. 2597 du 5 Février 1940 je vous ai fait connaître les mesures à prendre à l'égard des auxiliaires de la Société Nationale payés au mois, qui sont mobilisés.

J'ai l'honneur de vous indiquer ci-après le régime à appliquer, pendant la durée des hostilités, aux auxiliaires payés à l'heure, qui, ayant satisfait aux obligations des lois sur le recrutement et sur l'inscription maritime, en ce qui concerne le temps de service actif, ont été rappelés sous les drapeaux :

1°) - les allocations familiales (y compris l'allocation de salaire unique) auxquelles pourrait prétendre l'auxiliaire s'il était en service lui seront versées par la S.N.C.F. à moins que les enfants pour lesquels les dites allocations sont susceptibles d'être payées n'y eussent droit de la part d'une autre administration ou d'un autre employeur; ce sera notamment le cas :

- 1°- si l'auxiliaire est militaire à solde mensuelle
- 2°- si sa femme ou la personne chargée de la garde des enfants a droit elle-même aux allocations familiales de son employeur.

Les allocations seront payées à la mère ou à défaut à la personne chargée de la garde des enfants; elles seront déterminées compte tenu de la résidence personnelle principale de la personne délégataire.

Le montant de l'allocation maintenant restera déterminé d'après la résidence où était l'auxiliaire lors de son départ de la S.N.C.F.; l'allocation sera payée à la mère ou, à défaut, à la personne chargée de l'éducation des enfants.

En cas de modification survenant dans le nombre des enfants, le montant de l'allocation sera modifié comme il l'aurait été si l'auxiliaire était encore en service.

L'auxiliaire mobilisé devra être avisé que la S.N.C.F. verse l'allocation, soit à sa femme, soit, à défaut, à la personne chargée de l'éducation des enfants.

2°- Les auxiliaires qualifiés permanents, c'est-à-dire ceux qui remplissaient les conditions prévues par la Convention Collective des auxiliaires pour leur admission au cadre permanent, mais n'ont pu être admis au cadre parce qu'ils ne remplissaient pas les conditions d'âge ou d'aptitude physique fixées par les règlements, recevront, en outre, une allocation égale à une fraction de l'excédent de leur salaire (non compris les allocations familiales)

Cette fraction sera égale à :

25 % pour les auxiliaires célibataires,
50 % pour les auxiliaires mariés sans enfant,
60 % pour les auxiliaires ayant 1 enfant à charge,
70 % pour les auxiliaires ayant 2 enfants à charge,
80 % pour les auxiliaires ayant plus de 2 enfants à charge.

Le salaire S.M.D.F. sera déterminé en multipliant le salaire horaire minimum applicable dans la résidence où l'auxiliaire était en service par un nombre mensuel d'heures d'occupation fixé forfaitairement à 170. On ne tiendra pas compte des primes et indemnités que pouvaient toucher certains auxiliaires.

L'auxiliaire pourra demander que cette allocation soit déléguée à une personne désignée par lui. En pareil cas la somme sera envoyée par mandat.

Ces dispositions auront effet au 1er janvier 1940.

Les frais d'envoi des diverses allocations resteront à la charge des intéressés.

Le Directeur du Service Central P.

M. WISPOFF
10.2.40
signé : LANOS

signé : BARTH

N°

Bureau du Personnel

N° 51 PT 40/T

21 février 1940

| | | |
|-----------|----------|-----|
| Messieurs | OBSAT | (9) |
| | MAUCOURT | (8) |
| | FORSTIER | (1) |
| | PARCE | (1) |
| | LANGLIS | (1) |
| | PHILBERT | (1) |
| | BOBAT | (1) |

La lettre N° P 2897 du 5.2.40 concernant les auxiliaires payés au mois vous a été transmise sous le N° 46 PT 40/T le 14.2.40

En ce qui concerne les auxiliaires payés à l'heure, s'il y en avait qui, étant mobilisés, fussent susceptibles de bénéficier des dispositions ci-dessus indiquées, il conviendrait de me les signaler, avec toutes précisions utiles sur leur cas.

P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Dépt de: Belpoit

23.2.40 P. Le Chef d'Armement

ÉTAT NATIONALE
de
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

P

RECTIFICATIF No 1

de la lettre P.2922 du 8 février 1940

Paris, le 17 Janvier 1944

1-28-0-2

STAMP DE

COPIE

A2

B861

Les allocations versées aux auxiliaires payés à l'heure qui sont mobilisés seront calculées à partir du 1er janvier 1944 d'après la rémunération que recevraient les intéressés s'ils étaient demeurés en service à la S.N.C.F. sans que la durée de leur travail ait été modifiée.

Il y a lieu en conséquence de rectifier la lettre P. 2922 du 8 février 1940 comme il est indiqué ci-après :

- coller le bécuet ci-dessous sur les trois premiers alinéas du 1^o.
- remplacer aux 2^{ème} et 3^{ème} lignes du 3^{ème} alinéa du 2^o le membre de phrase ".... dont bénéficiait l'intéressé lors de sa cessation de service" par " minimum applicable dans la résidence où l'auxiliaire était en service".

Cette dernière rectification sera faite à la plume.

La lettre P. 2922 du 8 février 1940 sera annotée par l'indication du no et de la date du présent rectificatif.

Le Directeur
R. BARTH

1. WISDCREFF

19.1.44.

L'Ingénieur en Chef
Chefs des Services
Administratifs
signé: MONET

SNCF MT/E

No 270 PB/2

CLt P 21 a 2

Messieurs les Chefs de
Division
Subdivision
et Arrondissement

Pour gouverner et faire le nécessaire.

La lettre P 2922 du 8 février 1940 a fait l'objet de ma transmission
No 51 PT/40/T du 21.2.1940.

25 Janvier 1944

P. Le Chef du Service MT
KEUFFER

Dépôt de Belfort
Les suites.

27.1.44.

P/ Le Chef d'Arrondissement,

Benetti

h Luc

Mme Rivet

Faire nécessaire

(28.1.44)

PARIS, le 23 Mars 1940.

Service Central
du Personnel

1ère Division

Réf.: P. 3.164

M.M.les Directeurs de l'Exploit. des Régions
M.M.les Directeurs des Services Centraux
M.M.les Secrétaires Généraux des Compagnies

Par lettre N° 2227 A/39 du 15 Septembre 1939, je vous ai indiqué que les Chefs d'Arrondissement qui désiraient embaucher à titre d'auxiliaire une personne de nationalité étrangère devraient, au préalable, se renseigner sur l'intéressé auprès de la Direction Générale de la Sûreté Nationale (Service des étrangers), 11, rue des Saussaies, à Paris (8ème).

Mais, en principe, le Service sus-visé ne possède des renseignements que sur les étrangers ayant commis des délits d'une certaine importance et il peut ignorer, en particulier, ceux qui feraient seulement l'objet de soupçons pour propagande subversive.

C'est pourquoi, afin de dépister ceux de ces étrangers dont la présence à la S.N.C.F. est à éviter, il y aura lieu, à l'avenir, pour les Chefs d'Arrondissement, d'adresser, en même temps qu'à la Sûreté Nationale et dans la même forme, une demande de renseignements, soit au Préfet du Département où réside l'intéressé, soit, pour Paris et le département de la Seine, au Préfet de Police (Service des Renseignements généraux) qui sont particulièrement chargés de la surveillance des étrangers dans leur circonscription respective.

/ Le Directeur du Service Central P.
Le Chef de la Division Centrale du Personnel,
signé: LEFORT

MT/E

Bureau du Personnel

N° 86 P.T. 40/7

1er Avril 1940.

Pour faire le nécessaire et agir de conformité, même pour ceux de ces auxiliaires qui sont déjà en service.

La lettre N° 2227 A/39 du 15 septembre 1939 a fait l'objet de mon transmis N° 211 P.T. 39/9 du 27 septembre 1939.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
WISDORFF

Dépôt de

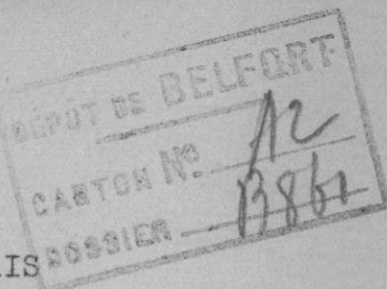
Pour tous les étrangers en service dans votre dépôt au titre auxiliaire m'adresser lettre à envoyer au Préfet (même modèle que pour la sûreté.) D'autre part prendre note pour l'avenir.

Le Chef d'arrondissement

6.4.40

112
SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Direction Régionale
de l'Est



A 2 B 8 B
Paris, le 21 Décembre 1938

Col

A V I S

Solde des auxiliaires mobilisés

A l'occasion de la tension internationale de Septembre 1938, des certificats attestant qu'ils ne toucheraient aucune solde pendant leur période de mobilisation ont été délivrés, sur leur demande, à certains auxiliaires pour leur permettre d'obtenir des communes le paiement des allocations prévues par l'Etat en faveur des familles des mobilisés.

Par la suite, il fut décidé que, par mesure bienveillante les auxiliaires seraient, en la circonstance, assimilés aux agents du cadre permanent : leur rémunération habituelle leur a donc été maintenue en totalité ou en partie et les certificats déjà délivrés se sont ainsi trouvés inexacts.

Il y a lieu, en conséquence, d'indiquer aux Préfectures intéressées le montant de la solde qui a été maintenue par la S.N.C.F. pendant leur absence aux auxiliaires qui avaient sollicité la délivrance des certificats visés ci-dessus : l'Administration pourra ainsi, si elle le juge utile, récupérer tout ou partie des allocations versées par elle aux intéressés ou à leur famille.

Non vérifié par

Pr.le Directeur de l'Exploitation
L'Ingénieur en Chef
attaché à la Direction,

L A N O S .

112
13862
Monsieur le Chef de Dépôt
à Belfort
Pour les suites

Le Chef d'Arrondissement

27 DEC 1938

PL

S.N.C.F.

MT/E

Bureau du Personnel

N° 34 PI 40/T

1^{er} Avril 1940

DEPÔT DE BELFORT
CARTON N° A2
DOSSIER 3863

A 2 B 8 B 2

Monsieur,

La question s'est posée de savoir si les femmes auxiliaires, mariées à des mobilisés étrangers à la SNCF et touchant une majoration d'allocation militaire pour charges de famille, ont droit à l'allocation familiale de la SNCF.

Je vous informe que suivant décision de M. le Directeur de l'Exploitation, l'allocation familiale et la majoration prévue au § b de l'art. 3 de l'Avis Général Personnel N° 8 sont bien à attribuer à ces auxiliaires. Toutefois, le cas échéant, on leur appliquera les dispositions de la lettre P. 2381/39 du 25 Octobre 1939 du Service Central P (ma transmission N° 290 PT 39/T du 3 Novembre 1939) pour les femmes agents du cadre permanent dont le mari perçoit déjà des allocations familiales, soit parce qu'il est militaire à solde mensuelle, soit parce que, militaire à solde journalière, ces allocations lui sont versées par son ancien employeur.

En ce qui concerne l'allocation militaire et les majorations afférentes aux enfants, il appartient aux Mairies, à qui les intéressés doivent signaler leur cas, de juger si cette allocation doit continuer à leur être accordée.

P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

M O N E T

Dépôt de Belfort

Les suites. Bien vous reporter aux instructions
rappelées.

5.4.40

P. Le Chef d'Arrondissement

M B
M. B. Les uns
de la gare
6/4/40

Bureau du Personnel .

Monsieur le Chef d' Arrondissement
de Traction à VESOUL .

Suite à lettre N° 25 P .I 40/7 du 28 Mars 1940 , je vous
adresse ci-joints . les premières listes établies par Etablisse-
ment local des candidats . (hommes et femmes-manceuvres)
sollicitant leur adhésion dans votre Service , ainsi qu'une
partie des dossiers .

Le 13-4-40

Le Chef de Bureau Ppal
du Bureau du Personnel .
Signature .

Dépôt de : *Belfort*
15-4-40

P) Le Chef d' Arrondissement .

M. Luc
16/4/40
[Signature]

see list

Dépot de Belfort

23

M^{re} Jeangerand Berthe

M^{re} Man^{re} 31 ans

Kesoul - Belfort - Langres - Cher

M^{me} Jeangerard
38 ans
bureau

Neuve le 11 janvier 1940

~~ou~~ manœuvre

1^x
M

Monsieur le Chef d'Arrondissement
Matériel et Tracé
de la S. N. C. F.
à Vesoul.

J'ai l'honneur de solliciter de votre
haute bienveillance une demande d'emploi
en qualité d'auxiliaire, pour effectuer des travaux
de bureaux, ou comme femme manœuvre, à
l'Arrondissement de Tracé ou au Dépôt de Vesoul.

Je suis née le 7 Novembre 1901 à Pouchamp
(Haute-Saône)

J'ai un père qui est occupé à la S. N. C. F.
(Région Est) depuis 1926, en qualité d'expéditionnaire.

Dans l'espoir que vous prendrez ma demande
en considération.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef d'Arrondissement,
l'assurance de mes sentiments très distingués.

Madame Jeangerard Berthe
4, rue Jules Michelet, 4
à Neuve (par Vesoul)
(Haute-Saône)

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION DE L'EST
MATÉRIEL ET TRACTION
BUREAU du PERSONNEL

*à retourner
manuel*

Cr. 9

M. (1) *M^{me} Jeangerard Berthe*
demeurant à (2) *Navenne, 4, rue Jules Michelet, 4 par Vesoul (H^{te} Saône)*
déclare maintenir sa candidature en qualité d'auxiliaire et pour l'emploi
de (3) *jeune manœuvre, ou jeune expéditionnaire.*
dans l'un des Services du Matériel et de la Traction de la Région de l'EST
situés dans les localités suivantes (4) *Vesoul, Belfort, Langres et Paris*

Le soussigné certifie, en outre, que les renseignements
ci-dessous sont sincères et exacts.

Navenne le *26 / 2 /* 1940.

Signature du Candidat :

M^{me} Jeangerard

| Renseignements concernant le candidat | Réponses |
|--|-------------------------|
| - Date de naissance | <i>7 Novembre 1901.</i> |
| - Nationalité | <i>Française</i> |
| - Etat civil (célibataire, marié, veuf ou divorcé) | <i>mariée</i> |
| - Nombre et âge des enfants à charge | <i>aucun</i> |
| - Autres charges de famille | <i>aucun</i> |
| - Profession ou emploi actuel | <i>aucun</i> |

(1) Nom et prénoms du candidat.

(2) Adresse actuelle complète.

(3) Emplois
pouvant être
sollicités

Emplois de
bureau et de
dessin.

Emplois
manuels

Elève-bureau (hommes et femmes âgés de moins de 18 ans.
Expéditionnaire (hommes et femmes).
Expéditionnaire-dactylographe (hommes & femmes).
Calqueur & dessinateur-calqueur (hommes)

Manœuvre (hommes & femmes) ouvrier & aide-ouvrier
(ajusteur, chaudronnier, etc...)
(Indiquer la spécialité désirée).

(4) Indiquer les résidences d'emploi sollicitées dans l'ordre de préférence.

| Renseignements concernant le candidat | Réponses |
|---|--|
| - Le candidat est-il libre de toute réquisition ? | <i>oui</i> |
| - Etudes faites | <i>Certificat d'Etudes Primaires</i> |
| - Diplômes universitaires et d'enseignement technique obtenus | <i>/</i> |
| - Le candidat connaît-il : | |
| - le dialecte alsacien ? | <i>non</i> |
| - les langues anglaise et allemande ? | <i>non</i> |
| - la dactylographie ? | <i>non</i> |
| - la sténographie ? | <i>non</i> |
| - la mécanographie ? (si oui les marques de machines pratiquées) | <i>non</i> |
| - Situation au point de vue militaire | <i>/</i> |
| - Le candidat (ou la candidate) est-il : | |
| - pupille de la Nation ? | <i>non</i> |
| - mutilé de guerre ? | <i>/</i> |
| - ancien combattant (guerre 1914 - 1918) ? | <i>/</i> |
| - femme, fils ou fille d'ancien combattant ? | <i>/</i> |
| - femme, fils, fille ou ascendant de mobilisé ? (si oui, indiquer si le mari, père ou ascendant est <u>fonctionnaire</u> ou <u>assimilé</u> et s'il bénéficie de sa <u>rémunération normale</u>) | <i>femme d'un mobilisé assimilé et ne bénéficie d'aucune rémunération.</i> |
| - Le candidat se trouve-t-il atteint de façon particulière du fait des hostilités ? (si oui donner toutes justifications utiles) | <i>Mari mobilisé à Dole, suis sans travail et je n'ai pour vivre que mon allocation militaire (7.^{fr} par jour)</i> |
| - Parenté avec des agents ou ex-agents de la S.N.C.F. (indiquer le degré de parenté, le Service d'attache, le grade et la résidence du parent le plus proche) | <i>Mon frère, expéditionnaire au Dépôt de La Villette (Région Est) Résidence Paris -</i> |
| - Gare S.N.C.F. la plus proche du domicile du candidat ? | <i>Vesoul</i> |

La présente déclaration est à retourner dans un délai de 8 jours à compter du jour de son envoi à Mr. le Chef de Bureau Principal du Bureau du Personnel du Matériel et de la Traction de la Région de l'EST à ARCIS-sur-AUBE (Aube).

OT DE BELFORT
ARTON N° 12
DOSSIER

Région de l'EST

MATÉRIEL ET TRACTION

Bureau du Personnel

LISTES des CANDIDATS AUXILIAIRES

ayant sollicité la résidence de BELFORT

(ou qui ont sollicité toutes résidences^x)

| N° d'ordre | Nom, prénom et date de naissance des candidats | Adresse | Observations | |
|------------|--|---|---------------------|--------------------|
| 1 | Mlle DECHOZ Andrée 21.11.11 | 5 faubourg de Lyon à Belfort (Ttoire) | dactylographe | |
| 2 | Mlle PERNEY Jeanne 21.7.22 | Ancien passage à niveau rue de Mulhouse à Belfort (Tre) | sténo-dactylographe | |
| 3 | Mme JEAN Alice 23.11.94 | 42 rue du Château d'Eau à Paris | d2 | d2 |
| 4 | Mme SIMON Madeleine 15.11.06 | Kisithal N° 310 Poste Abreschwiler (Moselle) | | d2 |
| 5 | Mlle FUCHS Adrienne 9.6.16 | 6 rue Paul Weber à Illzach (Haut-Rhin) | | |
| 6 | Mme FREY Clémence 19.11.18 | route nationale Atterswiler près Saverne (Bas-Rhin) | d2 | d2 |
| 7 | Mlle HOUILLON Lucie 3.10.17 | 17 rue de Turenne à Belfort (T.) | d2 | d2 mécanographe |
| 8 | Mlle GOUSSELET Françoise 5.9.18 | 12 rue de Verdun à Arc les Gray (Hte-Saône) | | |
| 9 | Mlle KUNTZ Gertrude 2.6.20 | Montagnac-la-Crempse à Platiers (Dordogne) | sténo | |
| 10 | Mlle SCHREINER Marguerite 29.7.20 | Geispolsheim gare 45 a rue Mal Foch (Bas-Rhin) | d2 | d2 |
| 11 | Mlle MASSON Paulette 28.4.21 | Autrey le Vay par Villers-sexel (Hte-Saône) | d2 | d2 |
| 12 | Mlle PILARD Paulette 9.7.21 | 44 Avenue Victor Hugo Noisy-le-Sec (Seine) | d2 | |
| 13 | Mlle LALLOUETTE Marcelle 28.12.21 | rue Lili Jobard 7 Vesoul (Hte-Saône) | | |

x les noms des candidats qui ont sollicité toutes résidences sont soulignés au rouge.

| N° d'ordre | Nom, prénom et date de naissance des candidats | Adresse | Observations |
|------------|--|--|-------------------------------------|
| 14 | Mme BAUD Augusta 17.5.05 | 30 rue Victor Hugo Belfort (Tré) | sténo-dactylographe |
| 15 | Mlle BECK Lucie 18.1.99 | 28 rue de Galfingue Mulhouse (Ht-Rhin) | d2 d2 |
| 16 | Mlle ELIAS Renée 19.9.14 | 14 Bd du Temple Paris (XII) | d2 |
| 17 | Mlle EBERHARDT Marguerite 5.4.17 | 15 rue Gourand à Montigny-les-Metz (Moselle) | d2 d2 |
| 18 | Mlle SCHULER Charlotte 6.7.19 | Danjoutin, chez M. P. Petit, 16 rue du Bosc mont (Tré) | d2 d2 |
| 19 | Mlle OUILLOU Renée 8.9.21 | Voulaines (Côte d'Or) | |
| 20 | Mlle DOILLON Laurence 10.12.17 | 10 rue Gambetta à Belfort (Tré) | d2 d2 |
| 21 | Mlle JOHAMPETER Gabrielle 5.9.18 | Boersch Moulin Trautmann (Bas-Rhin) | d2 d2 |
| 22 | Mlle MERCKY Yvonne 1.7.93 | 9 Fg de Montbéliard Belfort (Tré) | |
| 23 | Mme GOEPFERT Juliette 21.11.09 | 26 a rue Josué Heilmann Mulhouse (Haut-Rhin) | d2 |
| 24 | Mlle HOURMAND Marie-Louise 12.7.13 | Paris 69 rue Vercingétorix | d2 |
| 25 | Mlle LEGER Georgette 17.4.22 | 241 rue de Belleville Paris | |
| 26 | Mlle BOSSONG Germaine 12.7.22 | 24 rue Guynemer à Belfort (Tré) | |
| 27 | Mlle BERNARD Jacqueline 31.7.22 | Solbach N° 1 bis (Bas-Rhin) | |
| 28 | Mme MEYNADIER 7.5.04 | 4 Place du Square à Aurillac (Cantal) | |
| 29 | Mme BERRON Marie-Louise 24.11.10 | 80 rue de la Madeleine à Noisy-le-Sec (Seine) | |
| 30 | Mme RUSCH Marie-L. 11.5.19 | 7 rue d'Ilzach à Bourtzwiller près de Mulhouse (Ht-Rhin) | sténo-dactylographe mécanographe |

| N° d'ordre | Nom, prénom et date de naissance des candidats | Adresse | Observations |
|---------------|--|--|----------------------|
| 31 | Mme MARCHAND Lucien- ne 17.3.09 | 137 rue de Bavilliers Essert (Tre de Belfort) | sténo-dactylographe |
| 32 | Mme DEMARQUET Mireille 18 4.9.10 | 10 rue de Buci Paris (6e) | dactylographe |
| 33 | Mme AUDRAL Andrée 23.3.18 | 56 rue Fajol Paris | sténo-dactylographe |
| 34 | Mme NOMINE Robert 11.10.19 | 7 rue d'Ay près d'Eper- nay Dizy (Marne) | |
| 35 | Mme BORLOZ Liliane 20.6.12 | 57 Bd Voltaire Paris (XIe) | dactylo-mécanographe |
| 36 | Mme PERTOIS Annette 29.10.15 | 19 rue Jules Lobet à Magenta (Marne) | sténo-dactylographe |
| 37 | Mme CHALVIGNAC Suzanne 18.2.02 | 8 rue du Baigneur à Paris (18e) | |
| 38 | Mlle BOURLON Renée 25.3.14 | 3 rue du Lycée à Belfort (Tre) | |
| 39 | Mlle GARNIER Louise 19.1.18 | 14 rue Thiers à Belfort (Tre) | sténo-dactylographe |
| 40 | Mlle MELES Louise 23.3.18 | 22 rue St-Roch à Paris (1e) | d2 |
| 41 | Mlle BANZET Georgette 2.5.19 | 5 Avenue Joffre à Cirey- sur Vezouzes (M. et M.) | d2 d2 |
| 42 | Mlle MITTEAUX Ginette 4.5.20 | 1 rue St-Amarin à Belfort (Tre) | d2 |
| 43 | Mlle ALTER Renée 3.2.22 | 1 rue La Fontaine La Pépinère Belfort (Tre) | d2 d2 |
| 44 | Mlle CAYOT Simone 10.4.22 | 16 rue Paul Strauss à Belfort | d2 d2 |
| 45 | Mlle ERTZSCHEIT Anna 19.10.11 | Gempolsheim - gare - 46 rue Mal Foch (Bas- Rhin) | d2 d2 |
| 46 | Vve DAUSSY Marguerite 26.7.84 | 11 Avenue Galliéni à Noisy-le-Sec (Seine) | d2 |
| 47 | Mlle GUYARD Yvonne 10.9.07 | 3 impasse Chartière à Paris (5e) | d2 |

| N° d'ordre | Nom, prénom et date de naissance des candidats | Adresse | Observations |
|------------|--|---|-------------------------------|
| 48 | Mlle ESCHENLIN Marie 20.12.13 | Hôtel de France à Lacou-Villers (Doubs) | sténo-dactylographe |
| 49 | Mlle PASQUIER Georgette 16.8.21 | 20 route de Villemomble à Bondy (Seine) | |
| 50 | Mlle SUDRE Françoise 7.11.21 | 27 rue du Dr Potain Paris (19 ^e) | d ^e d ^e |
| 51 | Mlle ERTZSCHEIT Marguerite 29.3.22 | 46 rue du Mal Foch à Geispolsheim - gare - (Bas-Rhin) | d ^e d ^e |
| 52 | Mme MASSIS Alice 8.10.02 | 11bis rue Larmeroux à Vanves (Seine) | |
| 53 | Mlle LAURENT Marie-Madeleine 6.6.21 | 10 rue de Montbéliard Danjoutin (Tr ^e) | |
| 54 | Mlle TIXIER Jeanne 1.1.13 | 12 rue Cail Paris | d ^e |
| 55 | Mlle BOURGADE Paulette 13.12.12 | <i>21, rue St Apollinaire Paris 8^e</i> 182 Avenue Nationale Charleville (Ardennes) | d ^e d ^e |
| 56 | Mlle L'HERITIER Henriette 2.5.17 | à Sevenans (Tr ^e) | |
| 57 | Mlle CASTAL Nelly 14.12.19 | 110 Avenue du Centenaire Paris (19 ^e) | |
| 58 | Mlle HUMBERT Claire 5.10.20 | 72 Fg de Montbéliard Belfort (Tr ^e) | |
| 59 | Mlle CORNELIS Janine 21.6.22 | 36 rue du Colisée à Paris (8 ^e) | sténo-dactylographe |

Tréfort 6 Mai 1940 -

Monsieur le Chef du Depot
Tréfort

Monsieur le Chef du depot;
Je viens solliciter de votre haute bienveillance
la faveur d'obtenir un emploi dans votre Société
(de préférence dans les bureaux) -
Je prie de vous en remercier à Monsieur

- 2 -

| N° d'or- dre | Nom, prénom et date de naissance des candidats | Adresse | Observations |
|--------------------|--|---|---------------|
| 15 | RAFANOT Marcel 20.3.88 | 50 rue Marceau à Romilly-sur-Seine (Aube) | dactylographe |
| 16 | SEMENCE Raymond | 9 rue Edouard Vaillant à Bondy (Seine) | |

Ronchamp le 22-4-1940

Monsieur le chef de dépôt
S. P. C. T. a Belfort

Reponne u
26 AVR 1940

J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance un emploi a votre dépôt comme manoeuvre ; je suis né le 10 janvier 1922 en Italie et naturalisé Français depuis un an.

Je vous serai reconnaissant de bien vouloir m'indiquer tous renseignements nécessaires en vue de ma rentrée prochaine a votre administration.

Veuillez agréer Monsieur les expressions de mes sentiments respectueux.

Gérard:
Gérard: Laurent
au café de Saint-Joseph
a Ronchamp
(Haute-Saône)

Verson

suite à ma lettre no 2, PT. 40/7 du
28.3.40 je vous adresse ci-joint les premières listes et
les dossiers des candidats ouvriers sollicitant leur
admission dans votre service.

Signé : Douvy

653.

Verson
Eguival
Belfort

Pour prendre note, Belfort conservera
les dossiers.

Signé : Lammiral

26.4.40.

PRIS NOTE

Le Chef de Dépôt Principal

- 1 MAI 1940

int. 21/10/16

Gene Arrondissement de Erarion Pesoul

| Noms | Prénoms | Emploi sollicité | Adresses | Prénoms | Observations |
|--|---------------------|------------------------------|--|--|--------------|
| <p>Personnes sollicitant leur admission au Gene an^t tr^m à Pesoul</p> | | | | | |
| <p>Enfils Zissy</p> | <p>jean Rue</p> | <p>peintre ajusteur.</p> | <p>anc. ls Gray 5 R. Hamburger Chaux</p> | <p>filo Baguet 21^{me} 116 5</p> | |
| <p>dossiers des intéressés joints</p> | | | | | |

fil d'argent D.C.D.

1006³⁹

2^e arrondissement de T^{un}
à Vesoul

R.S.

Bon fils, Jean

mineur - peintre

Résidence = Arc. l. Gray
sans préférence

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION DE L'EST
MATÉRIEL ET TRACTION
BUREAU du PERSONNEL

M. ⁽¹⁾ *Antoine Jean Bonfils*

demeurant à ⁽²⁾ *Arc. Est-Gray*

déclare maintenir sa candidature en qualité d'auxiliaire et pour l'emploi
d' ⁽³⁾ *Peintre*

dans l'un des Services du Matériel et de la Traction de la Région de l'EST
situés dans les localités suivantes ⁽⁴⁾

Le soussigné certifie, en outre, que les renseignements
ci-dessous sont sincères et exacts.

le *13 Mars* 1940.

Signature du Candidat :

Bonfils.

| Renseignements concernant le candidat | Réponses |
|---|----------|
| - Date de naissance <i>26 août 1919</i> | |
| - Nationalité <i>Française</i> | |
| - Etat civil (célibataire, marié, veuf ou divorcé) <i>célibataire</i> | |
| - Nombre et âge des enfants à charge | |
| - Autres charges de famille | |
| - Profession ou emploi actuel <i>Peintre</i> | |

(1) Nom et prénoms du candidat.

(2) Adresse actuelle complète.

(3) Emplois pouvant être sollicités

| | |
|---|---|
| <p>Emplois de bureau et de dessin.</p> <p>Emplois manuels</p> | <p>Elève-bureau (hommes & femmes âgés de moins de 18 ans).</p> <p>Expéditionnaire (hommes et femmes).</p> <p>Expéditionnaire-dactylographe (hommes et femmes)</p> <p>Calqueur & dessinateur-calqueur (hommes)</p> |
| | <p>Manoeuvre (homme & femmes) ouvrier & aide-ouvrier (ajusteur, chaudronnier, etc...)</p> <p>(Indiquer la spécialité désirée).</p> |

(4) Indiquer les résidences d'emploi sollicitées dans l'ordre de préférence.

Renseignements concernant le candidat

Réponses

- Le candidat est-il libre de toute réquisition ?
- Etudes faites Certificat d'étude
- Diplômes universitaires et d'enseignement technique obtenus
- Le candidat connaît-il :
 - le dialect alsacien ? ?
 - les langues anglaise et allemande ?
 - la dactylographie ?
 - la sténographie ?
 - la mécanographie ? (si oui indiquer les marques de machines pratiquées)
- Situation au point de vue militaire
- Le candidat (ou la candidate) est-il :
 - pupille de la Nation ?
 - mutilé de guerre ?
 - ancien combattant (guerre 1914-1918) ?
 - femme, fils ou fille d'ancien combattant ?
 - femme, fils, fille ou ascendant de mobilisé ?
(si oui, indiquer si le mari, père ou ascendant est fonctionnaire ou assimilé et s'il bénéficie de sa rémunération normale).
- Le candidat se trouve-t-il atteint de façon particulière du fait des hostilités ? (si oui donner toutes justifications utiles)
- Parenté avec des agents ou ex-agents de la S.N.C.F. (indiquer le degré de parenté, le Service d'attache, le grade et la résidence du parent le plus proche)
- Gare S.N.C.F. la plus proche du domicile du candidat ?

ajourné

Non

Non

Non

Non

Non

ajourné

Père décédé en service
et frère ouvrier dans Matériel et
Traction à Gray.

Gray.

La présente déclaration est à retourner dans un délai de 8 jours à compter du jour de son envoi à Mr. le Chef de Bureau Principal du Bureau du Personnel du Matériel et de la Traction de la Région de l'EST à ARCIS-sur-AUBE (Aube).

15
Réponse
cpi 17 OCT. 1938

1006 39
m. peintre

Monsieur l'Ingénieur en Chef.
de la Traction.

J'ai l'honneur de solliciter de
nouveau un emploi dans le service de l'traction
comme peintre mineur.

J'ai déjà formulé une pareille
demande le 29 septembre 1938. ou sous le
n° 6849. P. 38. 17. il m'a été répondu
que ma demande était prise en considération.

En raison de la mobilisation d'une
partie de votre personnel, s'il était possible
de me réserver un emploi; étant à la charge
de ma mère veuve d'agent décédé en
service je prie Monsieur l'Ingénieur
en Chef de bien vouloir attirer l'attention
à ma requête.

Dans l'espoir d'une réponse satisfaisante
je prie Monsieur l'Ingénieur en Chef
d'accepter mes respectueux salutations.

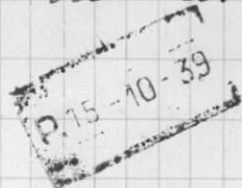
J. P. M. J.

Monsieur Jean Bonfils.

66 Rue Roger Salengro

Ave. Les-Gray-

(H. Saône)



MATERIEL ET TRACTION

DOSSIER de CANDIDATURE.

N°/DE M.T.
S.2.

Date de la
1ère demande :

Demande d'emploi de M. *Zussy René*
..... *J. R. Humbert*
.....
demeurant à *Chaux* *H. Rhin*
né le *4 Février 1922*
parenté d'agent

Noté pour l'emploi d' *ajusteur* sous N°
Régions acceptées : *Sélestat Belfort Besoul*
Convoqué à l'examen :

Résultat de l'examen du réussi - échoué

Convoqué aux examens médicaux (du médecin examinateur le
(du médecin oculiste le

Résultats des examens médicaux (Médecin examinateur : .. apte
(Médecin oculiste : .. apte

Convoqué à le

A pris le service, le

Rayé de la liste, le

OBSERVATIONS :
.....
.....
.....

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
REGION DE L'EST
MATÉRIEL ET TRACTION
BUREAU du PERSONNEL

7

M. (1) Zussy René, Benêt
demeurant à (2) Thann (Haut-Rhin) 5 rue Hamburger 5
déclare maintenir sa candidature en qualité d'auxiliaire et pour l'emploi
à (3) Cyus teur : moteur & électricité
dans l'un des Services du Matériel et de la Traction de la Région de l'EST
situés dans les localités suivantes (4) Epinal, Belfort,
Vesoul

Le soussigné certifie, en outre, que les renseignements
ci-dessous sont sincères et exacts.

Thann le 7^e Avril 1940.

Signature du Candidat :

R. Zussy

| Renseignements concernant le candidat | Réponses |
|--|---|
| - Date de naissance | <u>4 février 1922</u> |
| - Nationalité | <u>Française</u> |
| - Etat civil (célibataire, marié, veuf ou divorcé) | <u>Célibataire</u> |
| - Nombre et âge des enfants à charge | <u>—</u> |
| - Autres charges de famille | <u>—</u> |
| - Profession ou emploi actuel | <u>Etudiant, candidat à Recrutement</u> |

(1) Nom et prénoms du candidat.

(2) Adresse actuelle complète.

(3) Emplois pouvant être sollicités

| | | |
|---|---------------------------------|--|
| { | Emplois de bureau et de dessin. | Elève-bureau (hommes & femmes âgés de moins de 18 ans). Expéditionnaire (hommes et femmes). Expéditionnaire-dactylographe (hommes et femmes). Calqueur & dessinateur-calqueur (hommes). |
| | Emplois manuels | Menoeuvre (homme & femme) ouvrier & aide-ouvrier (ajusteur, chaudronnier, etc...). (Indiquer la spécialité désirée). |

(4) Indiquer les résidences d'emploi sollicitées dans l'ordre de préférence.

Renseignements concernant le candidat

Réponses

- Le candidat est-il libre de toute réquisition ?

Oui

- Etudes faites

Enseignement secondaire et pratique.

- Diplômes universitaires et d'enseignement technique obtenus

*B.E.P.S. - Mécanicien et pilote
d'aviation.*

- Le candidat connaît-il :

Oui

- le dialecte alsacien ?

Oui- les langues ~~anglaises~~ et allemande ?*non*

- la dactylographie ?

non

- la sténographie ?

non

- la mécanographie ? (si oui indiquer les marques de machines pratiquées)

Appelé sous les drapeaux en 1942.

- Situation au point de vue militaire

non

- Le candidat (ou la candidate) est-il :

- pupille de la Nation ?

non

- mutilé de guerre ?

non

- ancien combattant (guerre 1914-1918) ?

non

- femme, fils ou fille d'ancien combattant ?

non- femme, fils, fille ou ascendant de mobilisé ?
(si oui, indiquer si le mari, père ou
ascendant est fonctionnaire ou assimilé et
s'il bénéficie de sa rémunération normale).*Le père est affecté spécial*- Le candidat se trouve-t-il atteint de façon
particulière du fait des hostilités ? (si oui
donner toutes justifications utiles)*Oui. candidat à Rothenfort en**juin 1939, mais admission remise
à une date ultérieure du fait des hostilités.*- Parenté avec des agents ou ex-agents de la
S.N.C.F. (indiquer le degré de parenté, le
Service d'attache, le grade et la résidence
du parent le plus proche)*non*- Gare S.N.C.F. la plus proche du domicile du
candidat ?*L'Esplanade (Haut-Rhin)*

La présente déclaration est à retourner dans un délai de 8 jours à compter du jour
de son envoi à Mr. le Chef de Bureau Principal du Bureau du Personnel du Matériel et de la
Traction de la Région de l'EST à ARCIS-sur-AUBE (Aube).

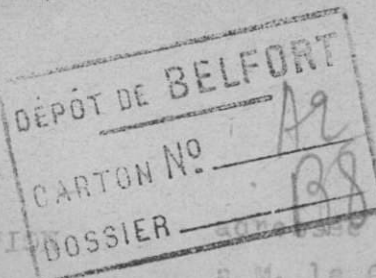
CD/CS

A2 B2a

S. N. C. F.

Région de l'EST

MATERIEL & TRACTION



DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

approuvée par M. le Chef de dépôt à NOGENT-VINCENNES
et M. le Chef du 1^{er} Arrondissement à PARIS

Nous avons à notre effectif 3 manoeuvres auxiliaires qui, bien qu'habitants la France depuis plusieurs années, sont natifs d'Algérie.

Ces agents sont :

- AHMED Ben Ali
- CHIKHI, Allaoua
- BOUATTIA, Ammar

Parmi eux, seul le manoeuvre CHIKHI a été embauché sur présentation de l'Office des Nord-Africains.

Nous demandons si les prescriptions de la lettre P.3244 du 17 avril 1940 de M. le Directeur du Service Central P sont bien applicables à ces 3 auxiliaires qui résidaient en France avant les hostilités et si nous devons leur retirer la carte d'identité dont ils sont détenteurs en titre d'indigènes algériens.

Nogent-Vincennes, le 17 Mai 1940

Le Chef de dépôt,
signature

TRANSMIS à Monsieur le Chef de la Division de la Traction, en le priant de vouloir bien me faire connaître la réponse à faire au dépôt.

La lettre N° 3244 rappelée nous a été transmise par N° 226 P 40/7 du 13 Mai de M. le Chef du Service du Matériel et de la Traction.

Paris, le 20 Mai 1940

Le Chef d'Arrondissement,
signé: RICHARD

Vu le 18 Mai 1940

Le Chef de la Division
de la Traction,
signé: OBLET

Bureau du Personnel

Communication N° 76274 du 26 Mai 1940
Monsieur OBLET,

La lettre rappelée ci-dessus ainsi que toutes celles
dont je vous ai envoyé copie ces jours derniers concernant les
travailleurs Nord-Africains ne s'appliquent qu'à ceux recrutés
en Algérie.

Aucun Nord-Africain des différents contingents n'est
encore prévu jusqu'à présent pour le Service M.T.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
signé: MONET

Monsieur le Chef d'Arrondissement
à VESOUL

Pour gouverner.

Paris, le 31 Mai 1940

Le Chef de la Division
de la Traction,

Monsieur le Chef de dépôt
à Belfort

Pour gouverner

S.P. 40

à le chef d'arrondissement,

MD

U

2/6/40



CD/3

N° 188

CINTE NATIONALE
des
INS DE FER FRANCAIS

Région de l'Est

MATERIEL TRACTION

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

adressée par M. le Chef de Dépôt Principal à TROYES
à Monsieur le Chef d'Arrondissement de Traction
à PARIS

DÉPÔT DE BELFORT

CARTON N°

DOSSIER

Prière de bien vouloir nous faire connaître quelle est
la base à attribuer aux agents temporaires évacués ayant suivi
le dépôt, pendant la durée de leur évacuation, ces agents étant
payés à l'heure.

Troyes, le 23 juillet 1940
Le Chef de Dépôt Principal,
Signature.

Transmis à Monsieur le Chef de la Division de la Traction
en lui proposant de régler ces agents sur la base de 10 h. par
jour ouvrable.

25.7.40
Le Chef d'Arrondissement,
Signature.

Transmis à Monsieur le Chef du Service,
En lui demandant de bien vouloir me faire connaître sa
décision.

Paris, le 27 juillet 1940
P/ Le Chef de la Division
de la Traction,
signé : MERLIN.

Communication N° 76.330 du 31.7.40

Monsieur DAUCHY,

D'accord pour payer à ces auxiliaires le même salaire
journalier qu'ils touchaient avant leur évacuation.

En plus, ils ont droit aux mêmes indemnités de déplace-
ment que les agents des grades correspondants du cadre permanent.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
signé : ADA.

Vu
1.8.40
Le Chef de la Division
de la Traction,
signé:

Monsieur le Chef d'Arrondissement
à VESOUL

Dépôt de Belfort Pour les suites.

S. S. M. le Chef d'Arrondissement, Paris, le 2 août 1940
Le Chef de la Division
de la Traction,

1.8.40
6/8/40

P.9/8

S . N . C . F .

Direction Générale

N° P. 3.646

OBJET

Utilisation des
auxiliaires

231 P.T. 40/9

Paris, le 28 septembre 1940.

DÉPÔT DE BELFORT

CARTON N°

XXI

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation
des Régions
Messieurs les Directeurs des Services
Centraux
Messieurs les Secrétaires Généraux des
Compagnies

• Je vous prie de bien vouloir appliquer les dispositions
suivantes concernant l'utilisation des auxiliaires.

1° - En règle générale, les auxiliaires ne peuvent être
conservés ou embauchés que lorsqu'il est possible de les utiliser
dans un poste où l'on a effectivement leur emploi.

2° - Durée du travail des auxiliaires.

Il importe de réduire toutes les fois où c'est possible
la durée du travail des auxiliaires afin d'augmenter le nombre
de ceux que la S.N.C.F. peut occuper.

On peut, à cet effet :

- a) - faire travailler certaines catégories d'auxiliaires par
demi-journées, ce qui permet, notamment aux femmes, de
s'occuper des soins de leur ménage pendant le reste de la
journée;
- b) - affecter les auxiliaires à des emplois comportant normale-
ment dans la semaine un nombre d'heures de travail infé-
rieur à celui prévu par la Réglementation du travail, soit
que la durée journalière soit réduite, soit qu'il y ait
chômage à certains jours de la semaine;
- c) - dans des postes où il n'est pas possible de pratiquer une
durée du travail inférieure à celle des agents du cadre
permanent, utiliser les auxiliaires de façon intermittente
et en quelque sorte saisonnière, soit même par périodes
successives de un mois ou d'une semaine, par exemple en pré-
venant les intéressés qu'ils pourront être vraisemblable-
ment réembauchés après leur période de congédiement.

3° - Licenciement d'auxiliaires.

A - AUXILIAIRES FEMMES.

I - Auxiliaires tenant des emplois ne pouvant pas être te-
nus par des hommes.

a)- Dactylo graphes, sténo-dactylographes, mécanographes.

Dans les localités autres que celles de la Région parisienne, les Chefs d'Arrondissement devront se concerter entre eux pour conserver, par priorité, les auxiliaires de cette catégorie qui, tout en possédant une aptitude suffisante, remplissent simultanément les deux conditions suivantes :

- être célibataire, veuve, divorcée ou être mariée à un militaire disparu ou prisonnier;
- ne pas disposer de ressources telles que pension ou solde déléguée excédent 500 f. par mois (allocations pour charges de famille exclues).

Les auxiliaires qui remplissent simultanément ces deux conditions devront être classées d'après le nombre des personnes à leur charge (1) en vue de donner la priorité à celles dont les charges sont les plus lourdes.

L'aptitude sera constatée par un examen de dactylographie dont le programme était joint à ma lettre N° P. 3476 du 8 Août 1940.

Je vous ai adressé, par lettre P. 3.500 du 13 Août 1940 des directives spéciales concernant la Région parisienne.

b) - Femmes de ménage, préposées à la salubrité, préposées chargées des réfectoires.

Il y a lieu de conserver également, par priorité, les femmes remplissant simultanément les deux conditions indiquées au § a) ci-dessus.

c) - Garde-barrières ou préposées d'arrêt à service complet.

Le service de certains passages à niveau ou points d'arrêt est actuellement assuré par des auxiliaires alors que des garde-barrières ou préposées d'arrêt du cadre permanent sont en disponibilité par suite de la suppression du passage à niveau ou de la suppression du gardiennage du passage à niveau auquel elles étaient affectées; des emplois seront offerts à celles de ces dernières qui remplissent simultanément les deux conditions indiquées au § a) ci-dessus; à cet effet, un nombre égal

.....

(1) enfants ou parents habitant avec l'intéressée dans l'impossibilité de travailler et sans ressources.

d'auxiliaires seront licenciées, en commençant par celles qui sont mariées ou qui, veuves, divorcées ou célibataires, n'ont pas d'enfants à charge.

d) - Suppléantes pour le service des barrières des arrêts, des haltes ou des stations.

Dans de nombreux cas, il est nécessaire, pour la bonne exécution du service que cette suppléance soit effectuée par la femme ou par une parente de l'agent assurant le service principal de l'établissement considéré.

II - Auxiliaires tenant des emplois pouvant être tenus par des hommes.

Ces auxiliaires seront classées avec les auxiliaires hommes suivant les indications données au § B.

B - AUXILIAIRES HOMMES ET FEMMES ASSIMILÉES.

Les priorités pour les postes maintenus seront accordées dans l'ordre ci-après :

- a) - femmes remplissant simultanément les 2 conditions indiquées au § A a) ci-dessus;
- b) - auxiliaires (hommes et femmes non reprises dans la catégorie a) qui étaient en service lors de la mobilisation et qui, ou bien ont été conservés, ou bien, ayant été mobilisés, auront demandé soit verbalement, soit par lettre recommandée, à être réintégrés dans le délai de 15 jours suivant leur libération ou le terme de leur hospitalisation ou de leur convalescence.
Dans cette catégorie, la préférence devra être donnée à ceux qui ont le plus de charges de famille et, à égalité de charges de famille, à ceux qui ont été le plus longtemps au service de la S.N.C.F.
- c) - auxiliaires majeurs (autres que ceux originaires de territoires situés hors de la métropole Nord-Africains notamment) recrutés depuis la guerre et femmes (autres que celles reprises aux §§ a) et b), qui, avant leur recrutement, exerçaient une profession non agricole;
- d) - auxiliaires majeurs (autres que ceux originaires de territoires situés hors de la métropole Nord Africains notamment) recrutés depuis la guerre et femmes (autres que celles reprises aux §§ a) et b), qui, avant leur recrutement, exerçaient une profession agricole (1)

.....

(1) ou étaient originaires d'une localité de moins de 2.000 habitants agglomérés.

- e) - auxiliaires mineurs (hommes et femmes); ceux (ou celles) toutefois qui ont des charges de famille devront être traités comme des majeurs; en outre, les mineurs qui avaient passé le concours d'élève-bureau et qui ont été, d'ores et déjà, reconnus aptes à faire ultérieurement des agents des cadres seront conservés.
- f) - auxiliaires originaires de territoires situés hors de la Métropole; il conviendra toutefois de prendre à l'égard des Nord-Africains qui avaient un contrat de six mois les mesures prévues par ma lettre P. 3.415 du 17 Juillet 1940.

Les Chefs d'Arrondissement devront s'entendre pour que les priorités, sous réserve des aptitudes des intéressés, jouent dans l'ensemble des emplois des 3 Services (E., M.T., V.) les auxiliaires des Services de l'Exploitation et du Matériel et Traction pouvant être notamment utilisés au Service de la Voie; dans chaque catégorie la priorité sera accordée aux plus chargés de famille.

4° - Embauchage d'auxiliaires.

Avant d'embaucher des auxiliaires, les Services Locaux de l'Exploitation, du Matériel et Traction et de la Voie, devront se concerter afin de s'assurer qu'il n'existe pas des agents en excédent susceptibles d'être détachés utilement afin d'éviter cet embauchage.

Si toutefois l'embauchage est inévitable, il y aura lieu d'observer les mêmes priorités que celles indiquées ci-dessus pour le maintien dans les postes conservés.

Je vous rappelle, en outre, que les décrets du 10 Novembre 1939 et 23 Février 1940 sont toujours en vigueur et qu'il convient, par suite, de s'abstenir de recruter des candidats qui ne sont pas libres de toute réquisition vis-à-vis de leur employeur pas plus que des salariés agricoles, dans les départements où la levée de la réquisition prévue par le décret du 23 Février 1940 n'a pas été prononcée par le Préfet.

La présente lettre abroge ma lettre P. 3476 du 8 Août 1940 précédemment envoyée à ce sujet.

P. Le Directeur Général,
Le Directeur du Service Central
du Personnel,
Signé: BARTH.

Monsieur

Pour agir de conformité.

Vous voudrez bien, lorsque vous serez amenés à embaucher des auxiliaires dans un Etablissement - ce qui devra être limité au strict minimum - me soumettre au préalable vos propositions en indiquant :

- le nombre d'auxiliaires déjà en service dans cet Etablissement;
- le nombre d'auxiliaires que vous désirez embaucher;
- le régime de travail que vous vous proposez de leur appliquer.

Dans chaque Etablissement, le nombre d'heures hebdomadaire de travail devra être le même pour tous les auxiliaires, tout au moins pour les auxiliaires hommes d'une part, les auxiliaires femmes d'autre part.

Les auxiliaires actuellement en service ne pourront être maintenus en tout état de cause qu'autant qu'ils satisfont aux règles de priorité établies.

Enfin, lors d'embauchages éventuels, il conviendra de faire appel en premier lieu aux ex-auxiliaires de la S.N.C.F. En ce qui concerne les autres, on prendra ceux qui sont le plus chargés de famille.

Paris, le 30 .9.40.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

unvalent

AD/7

S.N.C.F.

MT/E

N° 94 PI/40^{Dy}

Paris, le 19 novembre 1940

A^e B8 3

| | |
|------------------|------|
| DÉPÔT DE BELFORT | |
| CARTON N° | A2 |
| DOSSIER | B8 e |

Monsieur,

1 copie classée :

A14 P87

Ma transmission n° 231 PT/40/9 du 30 septembre dernier de la lettre n° P 3646 de M. le Directeur Général a prescrit que, dans chaque établissement le nombre d'heures hebdomadaire de travail devait être le même pour tous les auxiliaires tout au moins pour les auxiliaires hommes d'une part et pour les auxiliaires femmes d'autre part.

Pour répondre à une question qui nous a été posée, il est précisé que les dispositions qui précèdent s'appliquent à tous les auxiliaires à l'exception des ex-mineurs prisonniers de guerre qui ont été repris au titre d'auxiliaires.

Pour ces agents, la durée de travail doit être un peu inférieure à celle des agents du cadre permanent dans les conditions fixées par la lettre P. 3483 du Service Central du Personnel (ma transmission 428 P.40⁷ du 29 août 1940) toujours applicable aux intéressés.

~~Le Chef du Service
du Matériel & de la Traction~~

Monsieur le Chef de Dépôt
à Belfort
Pour les suites

Le Chef d'Arrondissement

27 NOV 1940

Auxiliaires - 8^e.

28 NOV. 1940

7/2

CONFIDENTIEL

2^{ème} Arrondissement de Traction

Carton No

Dossier

le 20 novembre 1940

POUDRERIE NATIONALE DE
SEVRAN-LIVRY

Sevran-Livry, (Seine-et-Oise)

N° 1506/DIR.

L'Ingénieur TERNIER, Directeur
de la Poudrerie Nationale de Sevran-Livry

Copie à M. WISDORFF
avec prière de me
renseigner.

25.11.40

Signé : RENARD

à Monsieur le Directeur de la S.N.C.F.,
Région EST,
23, rue d'Alsace, PARIS X°

J'ai l'honneur de vous demander si vous auriez dans des services relevant de votre autorité, des possibilités d'emplois pour des agents de maîtrise pouvant être rendus disponibles par suite de suppression de postes.

Ces agents seraient susceptibles, soit de conduire du personnel pour des travaux de bâtiment, électricité, mécanique, etc.; soit d'exercer eux-mêmes les métiers manuels (ajusteurs, tourneurs, chaudronniers, électriciens, etc...), ou encore d'occuper des emplois de bureau (comptabilité, dessin, etc...).

Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible si vous pourriez utiliser quelques-uns de ces agents, en indiquant le nombre et la nature des emplois que vous pourriez offrir.

Le Directeur
Signature

N° 325 PT 40/7

Monsieur

Prière de me faire connaître rapidement s'il vous est possible d'envisager l'utilisation, notamment dans la région parisienne, de cette main-d'oeuvre, mais seulement dans des emplois subalternes : ouvriers, manoeuvres, expéditionnaires, calqueurs, etc...

A cet effet, vous voudrez bien tenir compte, ainsi que vous le précise ma transmission N° 33/PT.40/7 de ce jour, que la durée de travail des auxiliaires est limitée dorénavant à 24 heures par semaine en moyenne, ce qui va vous conduire, sans doute, à prévoir l'embauchage de nouveaux auxiliaires pour compenser la perte de main-d'oeuvre que va entraîner cette nouvelle mesure.

Paris, le 4 décembre 1940

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

[Signature]

T+VP

11 Pa

Monsieur le Chef d'Arrondissement
à VESUL

Pour gouverner.

Comme demandé par transmission n°231 PT. 40/7 du 4 courant de
M. le Chef du Service, je vous prie de me faire connaître le plus
rapidement possible le nombre, par établissement et par grade
des auxiliaires dont l'embauchage va être rendu nécessaire par la
réduction de la durée de travail hebdomadaire.
6/12/40

Le Chef de la Division
de la Traction

Lamp

*sur demi an
Personnel*

*- 6 dépôts -
Renseignements par retour
du courrier*

*fait
7-12-40*

Monsieur le Chef d'arrondissement : Vesul,

Pour gouverner - Comme demandé par transmission n°231 PT. 40/7
du 4 courant de M. le Chef du Service, je vous prie de me faire connaître
le plus rapidement possible le nombre - par établissement et par grade -
des auxiliaires dont l'embauchage va être rendu nécessaire par la réduction
de la durée de travail hebdomadaire.

6.12.40

P. le Chef de la Division
de la Traction,
Signé.

*Manœuvres - 6
Bureau - 2
- 9 DEC. 1940*

*Reçu le 9.12.40
Vos renseignements ont été
reportés sur le rapport
n° 2 du 12.12.40*

Monsieur le chef de dépôt à Belfort

Renseignements par retour du courrier.

P. le Chef d'arrondissement,

Genevès

DÉPÔT DE BELFORT

CARTON N° A

DOSSIER 88

Monsieur le Chef de

Monsieur le Chef d'Arrondissement de Traction
à VESOUL

Auxiliaires payés à l'heure.
Allocations aux mobilisés.

Com. N° 03630/T du 27.3.40.

Monsieur OBLAT,

Je vous fais connaître que l'auxiliaire payé à l'heure ZIEGLER Charles de mon dépôt, père d'un enfant de 14 ans, a été rappelé aux Armées le 27.2.40.

M. le Directeur de l'Exploitation me précise que les dispositions du 1° de la lettre P.2922 du 20.2.40 du Service Central P. (ma transmission N° 51 PT 40/T du 21.2.40) sont applicables quelle qu'ait été la durée des services au moment du rappel sous les drapeaux.

Entré à notre Service le 4.12.39, je vous prie de vouloir bien me faire connaître si ZIEGLER entre en ligne de compte pour le paiement de l'allocation familiale.

L'allocation familiale est donc à payer à la femme de ZIEGLER si, par ailleurs, les autres conditions indiquées dans le 1° de la lettre P.2922 précitée sont bien remplies.

MULHOUSE-NORD, le 7 Mars 1940.
Le Chef de Dépôt,
Signé: ROOS.

P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
Signé:

Monsieur BONNAT,

Pour gouverner.

P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
Signé:

Vu. - Je pense que l'allocation familiale n'est payée qu'aux auxiliaires payés à l'heure, mobilisés, qui appartiennent depuis au moins 6 mois à la S.N.C.F.; conditions d'ailleurs exigées des auxiliaires à solde mensuelle pour l'obtention de l'allocation différentielle.

Com. N° 27505. Monsieur le Chef
d'Arrondissement à VESOUL,
Pour les suites.
29.3.40.

VESOUL, le 9 Mars 1940.
Le Chef d'Arrondissement,
Signé: BAKIN-B.

P. Le Chef de la Division de la Traction,
Signé: DAME.

Dépôt de Belfort
Nous avons demandé les instructions d'application.

12.4.40. P. Le Chef d'Arrondissement.

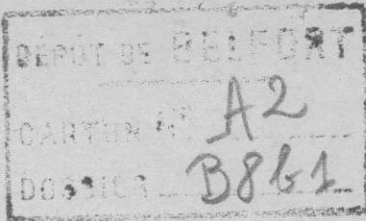
7/4

SOCIETE NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANCAIS

Service Central
du Personnel

1^o Division

N^o P.4331.



Paris, le 7 janvier 1941

XXI

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation
des Régions,

Au Journal Officiel du 31 décembre sont publiées deux lois, l'une du 26 décembre concernant les droits des salariés évacués sur ordre et l'autre, du 27 décembre, relative à la résiliation des contrats de travail pour suppression d'emploi ou réduction d'activité des entreprises.

Ces lois intéressent les auxiliaires de la S.N.C.F. et je vous prie de bien vouloir prendre note des dispositions suivantes qui leur sont applicables :

— 1^o— Les auxiliaires dont le contrat de travail aura été résilié par la S.N.C.F. pour cause de suppression d'emploi ou de réduction d'activité de leur établissement entre le 10 mai 1940 et le 27 décembre 1940, ont droit, sans que la S.N.C.F. puisse invoquer la force majeure, à l'indemnité de délai congé à moins que le salaire ait continué d'être intégralement payé pendant la durée du préavis; cette indemnité de délai congé doit d'ailleurs être calculée en appliquant des modalités spéciales prévues au § 4^o ci-après.

2^o— Pour l'application des dispositions qui précèdent sont assimilés aux auxiliaires licenciés dans les conditions prévues au § 1^o, les auxiliaires qui, mis à un titre quelconque en position d'attente depuis le 10 mai 1940 pour réduction d'activité de l'établissement sans que le contrat de travail ait été expressément résilié, n'auront pas été effectivement réintégrés dans leur emploi avant le 31 janvier 1941.

— 3^o— Les auxiliaires qui ont été évacués sur ordre et qui, restés à la disposition de la S.N.C.F., ont été par suite de l'interruption du travail, privés de leur salaire pendant plus d'une semaine pendant la période comprise entre le 10 mai et le 7 juillet 1940, ont droit à une indemnité forfaitaire d'un montant égal à celui du salaire de deux semaines de travail calculé suivant les modalités indiquées au § 4^o.

— 4^o— L'indemnité de délai congé prévue au § 1^o est égale au salaire de 8 jours de calendrier; l'indemnité prévue au § 3^o est égale au salaire de deux semaines de travail.

Pour le calcul de chacune de ces deux indemnités, il y a lieu de considérer des semaines de travail de 45 heures au maximum.

Copie à
MM. NARPS
WISDORFF
RIDET
JOUFFROY

Les cas suivants peuvent se produire :

.....

a) L'auxiliaire était occupé à journée complète dans un emploi où la durée de présence n'est pas supérieure à la durée du travail effectif; c'est une semaine de 45 heures de travail effectif qu'il y a lieu de considérer pour le calcul de l'indemnité, le salaire horaire étant celui appliqué à l'auxiliaire lors de son évacuation;

b) L'auxiliaire était occupé à journée complète dans un emploi où la durée de présence est supérieure à la durée du travail effectif; par exemple, il était employé dans un poste où la durée de présence est de 72 h. comptant pour 60 h.; en pareil cas, c'est une semaine de 45 heures de travail effectif qu'il y a lieu de considérer pour la détermination de l'indemnité;

c) L'auxiliaire était occupé à journée incomplète dans un emploi dans lequel la durée de présence n'est pas supérieure à la durée du travail effectif. Si la durée du travail effectif était supérieure ou égale à 45 h., il y a lieu de considérer une semaine de 45 h. de travail effectif; si la durée du travail était inférieure à 45 h. par semaine, il y a lieu de considérer la semaine de travail telle qu'elle était pratiquée; si, par exemple, elle était de 30 h., l'indemnité sera calculée sur des semaines de 30 h. de travail effectif.

d) L'auxiliaire était occupé à journée incomplète dans un emploi dans lequel la durée de présence est supérieure à la durée du travail effectif; les heures de présence sont converties en heures de travail effectif et l'indemnité est calculée suivant les règles ci-dessus.

5°- Quelle que soit la catégorie définie ci-dessus à laquelle appartient l'auxiliaire, il a droit en sus des indemnités prévues ci-dessus à l'indemnité pour congé payé non pris; cette indemnité sera déterminée suivant les règles habituelles.

6°- Les auxiliaires qui ont été appelés sous les drapeaux pendant la durée des hostilités et qui n'auront pas été repris à la date du 31 janvier 1941, par la S.N.C.F., dans l'emploi qu'ils occupaient au moment de leur rappel sous les drapeaux et, pour l'avenir, ceux qui pour la même raison n'auront pas été repris à l'expiration du délai d'un mois suivant la date de leur demande de réintégration, auront droit aux indemnités prévues au § 1° (indemnités de congédiement).

La plupart des auxiliaires qui avaient été rappelés sous les drapeaux doivent être actuellement repris. Ceux qui n'ont pas été repris ont reçu lors de leur appel sous les drapeaux l'indemnité pour congé payé non pris; mais ils n'ont pas reçu, en général, d'indemnité de congédiement; il y a lieu de la leur payer.

Vous voudrez bien me rendre compte, par Service et par Arrondissement, du nombre des auxiliaires auxquels s'applique cette dernière disposition.

Le Directeur du Service Central P,
signé : BARTH.

Copie à M. WISDORFF,
en le priant de m'adresser le compte rendu demandé par le dernier alinéa ci-dessus.

Paris, le 9 janvier 1941

P. le Directeur de l'Exploitation,
P. le Chef des Services
Administratifs,
L'Inspecteur Principal,
Signature.

N° 19 PT 41/7

Monsieur,

Prière de me confirmer, pour le 20 courant, que les auxiliaires licenciés ont bien tous reçu l'indemnité de congédiement et l'indemnité pour congé payé non pris.

Chaque Arrondissement adressera, en même temps, le compte rendu prévu au 6ème alinéa ci-dessus; ce compte rendu mentionnera les noms des auxiliaires visés avec l'indication de ceux qui ont été repris et confirmés pour les autres.

Monsieur le chef d'arrondissement

Veuillez,

Pour les suites et renvoyer directement le Bureau du Personnel pour la date prescrite. M'adresser copie des renseignements fournis.

15.1.41

*p. le chef de la Division
de la Machine,
signé.*

Départ de Préfont

Pour les suites. Me mettre à même de répondre aux deux questions posées par retour du courrier.

16.1.41

p. le chef d'arrondissement

En l'occ

Réponse ce jour 17 JAN 1941

Dépôt de Belfast

1^{re} Liste des ex-auxiliaires congédiés entre le 10 mai 1940 et le 27 novembre 1940 à qui il y a lieu de payer une indemnité de congédiement, et une indemnité pour congé payé non pris -

néant

2^e Liste des auxiliaires appelés sous le drapeau pendant la durée des hostilités, non repris à la date du 31.1.41, à qui il y a lieu de payer une indemnité de congédiement (§ 6 de la lettre P. 4331 du 7.1.41 du G.C. le command. INCF.)

| Noms & prénoms | Emploi | Période d'occupation | Observations |
|-----------------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------------|
| Markarian Ruzant | manœuvre auxiliaire | du 4.1.40 au 27.1.40 | n'a pas demandé son paiement |
| Weingartner Albert Emil Alfred | do appelé | du 11.12.39 au 7.6.40 | - do - |
| Gressot Lucien | do | du 8.12.39 au 5.2.40 | - do - |
| Alouane Mégiane | do | du 24.1.40 au 10.3.40 | - do - |
| Dubois Denis | do | du 16.2.39 au 27.1.40 | réemboursé le 15.1.41 |

Le réemboursement est fait pour le paiement de l'indemnité de congédiement aux agents non réembauchés -

(17.1.41)

P. Le Chef de dépôt Pral

Indemnités aux auxiliaires licenciés.

(Suite à lettre N°19 PT 41/7 du 15.1.41 de M. le Chef du Service)

BELFORT
A2
B861

I- Tous nos auxiliaires licenciés ont bien reçu l'indemnité de congédiement et l'indemnité pour congé payé non pris.

II- Liste des auxiliaires rappelés sous les drapeaux pendant la durée des hostilités, non repris à la date du 31.1.41 à qui il y a lieu de payer une indemnité de congédiement, ou réembauchés avant le 31.1.41

| Nom et prénom | Emploi | Résidence | Observations |
|--------------------|-----------|---------------|--|
| HUMBERT, Joseph | Manoeuvre | VESOUL | A été réembauché à VESOUL le 27.10.40 |
| GONZALEZ, Avelino | -d- | CHALINDREY | A été réembauché à Chy au 300 de la Voie des sa démobilisation |
| DUBUIS, Denis | -d°- | BELFORT X | A été réembauché à BELFORT le 15.1.41 |
| GAILLARD, Léon | -d°- | CHATEAUNT | A été intégralement payé pendant la durée du préavis |
| MARTEAU, Puzant | -d°- | BELFORT X | N'a pas demandé son réembauchage |
| GRESSOT, Lucien | -d°- | -d°- X | -d°- |
| ALTOUANE, Mazanè | -d°- | -d°- X | -d°- |
| CHEVALIER, Raymond | -d°- | AILLERVILLERS | Non réembauché - Pas en loi au dépôt d'AILLERVILLERS |
| DE TRIE, Georges | -d°- | -d°- | -d°- |
| GEORGES, Alphonse | -d°- | -d°- | -d°- |
| GUIOT, Augustin | -d°- | -d°- | -d°- |
| LEMERCIER, Jean | -d°- | -d°- | -d°- |

Les dépôts de VESOUL et de BELFORT vont faire le nécessaire pour le paiement aux ex-auxiliaires non réembauchés intéressés l'indemnité de congédiement. A remarquer toutefois que ces ex-agents ont été perdus de vue par les dépôts et qu'il est difficile de savoir s'ils sont toujours mobilisés ou s'ils ont été réembauchés comme auxiliaires dans un autre service de la SNCF.

Monsieur le Chef de Dépôt.

Pour les suites

Le Chef d'Arrondissement

20 JAN 1941

VESOUL, le 19 Janvier 1941
Le Chef d'Arrondissement

Signé : LAMIRAL

*ch/r
11/11/41
A*

*W. de la
Bouillon
Luis
5.1.41*

7/2

S. N. C. F.

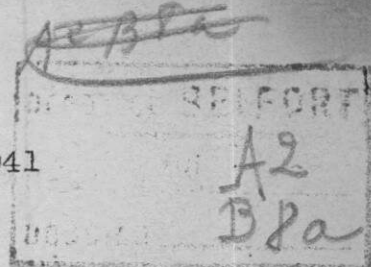
REGION DE L'EST

MATERIEL & TRACTION

Bureau du Personnel

N° 38 PI 41/7

Paris, le 18 mars 1941



Monsieur
(Chefs de Divisions et de
Subdivisions)

Aux termes des articles 1^{er} et 7 de la loi du 27.12.40
"les salariés dont le contrat de travail aura été résilié par
l'employeur pour cause de suppression d'emploi ou de réduction
d'activité entre le 10 mai 1940 et la date de la présente
loi ont droit à une priorité de réembauchage dans le cas
où l'entreprise viendrait à procéder à l'engagement de salariés
de la même catégorie professionnelle".

oui — Je vous prie de vous assurer qu'avant embauchage de
nouveaux auxiliaires depuis la date de publication de la loi
précitée, les services locaux ont bien sollicité suivant l'or-
dre de priorité spécifié par la loi, tous les auxiliaires li-
cenciés de la résidence à la suite des événements de juin 1940
et qui ont présenté depuis cette date une demande de réembau-
chage que cette demande ait été faite avant la publication de
la loi du 27.12.40 ou postérieurement.

Vous voudrez bien m'adresser vos renseignements centra-
lisés par Division ou Subdivision pour le 31 mars 1941 dernier
délai.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Monsieur le Chef de Dépôt

à Belfort

Pour les suites

Renseignements pour les 5 suivants
Le Chef d'Arrondissement

20 MAR 1941

Hout

Zone
vous et Reporté à 24.3.41
oui
21 MARS 1941

o/r
21/3/41

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région de l'Est

MATÉRIEL & TRACTION

Bureau du Personnel

N° 39 PI.41⁷

Paris, le 19 mars 1941

BOURNE BELEFORT
A2
B8e

Monsieur

com. A14B8

La lettre P 3483 transmise sous N° 428 P.40⁷ du 29.8.40 et dont les dispositions ont été rappelées par lettre N° 94 PI 40 Dy du 19.11.40 avait prescrit de fixer un peu au-dessous de celle des agents du cadre permanent, la durée du travail des ex-mineurs prisonniers de guerre, repris comme auxiliaires.

Or, par suite de leur passage au cadre permanent les ex-mineurs confirmés, prisonniers de guerre, sont maintenant soumis au régime normal de travail de 48 h par semaine.

Dans le but de ne pas défavoriser les ex-mineurs à l'essai, prisonniers de guerre, considérés jusqu'à nouvel avis comme auxiliaires, il vient d'être décidé de leur appliquer le régime de travail suivant :

- Ex-mineurs à l'essai, prisonniers de guerre en service comme auxiliaires dans les établissements de la zone interdite et dans ceux de la zone occupée (ou), par suite de dérogations accordées, les auxiliaires sans attaches avec la S.N.C.F. font 48 h. par semaine :

- 48 heures par semaine.

- Ex-mineurs à l'essai, prisonniers de guerre en service comme auxiliaires dans les établissements de la Région où les auxiliaires sans attaches avec la S.N.C.F., effectuent leur durée de travail de 36 h. par semaine :

- 44 heures par semaine.

Je vous prie de donner toutes instructions utiles pour l'application, à compter du 20 Mars courant, aux intéressés du nouveau régime de travail auquel ils doivent être soumis.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

Monsieur le Chef de Dépôt

Pour les

Le Chef d'Arrondissement

21 MAR 1941

M. Luce

Rendre note et faire nécessaire
Représenter à tous les intéressés

22 MARS 1941

VESOUL, le 2 Avril 1941.

S.N.C.F.

Région de l'EST

5° Arex

N° 1549 B5

Monsieur,

| | |
|------------------|-----|
| DÉPÔT DE BELFORT | |
| CARTON N° | A2 |
| DOSSIER | B8a |

Nous sommes amenés à constater qu'un ex-agent du Service de l'Exploitation, mineur au moment de son occupation, appelé ensuite sous les drapeaux, démobilisé depuis un certain temps mais non réoccupé à l'Exploitation parce que sa classe de mobilisation ne permet pas encore sa réintégration, est actuellement occupé au Service de la Voie comme auxiliaire.

Il y a intérêt pour rester dans l'esprit des dispositions de la Convention Collective réglant le réembauchage des ex-mineurs que :

- d'une part nous soyons au courant de cette occupation,
- d'autre part, vous sachiez également que ces auxiliaires sont d'anciens agents de l'Exploitation.

En conséquence, je vous serais très obligé de bien vouloir faire rechercher les cas de l'espèce en consultant les auxiliaires que vous occupez et de bien vouloir me les indiquer.

Le cas échéant, je vous adresserai un extrait du dossier de l'intéressé avec les dates d'occupation et de cessation de service ou les correspondances échangées pour la réadmission.

P.L'Inspecteur Principal,
signé:

Monsieur le Chef de Dépôt à Belfort,

→ Renseignements le cas échéant.

4.4.41.

Le Chef d'Arrondissement,

rien à faire

Paris, le 26 mai 1941

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHÉMIN DE FER FRANÇAIS

Région de l'Est

MATÉRIEL & TRACTION

Bureau du Personnel

N° 78 P.I. 41/7

Messieurs LESCOEUR
DAUCHY,

| |
|------------------|
| DEPÔT DE BELFORT |
| CARTON N° A2 |
| DOSSIER B8e |

Par arrêté du 4 février 1941 dont ci-joint copie, le Préfet de Meurthe-et-Moselle a institué, pour certaines catégories d'ouvriers, une carte dite "de travailleur". Cette carte est établie, en double exemplaire, par les soins de l'employeur dans les conditions indiquées à l'article 4 de cet arrêté.

Aux termes d'un second arrêté de la même Préfecture en date du 5 Mai courant, cette mesure n'est pas applicable aux Fonctionnaires et agents des Services concédés : seul est donc visé le personnel auxiliaire.

Je vous prie de donner toutes instructions utiles pour que des cartes soient immédiatement établies pour les auxiliaires occupés en Meurthe-et-Moselle, dont l'emploi relève de l'une des spécialités mentionnées dans l'arrêté.

Il est précisé que sont visés par cette mesure tous les auxiliaires de la
~~Le personnel visé comprend, en principe, tous les auxiliaires ouvriers ou manoeuvres de la S.N.C.F., car toutes les professions peuvent conduire à une utilisation dans l'industrie des métaux, du bâtiment, des industries minières et métallurgiques (manoeuvres, manoeuvres spécialisés, C.M.O. aides ouvriers et ouvriers). S.N.C.F. occupés en Meurthe et Moselle quel que soit leur emploi.~~

Je rappelle
Je attire votre attention sur ce que, à l'avenir, ~~aucun ouvrier appartenant à l'une des spécialités en question ne pourra être embauché comme auxiliaire sans l'autorisation du préfet.~~

De même, en vertu d'une décision de la Feldkommandantur de Nancy, toute dissolution de contrat de travail est formellement interdite sans l'autorisation préalable des autorités françaises compétentes.

M. SCHMITT, Chef d'Arrondissement de Traction à Nancy voudra bien se faire documenter pour les Services M.T. de Meurthe-et-Moselle, tant à la Préfecture qu'auprès de ses Collègues Exploitation et V.B. en vue de réaliser l'unité de vues dans cette question sur le choix des professions.

En ce qui concerne les formalités à accomplir pour les mouvements de personnel et sous réserve de l'entente interarrondissements de Nancy, la conduite à tenir paraît devoir être la suivante :

.....

29 MAI 1941

LE PREFET DE MEURTHE-et-MOSELLE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Croix de Guerre,

Vu la loi du 33 Décembre 1940 concernant les pouvoirs
des Préfets;

Considérant l'insuffisance actuelle et notoire de la
main-d'oeuvre agricole des deux sexes et d'ouvriers spécialisés
dans certaines industries;

Considérant la situation géographique et économique du
département facilitant le débauchage des ouvriers agricoles,
des ouvriers spécialisés dans les industries minières et métal-
lurgiques, des métaux et du bâtiment, soit au profit d'exploita-
tions de territoires avoisinants, soit au profit des entreprises
étrangères autorisées à travailler en Meurthe-et-Moselle;

Etant donnée la différence des salaires offerts avec les
taux réglementaires pratiqués en Meurthe-et-Moselle;

Considérant qu'il est urgent, dans l'intérêt de l'écono-
mie départementale, de stabiliser la main-d'oeuvre, jusqu'à
nouvel ordre et de la maintenir dans ses conditions normales
d'habitat;

A R R E T E :

ARTICLE 1^{er} - Il est interdit, à dater de ce jour, à
tous les salariés de l'agriculture, aux ouvriers spécialisés
des industries métallurgiques et minières, des métaux et du
bâtiment, de quitter leur emploi sans autorisation préalable du
Préfet.

ARTICLE 2 - A cet effet, il est institué une carte dite de
travailleur pour tous les ouvriers agricoles (hommes et femmes)
et pour les ouvriers spécialisés des industries métallurgiques
et minières des métaux et du bâtiment.

ARTICLE 3 - Cette carte indique l'identité du travailleur
son lieu de résidence, son lieu de travail et l'adresse exacte
de son employeur.

ARTICLE 4 - Tout employeur des catégories professionnelles
ci-dessus désignées a l'obligation stricte d'établir, en deux
exemplaires, pour chacun de ses ouvriers la carte précitée.

A² B³ a

Monsieur le Chef d'Arrondissement

à VESOUL.

travail

Dans la situation actuelle plutôt large de nos effectifs, ces dispositions ne paraissent pas, à priori, devoir modifier les durées de des auxiliaires en service.

S'il en était autrement, vous auriez à m'en aviser.

16-6-1941

Le Chef de la Division
de la Traction,
Signé:

Dépôt de Belfort

17-6-1941

P/Le Chef d'Arrondissement,

à dire
Rien de changé

18 JUN 1941

7/12

S.N.C.F.

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1^{ère} Division

Réf : P. 5457

DÉPÔT DE BELFORT

M. WISDORFF

4.6.41

CARTON NO

A2

L'Inspecteur P. BOSSON
signé: VERNIER

PARIS, le 30 mai 1941

XXI

Utilisation
des
auxiliaires

Je vous prie de prendre note qu'il y a lieu de modifier comme suit ma lettre P.4015 du 25 Novembre 1940 concernant la durée du travail, l'embauchage et le licenciement des auxiliaires :

I - Le § B - 1^{er} de la lettre du 25 Novembre 1940 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

1^{er} - DUREE du TRAVAIL

Cette durée doit être réglée d'après les conditions locales du marché du travail.

Dans les localités où la main-d'oeuvre d'une catégorie déterminée fait défaut, la durée du travail des auxiliaires de cette catégorie doit être la même que celle des agents du cadre permanent.

Dans les localités où la main-d'oeuvre d'une catégorie déterminée est excédentaire, il y a lieu de fixer à 36 heures par semaine, en moyenne, la durée du travail.

Cette moyenne peut être réalisée, soit en prévoyant des journées de travail plus courtes pour les auxiliaires, soit en leur faisant suivre le même tableau de service que les agents du cadre permanent, mais en leur imposant des journées ou des semaines de chômage réparties de manière à ramener la durée moyenne du travail à 36 heures par semaine.

Des durées de travail hebdomadaires comprises entre 36 et 48 heures par semaine peuvent être appliquées dans les cas où la main-d'oeuvre locale dans une catégorie déterminée n'est ni nettement excédentaire ni nettement déficitaire.

Si, par application des dispositions qui précèdent une augmentation de la durée du travail était possible pour une catégorie d'auxiliaires, cette augmentation ne devrait cependant pas être réalisée si elle devait entraîner le licenciement d'autres auxiliaires de la S.N.C.F.

II - Le § C - 1^{er} de la lettre du 25 Novembre 1940 est abrogé et remplacé par le suivant :

S.N.C.F.

Région de l'EST

MATÉRIEL & TRACTION

RECTIFICATIF

à la lettre N° P 4015 du 25.11.1940
(ma transmission 331 PT 40.7 du 4.12.40)
sur l'utilisation des auxiliaires

Page 2 § B - 1° Durée du travail - Coller en remplacement du
texte actuel le texte ci-après :

1°- DURÉE DU TRAVAIL

Cette durée doit être réglée d'après les conditions
locales du marché du travail.

Dans les localités où la main-d'oeuvre d'une catégorie
déterminée fait défaut, la durée du travail des auxiliaires
de cette catégorie doit être la même que celle des agents du
cadre permanent.

Dans les localités où la main-d'oeuvre d'une catégorie
déterminée est excédentaire, il y a lieu de fixer à 36 heures
par semaine, en moyenne, la durée du travail.

Cette moyenne peut être réalisée, soit en prévoyant
des journées de travail plus courtes pour les auxiliaires, soit
en leur faisant suivre le même tableau de service que les agents
du cadre permanent, mais en leur imposant des journées ou des
semaines de chômage réparties de manière à ramener la durée
moyenne du travail à 36 h. par semaine.

Des durées de travail hebdomadaires comprises entre
36 et 48 heures par semaine peuvent être appliquées dans les
cas où la main-d'oeuvre locale dans une catégorie déterminée
n'est ni nettement excédentaire ni nettement déficitaire.

Si, par application des dispositions qui précèdent une
augmentation de la durée du travail était possible pour une
catégorie d'auxiliaires, cette augmentation ne devrait cepen-
dant pas être réalisée si elle devait entraîner le licenciement
d'autres auxiliaires de la S.N.C.F.

Page 3 § B - 2°- Embauchage entre les catégories a) et b)
intercaler la catégorie suivante :

a' - pères de famille ayant au moins 3 enfants à charge.

Page 3 § C - 1° Remplacer le texte de l'alinéa par le suivant:

1°- la durée du travail sera fixée dans les conditions indiquées
au § B - 1°.

Ces deux dernières rectifications sont à faire à la
main.

Joint à transmis n° 218 PT 41⁷
du 13.6.41

7/12

S.N.C.F.

REGION DE L'EST

MATERIEL ET TRACTION

N° 91 PI 41/7

Mise au point
de la lettre
78 PI 41/7 du
26.5.41

Monsieur,

Création d'une
carte de
travailleur en
Meurthe-et-
Moselle

Comme suite à ma lettre rappelée en marge je vous prie de prendre note que les dispositions de cette lettre sont applicables à tous les auxiliaires de la S.N.C.F. sans distinction de profession : ouvriers - manoeuvres - agents de bureau, etc....

En conséquence la lettre 78 PI 41/7 susvisée est à modifier comme suit :

4^e § remplacer le texte actuel par le suivant :

Il est précisé que sont visés par cette mesure tous les auxiliaires de la S.N.C.F. occupés en Meurthe-et-Moselle quel que soit leur emploi.

5^e § remplacer le texte actuel par le suivant :

J'appelle votre attention sur ce que, à l'avenir, aucun salarié ne pourra être embauché comme auxiliaire dans ce département que sur présentation de sa carte de travail revêtue de l'autorisation préfectorale.

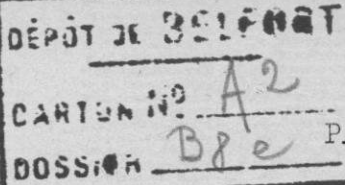
(Ces modifications sont à faire à la plume.

P. le Chef du Service
du matériel et de la Traction

Monsieur le Chef de Dépôt
à Belfort
Pour les suites

Le Chef d'Arrondissement

17 JUIN 1941



PARIS, le 13 Juin 1941

A2 B8e

*à lire
plus tard May
Prendre note et faire
le nécessaire
18 JUIN 1941*

[Signature]

*c/r
7/16/41*

Paris, le 15 juillet 1941

III

S. N. C. F.

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

BOSSIER

Messieurs les Directeurs de
l'Exploitation des Régions,

1ère Division

Par lettre P.3250 du 19 avril 1940, je vous ai fait connaître qu'il était interdit d'embaucher des travailleurs sans s'assurer qu'ils étaient libres de toute réquisition; dans l'annexe C à cette lettre figurait le décret du 23 février 1940 portant réquisition des exploitants ruraux, des salariés agricoles et des artisans ruraux de toutes catégories.

Par lettres P. 3646 du 23 septembre 1940 et P. 4015 du 25 novembre 1940, je vous ai rappelé cette interdiction en vous signalant qu'elle demeurait en vigueur.

Par lettre du 3 juillet 1941, dont copie ci-dessous, M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture vient de nous faire connaître que certains Services de la S.N.C.F. ne respecteraient pas les dispositions du décret du 23 février 1940.

Je vous prie de prendre toutes mesures utiles pour que, ainsi que le demande M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, "aucun engagement de personnel d'origine agricole, forestière, artisanale rurale ne soit fait dans les Services de la S.N.C.F."

Dans le cas où il en résulterait des retards dans l'exécution des travaux neufs ou d'entretien incombant à la S.N.C.F., vous voudrez bien le signaler au Service Central technique intéressé et donner copie au Service Central P; vous ferez connaître en pareil cas les résultats donnés par le recours aux Services départementaux de placement préconisé par M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture dans le dernier alinéa de sa lettre du 3 juillet 1941.

Le Directeur
Signé : BARTH

MINISTÈRE DE
L'AGRICULTURE

C O P I E

3 juillet 1941

Secrétariat Général

Service de la main-
d'oeuvre agricole

78, rue de Varenne, PARIS

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
à Monsieur le Président de la Société
Nationale des Chemins de fer français, 88, rue
Saint-Lazare, PARIS (9°)

Objet - Débauchage

d'ouvriers agricoles.

A plusieurs reprises, mon attention a été attirée sur les conditions dans lesquelles les Services de la S.N.C.F. engageaient du personnel nouveau, en faisant appel à des ouvriers occupés soit dans des exploitations agricoles ou forestières, soit chez des artisans ruraux.

Pour ne citer qu'un cas, il vient de m'être signalé par l'Inspecteur Divisionnaire du Travail et de la main-d'oeuvre de Dijon que les Services de la S.N.C.F. Région SUD-EST avaient engagé le 9 mars dernier au Service de la Voie l'ouvrier agricole Christian HEZARD occupé depuis 1930 chez M. RENAUDOT, ferme de BEAUREGARD (Côte-d'Or).

Je vous rappelle que l'importance extrême revêtue actuellement par le problème de la Production agricole et, en liaison avec lui, par celui du Ravitaillement national, nécessite non seulement l'affectation aux travaux agricoles du plus grand nombre possible d'ouvriers nouveaux, mais surtout le maintien intégral

.....

à la Terre de tous ceux qui y sont actuellement occupés. Toutes les mesures prises depuis quelque temps par le Gouvernement pour procurer aux agriculteurs la main-d'oeuvre complémentaire dont ils ont besoin seraient vaines si le débauchage des ouvriers agricoles par les entreprises privées ou publiques était toléré.

En application du décret du 23 février 1940 sur la Réquisition des exploitants ruraux, des salariés agricoles et des artisans ruraux de toutes catégories, aucun engagement de personnel d'origine agricole, forestière ou artisanale rurale ne doit être fait par vos Services et je vous prie de me communiquer les mesures que vous prendrez pour que cette interdiction formelle joue dans son intégralité.

Je ne doute pas que les Services départementaux de placement dépendant du Secrétariat d'Etat au Travail ne puissent procurer à votre Société, par prélèvement dans les centres urbains, le personnel dont elle pourrait avoir besoin et je fais part d'ailleurs, par même courrier, à M. le Secrétaire d'Etat au Travail du point de vue que je vous exprime à ce sujet, en le priant de donner toutes les instructions qu'il jugera utiles.

P. le Ministre et par délégation
Le Secrétaire Général
Signé : PREAUD

Copie à
MM. NARPS
WISDORFF
RIDET

Monsieur à Monsieur WISDORFF
pour valoir instruction, avec prière de me soumettre, le cas échéant, les lettres à adresser au Service Central Technique (application du dernier alinéa de la présente lettre).

Paris, le 21 Juillet 1941
P. Le Directeur de l'Exploitation,
P. Le Chef des Services administratifs,
L'Inspecteur Principal
Signé : VERNIER

N° 282 PT

Monsieur,

Pour gouverner et agir de conformité.

J'attire spécialement votre attention sur l'avant-dernier § de la lettre P 5815 ci-dessus de M. le Directeur du Service Central P relatif à l'interdiction d'embaucher à la S.N.C.F. du personnel d'origine agricole, forestière ou artisanale rurale et en vous rappelant que cette interdiction a déjà été portée à votre connaissance par lettre P 4015 du 25.11.40 (page 5 fin du 4°) répercutée sous N° 331 PT 40/7 du 4.12.40).

Dans le cas où, exceptionnellement, nous aurions à appliquer les dispositions prévues au dernier alinéa de la lettre P 5815 ci-dessus, vous auriez à m'adresser, établis dans les conditions indiquées, les projets de lettres à adresser au Service Central Technique.

Paris, le 28 Juillet 1941
Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Monet

*7 duc
qui dans May
Prendre note
31*

31 JUIL 1941

N° 254219.

DÉPÔT DE BELFORT

CANTON N°

Monsieur

0035178

B8E

A.2.B.8.E.

le Chef d'Arrondissement à VESOUL.

Un certain nombre d'agents sont détachés dans d'autres Divisions ou Services (MR-VB) alors qu'il existe encore des auxiliaires à l'effectif.

Avant d'examiner les mesures à prendre, je désirerais être renseigné le plus tôt possible sur l'utilisation exacte des ouvriers et manoeuvres auxiliaires (sauf ex-mineurs) encore en service dans votre circonscription.

21.8.41.

Le Chef de la Division de la Traction,
signé: DAME.

Monsieur le Chef de Dépôt à

Belfort

Me renseigner sur l'utilisation des intéressés de votre dépôt.

D'autre part, il semble que la situation s'étant maintenant améliorée, les dépôts de VESOUL et de BELFORT pourraient également envisager le licenciement des auxiliaires bureau qu'ils ont encore à l'effectif. Ils auront à me renseigner sur cette question.

23.8.41.

P. Le Chef d'Arrondissement,

Genet

Huc
Renseignements
M. en bureau
auxiliaires
Bureau
25/8/41
24/8/41
rapport no 8931

DM/SL

253950.

N°

Paris, le 1er Août 1941

~~A.2.D.0.0~~
DÉPÔT DE BELFORT

CANTON N° A2

DOSSIER B8e

Monsieur le Chef d'Arrondissement
à VESOUL

Paris - 8.1.41 -

Bouwallot, ent. g. 40
Prière de rappeler à vos dépôts qu'il convient de con-
siderer en temps utile et temporairement (une huitaine de jours
au moins) les auxiliaires - ex-mineurs comorés - pour éviter
qu'ils atteignent un an de service continu.

Cette mesure ne s'applique pas, bien entendu, aux auxi-
liaires soumis au régime de travail de 36 heures (ou moins)
par semaine.

Dépôt de Belfort
Pour les suites.

Le Chef de la Division
de la Traction,

2.8.41.

Le Chef d'Arrondissement.

à Luce

Suites

mm

14.7.41

11

Bo 7/2

S. N. C. F.

MT/ E

DÉPÔT DE BELFORT

CARTON N° A2

DOSSIER B8a

A2B5a
Paris, le 28 Juillet 1941

N° 107 PI.41/7

Monsieur

La lettre P 4015 du 25.11.40 du Service Central P (mon transmis N° 331 PT 40.7) a précisé les règles à suivre pour l'embauchage des auxiliaires et a notamment fixé (voir pages 3 et 4) les diverses catégories de priorité dans lesquelles devaient être classés les candidats en vue de leur embauchage.

Au moment où nous allons nous trouver dans l'obligation de nous séparer d'un certain nombre d'auxiliaires, j'appelle votre attention sur ce qu'il y a lieu, pour déterminer l'ordre de départ, d'adopter l'ordre inverse indiqué pour l'embauchage par la lettre précitée et de faire partir en premier lieu :

- les auxiliaires ressortissant à la catégorie e
- puis ceux de la catégorie d
- puis ceux de la catégorie c, etc...

à dire que sans main
Dans chaque catégorie, c'est l'auxiliaire qui a le moins de charges de famille et, à égalité de charges, celui qui compte le moins de services à la S.N.C.F., qui sera licencié en premier.

Il convient également de ne pas perdre de vue les dispositions reprises au § 3° (page 4) de la dite lettre sur l'entente prévue entre les chefs d'arrondissement en vue de l'utilisation éventuelle dans des services ayant des besoins de personnel, des auxiliaires, de situation digne d'intérêt, qu'un établissement devrait licencier.

Il est rappelé enfin que, dans les établissements de Meurthe-et-Moselle, tout licenciement d'auxiliaire reste subordonné à l'agrément de l'autorité préfectorale (VR § "Départs forcés" de ma lettre N° 78 PI.41/7 du 26.5.41).

Je vous prie de donner toutes instructions d'application nécessaires.

Monsieur le Chef de Dépôt

Pour les suites

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

29 JUIN 1941
Chef d'Arrondissement

Benet

Monet

DÉPÔT DE BELFORT

PARIS, le 21 Août 1941

A/B/T

CANTON N°

A2

Monsieur

N° 112 PI 41/7

00.8.88 38 a

Je vous prie de prendre note qu'il convient de licencier en temps utile et temporairement - une huitaine de jours environ avant l'accomplissement de leur première année de services continus - les auxiliaires soumis au même régime de travail que les agents du cadre permanent de même catégorie effectuant 48 h. par semaine.

Pour les résidences de Meurthe-&-Moselle, où est instituée la carte de travailleur, cette mesure ne sera appliquée qu'après agrément de la Préfecture.

Cette mesure n'est pas applicable pour le moment aux ex-mineurs à l'essai, réadmis comme auxiliaires: je vous ferai connaître ultérieurement comment devront être traités les intéressés.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Monsieur le Chef de Dépôt

Belfort

Pour les suites.

Le Chef d'Arrondissement

[Signature]

[Signature]

Pas d'auxiliaires

23 AOU 1941

[Handwritten notes and signatures]

PARIS, le 13 Septembre 1941

A²B8a

DÉPÔT DE BELFORT

CARTON N°

DOSSIER

A 21 a 1

Monsieur le Chef d'arrondissement

VESOUL

254693

254693

La lettre N° 112 PI 41/7 du 21.8.41 de M. le Chef du Service relative au licenciement temporaire des auxiliaires avant l'accomplissement de leur première année de services continus précise que cette mesure n'est pas applicable pour le moment aux ex-mineurs à l'essai, réadmis comme auxiliaires.

Or, certains de ces derniers agents ont été licenciés temporairement avant réception de ces instructions et M. le Chef du Service saisi d'un de ces cas particuliers, vient de décider, par communication N° 78291 du 2.9.41 qu'il y avait lieu "d'annuler les bulletins de congédiement et d'embauchage et de considérer les intéressés en congé sans solde pendant la période d'interruption de services".

En conséquence, il convient de faire appliquer cette mesure à tous les ex-mineurs qui auraient pu être licenciés à tort. A cet effet, vous signalerez par rapport, si ce n'est déjà fait, tous les cas semblables en proposant la régularisation dans ce sens de la situation des intéressés.

Le Chef de la Division
de la Traction,

*Ex-mineurs
licenciés - Belfort*

Dépôt de Belfort

Pour faire le nécessaire et rendre compte par le 15 courant

15.9.41

p. le chef d'arrondissement,

M. Luc

Répondre

à 19.9.

Etat nous

à 19.9.

7/6

S.N.C.F.

MT/E

N° 122 P.I.41/7

DÉPÔT DE BELFORT

CANTON N°

DOSSIER

Paris, le 15 Septembre 1941

Monsieur,

Je vous prie de noter que les dispositions de ma lettre N° 112 P.I.41/7 du 21.8.1941, qui prescrivait le licenciement temporaire des auxiliaires avant l'accomplissement de leur première année de services continus, sont annulées.

Ceux de ces agents à qui cette mesure a déjà été appliquée devront être considérés comme en "congé sans solde" durant l'interruption de service qui leur a été imposée.

Monsieur le Chef de Dépôt

Pour les suites

Le Chef d'Arrondissement

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

16 SEP 1941

Demande de renseignements présentée par M. le Chef de Dépôt à
CHALINDREY à M. le Chef d'Arrondissement à VESOUL.

DEPOT BELFORT

A2B8a

DOSSIER

Nous sommes saisis de demandes d'embauchages au titre de manœuvre
auxiliaire formulées par des jeunes gens qui avaient contracté un engage-
ment dans l'Armée de l'Armistice et qui sont en possession d'un titre de
congé de 3 mois.

Nous demandons que l'on veuille bien nous faire connaître si nous
pouvons embaucher ces jeunes gens pendant la période de leur congé.

Le Chef de Dépôt,
signé: MASSON

Vu.

12.12.42.

Le Chef d'Arrondissement,
signé: LAMIRAL.

Transmis à Monsieur le Chef du Service, en le priant de bien vou-
loir me faire connaître sa décision.

Paris, le 14 Décembre 1942.

P. Le Chef de la Division de la Traction,
signé: JOUVELET.

Com. N° 70557 du 21.12.42.

Vous pouvez faire procéder à ces embauchages.

Monsieur DAUCHY,

P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
signé:

Com. N° 25495.

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESOUL,

Pour les suites.

23.12.42.

Le Chef de la Division de la Traction,
signé: DAUCHY.

Pris note.

24.12.42.

Le Chef d'Arrondissement,
signé: LAMIRAL.

Monsieur le Chef de Dépôt à

Belfort,

24.12.42.

Le Chef d'Arrondissement,

Lamiral

M. Lue

M. Buis

M. Ebailey

La réponse est incomplète. Vous faire confirmer télépho-
niquement par Chénier:
- que nous pouvons embaucher également les candidats en
possédant 2 ans congé de 1 à et plus de 3 mois
- que nous pourrions commencer ces jeunes gens sans leur
congé terminé - j'espère.

25 DEC 1942

Om

PARIS le 6 Février 1943

BELFORT

Messieurs MONET (KEUEFFER)
(LANDEAU)
DAUCHY
LESCOEUR,

A-2
B.8.6
DOSSIER

Certains organismes civils désignent fréquemment des agents auxiliaires de la S.N.C.F. pour être requis au bénéfice d'exploitations forestières par application de la loi du 31 Décembre 1941 sur la réquisition de la main d'oeuvre agricole.

Or, aux termes de l'art. 9 de l'Arrêté Ministériel du 11 Avril 1942 pour l'application de la loi du 31 Décembre 1941 précitée, un arrêté à prendre par le Secrétaire d'Etat intéressé doit régler les conditions d'application dudit décret au personnel de la SNCF.

Etant donné que l'arrêté en question n'a pas encore été promulgué, la réquisition du personnel de la S.N.C.F. pour les exploitations agricoles et forestières ne peut avoir lieu, d'autant plus que ce personnel est toujours considéré comme requis au service de la SNCF en application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre.

En conséquence, les Chefs d'Etablissement auxquels parviendraient des ordres de réquisition de cette nature devront en aviser immédiatement leur Chef d'Arrondissement.

Deux cas peuvent se présenter :

- ou bien l'auxiliaire requis appartenait à une profession agricole, forestière ou artisanale rurale avant son embauchage à la SNCF et, dans ce cas, nous ne pouvons intervenir auprès des Autorités compétentes pour nous opposer à la réquisition, car nous n'aurions pas dû l'embaucher,

- ou bien le candidat était étranger aux professions rurales; dans ce cas, le Chef d'Arrondissement saisira immédiatement l'Organisme ayant provoqué la réquisition ainsi que l'Inspecteur de la Main d'Oeuvre, dans le but d'obtenir la levée de cette réquisition. Il priera l'Inspecteur de la Main d'Oeuvre d'appeler l'attention au cours de son intervention sur le fait qu'en l'absence de l'arrêté visé à l'art. 9 de l'arrêté déjà mentionné, il convient de surseoir à la réquisition de l'agent désigné qui est déjà requis au titre de la loi du 11.7.1938.

Le Chef d'Arrondissement me tiendra au courant de la marche de ces interventions et de leurs résultats.

A cette occasion, je crois devoir rappeler que nous ne sommes pas autorisés à embaucher du personnel de profession agricole ou d'artisans ruraux, actuellement où il est procédé à de nombreux embauchages d'auxiliaires, cette recommandation, qui a déjà fait l'objet de mon transmis N° 282 PT du 28.7.41, auquel je vous prie de vous reporter, est à observer strictement.

Monsieur le Chef d'Arrondissement

P.le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
signé MONET

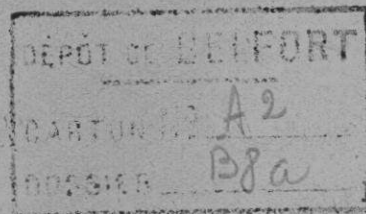
Pour les suites, le cas échéant
et me tenir au courant comme demandé
Paris le 9 février 1943
Le Chef de la Division et de
la Traction,
signature

Monsieur le Chef de Dépôt
à BELFORT,

Pour les suites

P.le Chef d'Arrondissement
signé BERRET (10.2.43)

Paris , le 31 Mai 1943



A 33 Abis

A 2 B8e

Monsieur Pierre JACQUET,
Elève à l'Ecole Nationale d'A. M.
de Chalons-sur-Marne
(Marne)

N° 145 P.43/7

Monsieur ,

Comme suite à votre lettre du 18 et. , je vous informe que ceux d'entre vous qui sont nés en 1920-21-22 et qui sont tenus d'effectuer un an de service de travail obligatoire , sont susceptibles d'être pris à la SNCF comme auxiliaires ouvriers en métaux , après avoir satisfait à une épreuve pratique d'admission.

Je vous adresse , ci-annexée, une liste des Fonctionnaires SNCF auxquels chacun des élèves intéressés pourra adresser sa candidature , en recherchant , dans la mesure du possible , le Service SNCF le plus voisin du siège de sa famille : dans les conditions actuelles , en effet , la SNCF n'a pas la possibilité de loger le personnel qu'elle occupe , et il est désirable que chacun puisse être occupé le plus près possible des siens .

Les taux offerts par heure aux auxiliaires ouvriers en métaux varient d'une localité à l'autre et je vous cite ci-après quelques taux horaires à titre de renseignement.

| | Taux horaire de l'ouvrier auxiliaire |
|------------|---|
| Châlons | 9f30 |
| Eperney | 9f10 |
| Reims | 9f30 |
| Bar-le-Duc | 8f30 |
| Nancy | 9f40 |
| Epinal | 8f20 |
| Belfort | 8f40 |
| Vesoul | 8f00 |
| Chaumont | 7f80 |

Je vous demanderai de bien spécifier sur vos lettres de candidature que vous êtes Elève des Ecoles d'Arts et Métiers , en spécifiant l'année d'études , avec les autres renseignements d'usage : date et lieu de naissance , domicile de la famille ,

Veillez agréer , Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée,

Le Chef du Service Met T,

Signé : RIMBAUD

Copie à MM. les Chefs de Division , Subdivision, Arrondissement et assimilés,

A titre d'information et comme suite à lettre N°

142 P 43/7 du 28-5-43.

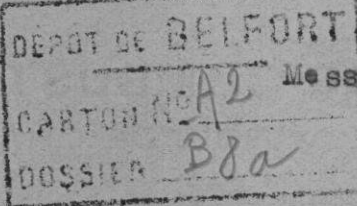
Dépôt de : Belfort
Pour gouverner :
1-6-43 P) Le Chef d'Arrondissement ,

P) Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction ,
Signature

u. Luv

2 JUIN 1943

N° 142 P.43/7



Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement et
assimilés

Il est probable que vous recevrez des demandes d'admission au titre d'auxiliaires ouvriers en métaux émanant d'élèves des Ecoles Nationales d'Arts et Métiers, de l'Ecole libre d'Arts et Métiers d'ERQUELINES, etc.. appartenant aux deux catégories suivantes :

- Elèves nés en 1920-1921-1922 devant interrompre leurs études à l'issue de l'année scolaire en cours, pour faire l'année de travail obligatoire ;
- Elèves non S.T.O., âgés de 18 ans au moins désireux d'être occupés pendant les grandes vacances (2 mois), comme ouvriers en métaux, afin d'être pourvus d'une carte de travail et d'être dans une situation régulière.

Dans les deux cas, vous pourrez procéder à l'embauchage comme ouvriers en métaux, après examen réglementaire, comme s'il s'agissait de candidats ordinaires.

Toutefois, dans le 2° cas, il sera nécessaire de faire figurer la qualité d'élève en congé dans la fiche d'embauchage soumise à l'IMO, afin qu'il ne se présente pas de difficultés lors du licenciement, à l'issue des vacances.

Les candidats seront à occuper, autant que possible, dans le Service MT le plus voisin de leur résidence familiale, s'ils en expriment le désir.

Afin d'avoir un aperçu sur le nombre d'élèves susceptibles de se présenter et d'en prendre attachement, vous indiquerez sur les bulletins d'embauchage d'auxiliaires la qualité d'élève des Ecoles d'Arts et Métiers ou ERQUELINES, etc... avec l'indication de l'année d'études et du siège de l'Ecole.

P) Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
Signature.

Dépôt de : Belfort

Pour prendre note.

31-5-43

P) Le Chef d' Arrondissement,

A large, stylized handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Genet B'.

7. Luc

rendu note

1 JUIN 1943

N°5738/D.

Monsieur le Chef de Dépôt à

Belfort

REPARTITION NO A 2
JULIEN 38a

Au cours de sa dernière visite à l'Arrondissement le 18 juin, M.le Chef de la Division a insisté une fois de plus pour que l'embauchage des femmes soit poursuivi de façon très active.

A la suite d'une note sans N° du 13.5.43 de M.le Chef du Service, vous m'avez fourni un état indiquant le nombre de postes qu'il était encore possible de faire tenir par des femmes, soit 12 à BELFORT, 14 à CHAUMONT, 7 à CHALINDREY et 2 à VESOUL. En se basant sur vos renseignements, M.DAUCHY a fixé comme suit, par lettre 263.165 du 11.6.43, le nombre de femmes à embaucher, soit 6 à BELFORT, 7 à CHAUMONT, 5 à CHALINDREY.

M.DAUCHY désire ardemment que les postes d'atelier à faire tenir par des femmes le soient immédiatement.

Ces postes, fixés par la lettre ci-dessus, sont les suivants:

| | | |
|-------------|-----------------|-----------------|
| BELFORT : | 2 aux tours | 1 au chalumeau. |
| CHAUMONT: | 1 à la perceuse | 1 d° |
| CHALINDREY: | 1 au tour | 1 d° |

Je vous prie d'affecter de suite des femmes à ces postes et de poursuivre leur formation au plus vite sous la direction d'un bon ouvrier sérieux et dans les conditions fixées par la lettre 263.165 rappelée ci-dessus.

Il n'est pas nécessaire d'attendre l'embauchage de nouvelles femmes, mais de garnir ces postes en y affectant des femmes qui sont à votre effectif.

C'est au dirigeant d'atelier qu'il appartient de suivre de près leur formation dans le but d'aboutir rapidement à leur faire subir l'essai professionnel. Je vous rappelle que le soudeur JACQUEMIN de BELFORT est chargé de faire subir tous les 15 jours un essai aux soudeuses en formation.

Je vous prie de me faire connaître pour le 26 les noms des femmes que vous avez affectées à ces postes et les noms des ouvriers que vous avez désignés pour les suivre.

Vous me renseignerez ensuite pour le 1er, le 15 et le 30 juillet sur l'avancement de cette formation.

Le Chef d'Arrondissement,

M. Dauchy

- M. Casanova -

Confirmation de ce que je vous ai dit

hier -

M. Luc
25.6.
Réponse à 25.6.
renseigner ensuite les
30 juin
13 juillet
24 juillet

M. Dauchy au chalumeau du 22.6

23 JUIN 1943

| au 30 Septembre | Notes de mérite | Montant de la gratification | Notes d'aptitude | | |
|--------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------------------|------------------------|-------|
| | | | pour le grade de | Notes pour le grade de | Notes |
| 1929 | 16 | 1650 | Contrôleur 6 ^{ème} Gal | 45 | |
| 1930 | 14 | | | | |
| 1 | 14 | | | | |
| 2 | | | | | |
| 3 | | | | | |
| 4 | | | | | |
| 5 | | | | | |
| 6 | | | | | |
| 7 | | | | | |
| 8 | | | | | |
| 9 | | | | | |
| 1940 | | | | | |
| 1 | | | | | |
| 2 | | | | | |
| 3 | | | | | |
| 4 | | | | | |
| 5 | | | | | |
| 6 | | | | | |
| 7 | | | | | |
| 8 | | | | | |
| 9 | | | | | |
| 1950 | | | | | |
| 1 | | | | | |
| 2 | | | | | |
| 3 | | | | | |

JR/PN.

VESOUL, le 15 Juin 1943.

DÉPÔT DE BELFORT

Monsieur le Chef de Dépôt à

SECTION NO. A2
Belfort B8a

Suite à transmis de la lettre N° 263165 du 11.6.43 de M.le Chef de la Division, prendre note de m'adresser pour le 15 et le 30 de chaque mois l'état demandé. (Embauchage de femmes)

Le Chef d'Arrondissement,

M. Luc

- Suite C. 14 et 29 de chaque mois
- Envois de pièces & complètes (général compris)

(16.6.43)

S.N.C.F.-MT/E

Paris, le 11 juin 1943 BELFORT

N°263165.

Monsieur le Chef d'Arrondissement à... VESOUL, B8a

Lors de notre dernière conférence, je vous ai demandé de pousser l'embauchage des femmes dans les dépôts en prévoyant en particulier leur utilisation à des postes d'atelier (soudeurs, tours, machines-outils, robinetterie, entretien des indicateurs, etc.)

M.le Directeur général appelant à nouveau notre attention sur le niveau relativement faible des embauchages du personnel féminin dans les services MT, je vous demanderais d'inviter vos Chefs de dépôt à développer dans toute la mesure du possible l'embauchage des femmes dans leurs établissements.

D'après les renseignements que vous m'avez fournis, le 24 mai dernier sur les possibilités d'utilisation du personnel féminin, il paraît possible comme première étape (et compte tenu des formations nécessaires dans certains dépôts) d'augmenter dans les proportions ci-après, l'effectif des femmes occupées dans nos dépôts à la date rappelée ci-dessus:

| | |
|------------|---|
| Belfort | 6 |
| Chaumont | 7 |
| Chalindrey | 5 |

Il conviendra tout d'abord de rechercher et de former des femmes capables de tenir les postes ci-après:

| | Tour (Travaux divers) | Tour (entre- toises) | Per- seuse | Chalu- meau |
|------------|-----------------------------|----------------------------|---------------|----------------|
| Belfort | 1 | 1 | | 1 |
| Chaumont | | | 1 | 1 |
| Chalindrey | 1 | | | 1 |

La formation sera assurée dans les conditions suivantes;

- Chalumeau - Se rapprocher le plus possible du programme des stages de formation des soudeurs au chalumeau (Annexe II à la Notice technique N° 133 T).
- Désigner le meilleur soudeur au chalumeau du dépôt comme instructeur/
 - Désigner le meilleur soudeur de l'Arrondissement pour faire effectuer aux élèves tous les quinze jours des essais correspondants à l'avancement des stages.
 - En fin de programme m'adresser des propositions pour les essais professionnels à subir aux Ateliers d'Epernay.
- Tours - Dans chaque dépôt un bon tourneur sera chargé de cette formation pour l'exécution de travaux bien déterminés: Confection d'entre-toises...

toises.

Usinage d'axes de boulons, vis, goujons, clapets, clés de rohinets et en général de pièces simples.

- Profiter si possible des vacances des apprentis pour utiliser le tour réservé à leur formation.

Perceuse - Formation à assurer par un bon ouvrier à désigner.

Avant tout travail élémentaire au chalumeau, au tour ou à la perceuse l'instructeur exécutera lui-même le travail devant l'élève et lui donnera les indications technologiques que tout débutant doit connaître en se bornant à donner chaque jour les notions indispensables au travail de la journée.

Les dirigeants d'atelier devront suivre tout spécialement ces formations de spécialistes. En particulier, ils auront à se rendre compte dès le début des stages si l'élève est bien apte à l'emploi choisi et à provoquer sans retard le remplacement de celle qui ne donnera pas satisfaction.

Pour chacun des postes ci-dessus désignés vous aurez à me faire connaître tous les quinze jours et pour la première fois le 1er juillet, le nom de la femme à éduquer, la date de commencement de la formation, la date à partir de laquelle la femme pourra être utilisée comme un ouvrier ou conducteur de machine-outil.

Le Chef de la Division de la Traction,
signé: Dauchy.

FN

Dépôt de Belfort

Reprendre cette question sérieusement et avec le désir d'arriver à faire tenir au plus tôt par des femmes les postes que vous m'avez indiqués comme susceptibles de l'être.

Désigner les bons ouvriers qui seront chargés de cette formation et s'en tenir aux travaux fixés.

Le soudeur JACQUEMIN du dépôt de BELFORT sera chargé de faire subir tous les 15 jours un essai aux soudeuses en formation. Vous aurez à demander cet agent à votre collègue de BELFORT. En fin de programme, vous m'adresserez des propositions en vue de l'essai professionnel à subir à Epernay. Les dirigeants d'atelier devront suivre de très près la formation des ouvrières spécialistes.

M'adresser tous les 15 jours et la 1ère fois le 30 Juin et pour chaque spécialité indiquée, le nom de la femme à éduquer, la date de commencement de la formation et la date à partir de laquelle elle pourra être utilisée comme ouvrier.

12.6.43.

P. Le Chef d'Arrondissement,

Benard

Dr Seguy
Dr Casanova
Dr R. - 10 m
Parus 6 femmes à
embaucher nous
en arrivons 3
comme prévu -

Le Sec
prendre note pour
renvoyer comme demandé au
service S. G. 29 juin 14
(Mme Heault)
(15642)

Paris , le 21 Juillet 1943

DÉPÔT DE BELFORT

A 2 B8 a

~~et A 28 A4 1~~

CARTON N°

Messieurs les Chefs d' Arrondissement
et assimilés ,

Al 43

BOSSILA

La situation des auxiliaires et les embauchages sont actuellement suivis au moyen d'un tableau-navette établi d'après le modèle joint lettre N° 124 P. 43/7 du 14 Mai 1943.

Le pointage et le dépouillement de ces tableaux ont révélé inexactitudes dues à la négligence ou à la mauvaise interprétation des instructions .

Je précise que les colonnes 1 à 9 de ce tableau concernent les auxiliaires présents à l'effectif embauchés avant et après le 16 1943 y compris les jeunes gens nés en 1919 (4° trimestre) 1920 , 1921 1922 recrutés directement par les Etablissements , mais non compris les jeunes gens nés en 1919 (4° trimestre) 1920 , 1921 et 1922 envoyés exclusivement par le STO en vue de leur affectation éventuelle à la DRB.

Les colonnes 10 et 11 doivent donner le détail des jeunes gens visés ci-dessus qui sont compris dans nos effectifs et ont été recrutés directement par nous , alors que dans les colonnes 12 et 13 doivent figurer les jeunes gens non compris dans nos effectifs envoyés par le STO pour être formés en vue de leur affectation à la DRB. Il s'agit pour ces derniers des 100 stagiaires de notre Service du contingent des 5000 qui ont fait l'objet de mon transmis N° 351 P 43 RLV du 28 Juin dernier et ont été embauchés sur contrat spécial .

Je vous prie de faire les recommandations nécessaires pour que ces tableaux soient mis au point dès le prochain envoi.

P) Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction ,
Signature .

Dépôt de : *Belfort*

Prendre note de ces recommandations et mettre au point votre état-navette .

22-7-43

P) Le Chef d' Arrondissement ,

[Signature]

23 JUL 1943
H.

Clt P20b



Paris, le 4 novembre 1943

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement

Pour agir de conformité.

Les lettres N^{os} P 7351 et P 8311 rappelées ci-contre ont fait l'objet de mes notes Nos 26 PI 42/7 et 96 PI 42/7 des 31 mars 1942 et 26 novembre 1942.

L'annexe I indique le nouveau classement des auxiliaires en catégories d'après leur fonction ; à remarquer que :

1°- la classification des mineurs de moins de 20 ans a été uniquement faite en tenant compte de leur âge et non plus, comme précédemment, en raison des travaux effectués;

2°- la limite d'âge d'admission a été abaissée, par emploi pour les mineurs affectés aux travaux manuels :

(hommes : 15 ans pour les manoeuvres -
16 ans pour les aides-ouvriers -
17 ans pour les ouvriers) -

(femmes : 17 ans pour les manoeuvres, aides-ouvrières et ouvrières);

3°- les mineurs de bureau auront le titre de "facteur" jusqu'à 21 ans; ce n'est que lorsqu'ils auront atteint l'âge de 21 ans révolus qu'ils prendront, si la qualité de leur service permet leur maintien à la S.N.C.F., le titre d'expéditionnaire.

L'annexe VI fixe les salaires horaires, conformément à l'approbation de M. le Directeur Général et compte tenu du dernier paragraphe du 1° de la lettre D 42113/1-P.9920 ci-jointe, dans les seules localités où nous avons du personnel auxiliaire. Si vous étiez amené à embaucher des auxiliaires dans des localités autres que celles figurant à ladite annexe vous auriez à m'en aviser; les taux horaires qu'il conviendrait d'y appliquer seront déterminés par mes soins.

Les auxiliaires ne bénéficiant pas de prime de production (au M.T. les auxiliaires de bureau et de dessin) pourront recevoir la gratification prévue au chapitre 3°. La répartition des crédits mis à disposition des établissements par les Chefs d'Arrondissement sera faite dans les conditions suivantes :

Dans chaque catégorie, les auxiliaires seront classés mensuellement dans l'ordre décroissant de mérite, les meilleurs sujets pouvant atteindre une gratification de 10 %, ceux, par contre, dont les services laissent à désirer n'en percevant aucune; de toute façon l'allocation globale de 5 % des salaires bruts doit être respectée pour l'ensemble de l'Arrondissement.

Pratiquement, on échelonnera les gratifications selon l'ordre décroissant des services, aux valeurs de 7, 5 et 3 %, ce qui donnera une moyenne de 5 % sur l'ensemble; le fait que certains auxiliaires ne recevront pas de gratification, eu égard à leur service, permettra, soit de

VESOUL, le 10 Novembre 1943.

N° 6010/D.

Monsieur le Chef de Dépôt à

Belfort,

Comme suite à la lettre N°178 PB/2 du 4.11.43 de M.le Chef du Service, je vous prie de m'adresser pour mise à jour de nos fiches 3 P.2, la liste de vos auxiliaires avec le nouveau salaire de base au 1.7.43.

Des auxiliaires bénéficient actuellement d'un salaire majoré de 10 %. Conformément aux §§ c et d du 1° de la lettre P.9920 du 21.10.43 de M.le Directeur, ils continueront à en bénéficier à titre personnel si le salaire actuel est supérieur à celui qui sera fixé en vertu des nouveaux taux. *mm cholle*

Enfin, les cas où il serait attribué actuellement un salaire sensiblement supérieur à celui prévu dans le barème annexé, seront à me soumettre pour examen.

En ce qui concerne l'attribution de gratifications mensuelles aux auxiliaires de bureau qui ne bénéficient pas de primes de ~~XXXX~~ production (3° de la lettre P.9920 reprise ci-dessus), je vous indiquerai chaque mois le crédit de gratifications dont il vous appartiendra de fixer le taux pour chaque auxiliaire de votre Etablissement.

Pour me permettre d'effectuer la répartition des crédits, vous aurez à m'adresser pour le 1er du mois M + 1, sur un tableau du modèle ci-joint, par catégorie (XP et FEC) vos propositions de taux de gratifications, en fonction du rendement et de la qualité des services des intéressés.

Vous vous conformerez aux prescriptions de la lettre N°187 PB/2 du 6.11.43 de M.le CSMT, pour indiquer sur attachements P.II.15, le % des gratifications attribué à chaque auxiliaire.

Enfin, j'attire votre attention sur l'urgence d'adresser au bureau de solde les renseignements permettant d'effectuer aux intéressés les rappels de salaires au 1.12.43.

P Le Chef d'Arrondissement,

*h. h. Luc = rien parler
Epilly
de Paris*

faits

h. Bernant

11 NOV 1943

SNCF -MT/E

N° 265171

DÉPÔT DE BELLFORT

A2

B8a

A 13 B1 a

A 14 B7

Paris, le 13-11-43

Monsieur le Chef d'Arrondissement
à VESOUL....

Je vous prie de prendre note de ne plus m'adresser l'état relatif
à la formation de femmes-manoevres auxiliaires à des emplois d'ouvriers
demandé par ma lettre N° 263165 du 11-6-43.

Le Chef de la DTRA
Signé : JOUVELET .

Dépôt de : Belfort

Les suites .

15-11-43

P) Le Chef d'Arrondissement ,

Senet

7 Dec
à Epavey

- Prendre note
- A supprimer 18 curvols
de pièces (général compris)

16 NOV 1943

Paris, le 18 Mars 1944

N° 963

Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel,

FUR

A2

B8a

Embauchage d'étrangers comme auxiliaires.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Commissariat à la Main-d'œuvre a adressé à la gare de Vaires, pourvus d'un ordre de mutation, les ouvriers CAVALIAZI (Italien) et DEIAPAZ (Espagnol).

Ces ouvriers ont été embauchés comme auxiliaires comme le prescrit l'ordre de mutation. Une fiche de renseignements a été adressée à la Sûreté Générale en application des dispositions de votre lettre 2227 A.39 du 15 septembre 1939.

L'affectation d'office d'ouvriers étrangers dans un service public tel que la S.N.C.F. sans vérification préalable de leurs antécédents paraît dangereuse et je serais d'avis, dans l'avenir, de surseoir à l'embauchage des intéressés, même pourvus d'un ordre de mutation, jusqu'à réception des renseignements demandés à la Sûreté Générale Nationale, au Préfet du département ou au Préfet de police. (Votre lettre P.3164 du 23.3.40).

Mais l'art. 5 du décret n° 1365 du 11 mai 1943 précise que "le nouvel employeur est tenu de prendre en charge le travailleur à partir de la date de cessation d'activité chez l'ancien employeur"; il en résulte que si les renseignements reçus sont défavorables, nous sommes néanmoins tenus de le prendre en charge jusqu'au moment où un nouvel ordre de mutation le mettra à disposition d'un autre employeur.

Je vous serais très obligé, en conséquence, de bien vouloir intervenir auprès du Commissariat à la Main-d'Oeuvre pour éviter, dans toute la mesure du possible, l'affectation d'ouvriers étrangers dans nos services, ou tout au moins de ne le faire qu'après vérification de leurs antécédents à la Sûreté Générale ou à la Préfecture.

P/ Le Directeur de la Région
l'Ingénieur en Chef, chef
des Services Administratifs,
signé : MONET.

Copie à M. WISDORFF
à titre d'information.
Paris, le 18 Mars 1944
signé : MONET.

MT/E

Subdivision du
Personnel

PERS / A

N° 163 PAJB/44

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
Arrondissement
et assimilés,

à titre d'information.

Paris, le 23 Mars 1944

P/ Le Chef du Service MT;
signé : KEUFFER.Dépôt de Belfort
pour gouverner.

P. Le Chef d'Arrondissement

25.3.44

25 Avril 1944.

EXTRAIT du MEMENTO

d'un entretien de M.le Directeur Général avec M.le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications le 24 Avril 1944.

DEPARTEMENT DE BELFORT

A2B8a

3° - Embauchages et mutations de personnel.

Je mets le Ministre au courant des résultats obtenus. M.MORANE lui signale que, d'accord avec M.PERRIN du Service de la Main-d'Oeuvre, les agents des Entreprises "S" ou "Rüstung" qui sont mutés à la SNCF ou à MATFER seront rémunérés comme les ouvriers de ces 2 dernières organisations, mais qu'ils pourront recevoir l'indemnité de changement d'affectation prévue par un texte d'ordre général qui va paraître.

Si ces employés habitent en dehors des lieux où la S.N.C.F. les utilise, celle-ci pourra leur donner des facilités de circulation sur le chemin de fer pour se rendre à leur travail.

D'autre part, il est entendu que la S.N.C.F. utilisera également le plus possible les équipes organisées par M.MONTAGNON. Ce sont des équipes encadrées par leurs cadres habituels prélevées notamment dans les usines qui sont au voisinage des points bombardés.

Service Central
du Matériel

COPIE à Monsieur le Chef du Service Matériel
et Traction - Régions EST...

Prière de bien vouloir faire suivre de près l'embauchage des ouvriers venant des Entreprises "S" et "Rüstung". Lors de notre prochaine conférence, vous m'indiquerez le nombre des embauchages réalisés parmi ces ouvriers.

Je vous rappelle qu'au cas où vos effectifs limites seraient atteints, vous devez néanmoins poursuivre les embauchages, mais vous aurez à m'en référer.

27 avril 1944.

P.Le Directeur,
signé:BIGOT.

Copie pour le service T - Suivre d'une manière très précise la question embauchages venant des Entreprises "S" et "Rüstung" pour les utiliser le plus rapidement et le plus complètement possible.

Signé:LE BESNE RAIS.

M.BAILLEUT (KEUFFER)

Prendre dispositions pour me renseigner
d'ici-là.

29 Avril 1944.

Signé:WISDOEFF.

MT/B
Subdivision du
Personnel
(PERS A)

Monsieur le Chef de la DTRA et Chefs
d'Arrondissement....

Pour faire le nécessaire.

N° 261 PA1^a/44

Ce renseignement devra me parvenir en même temps que la situation hebdomadaire des auxiliaires qui a fait l'objet de mon transmis N°141 PA1a/44 d'11.3.44 et de ma lettre N°179 PA 1a/44 du 27 mars

A2B8a

.....

Le premier renseignement devra comprendre tous les embauchages de cette nature effectués jusqu'à la date du jeudi 4 courant et devra me parvenir le vendredi 5 sans faute.

Paris, le 3 Mai 1944.
P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
Signé: KRUFFER.

Dépôt de *Belfort*

Pour les suites.

5.5.44.

P. Le Chef d'Arrondissement,

h. Luc

Benard

- 6 MAI 1944

Supplément pour livraison en sacs.....

Emplacement du timbre "A LIVRER"

Somme à payer.....

Ce bon fait partie d'une demande comportant un autre bon N°..... (1) LIVRAISON : à grouper (1) suivant disponibilité (1)

2

ÉTAT DES SOMMES VERSEES MOD P-XII-4 N°.....

Date d'établissement du bon

Le Chef d

Timbre à date du fournisseur

Titulaire du bon.....

N°.....

| SACS | QUANTITÉ | DATES | PRIX |
|--------------------------------------|----------|-------|------|
| Livrés..... | | | |
| Restitués..... | | | |
| Différence au compte du preneur..... | | | |

- (1) Rayer les mentions inutiles.
- (2) Pour les livraisons effectuées dans Paris seulement.

PN

S.N.C.F.

DÉPÔT DE BELFORT

A.2.B.8.a.

Paris, le 15 Juin 1944.

Service Central
du Personnel

1ère Division

Monsieur le Directeur de la Région de l'EST,

Sous

A2B8a

vous avez bien voulu, par lettre du 18 mars 1944, me demander d'intervenir auprès du Commissariat à la Main-d'Ouvre pour éviter, dans toute la mesure du possible, l'affectation d'ouvriers étrangers à la S.N.C.F., ou, tout au moins, de ne le faire qu'après vérification de leurs antécédents à la Sûreté Générale et à la Préfecture.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les mesures qui avaient été prises par mes lettres Nos 2227 A/39 du 15 Septembre 1939 et P.3164 du 23 mars 1940, en vue d'éviter l'embauchage à la S.N.C.F. de sujets étrangers indésirables, sont annulées du fait de la mise en application de la législation sur l'utilisation et l'orientation de la main-d'oeuvre.

En conséquence, nous ne pouvons, dans le cas visé que nous conformer aux prescriptions de l'art.5 du décret N°1365 du 11 mai 1943 qui prévoit que "le nouvel employeur est tenu de prendre en charge le travailleur à partir de la date de cessation d'activité chez l'ancien employeur" Si, après l'entrée en fonction, la manière de servir des intéressés n'est pas jugée satisfaisante, il conviendra d'envisager leur licenciement suivant la procédure indiquée dans la lettre P.442 du 22 mars 1944.

P.Le Directeur,
Signé: BARTH.

S.N.C.F.-MT/E

Paris, le 4 Juillet 1944.

Subdivision
du PersonnelMessieurs les Chefs de Division, ...
d'Arrondissement,

PERS/A

N°387 PA 1b44

VR: Mon transmis N°162 PA 1 b/44 du 23 mars 1944 de la lettre N°963 du 18 mars dernier rappelée ci-dessus. Pour prendre note d'agir en conformité le cas échéant. Les lettres N°2227 A/39 du 15 Septembre 1939 et P.3164 du 23 mars 1940, dont les dispositions sont abrogées, ont fait respectivement l'objet de mes transmis Nos 211 PT 39/9 et 86 PT 40/7 des 27.9.39 et 1.4.40.

Paris, le 4 Juillet 1944.

P.Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
Signé: KEUFFER.

Dépôt de

Belfort,

Pour gouverner.

P.Le Chef d'Arrondissement,

7.7.44.

- 8 JUIL 1944

JB

MT/B

PRRS/ A

N° 349 PAIa/44

Paris, le 17 Juin 1944

DÉPÔT DE BELFORT

A2 B8 a

A B B

Messieurs les Chefs d'Arrondissement
et assésés

CARTON NO

DOSSIER

A2 B8 a

Complément de la transmission N° 261 PAIa/44 du 3.5.44.

Je vous prie de m'adresser de façon qu'elle me parvienne au plus tard chaque samedi matin, la situation des embauchages de personnel en provenance des Usines Renault, Citroën, ou d'autres Sociétés ou Entreprises S ou Rustung réalisés au cours de la période allant du vendredi de la semaine N au jeudi inclus de la semaine N + 1.

Cette situation devra indiquer pour chaque Société ou Entreprise (bien préciser la firme) le nombre total des agents embauchés pendant la période considérée par établissement, avec la répartition détaillée par spécialité et par agents d'exécution et d'encadrement.

Cette situation devra être fournie pour la 1ère fois le samedi 24 juin pour la période du 16 au 23 courant inclus.

P/ Le Chef du Service MT
signé: KRUFFER

Dépôt de Belfort

de chaque semaine.
20.6.44.

Situation à m'adresser le jeudi sans faute

P/ Le Chef d'Arrondissement,

Chavigny

à Luc

à Spacy

Fait

23 JUIN 1944

Noisy-le-Sec, le 8 Octobre 1944

CPOT BELFAR 38 b

N° 2172 P/10

Monsieur le Chef du Service (PERS)

A 2
B 86

Suite à transmission 493 PA/2 du 28.9.44 de la lettre N° P 1122 du 5.9.44 de M. le Directeur du Service Central du Personnel concernant la solde à allouer aux auxiliaires mobilisés.

Cette lettre prévoit que les intéressés recevront une allocation différentielle sous réserve de remplir les conditions fixées par les notes P. 2897 et P. 2922 des 5 et 8 février 1940.

La lettre P. 2897 réglant la situation des auxiliaires à traitement mensuel, ne nous intéresse pas.

Le cas des/nos auxiliaires est traité dans la lettre P. 2922 dernier alinéa de la 1ère page qui précise :

" Les auxiliaires qualifiés permanents, c'est-à-dire ceux qui remplissent les conditions prévues par la convention collective des auxiliaires pour leur admission au cadre permanent, mais n'ont pu être admis au cadre parce qu'ils ne remplissaient pas les conditions d'âge ou d'aptitude physique fixées par les règlements, recevront, en outre, une allocation égale à une fraction de l'excédent de leur salaire sur leur solde militaire".

Je vous serais obligé de vouloir bien nous faire donner des précisions à ce sujet, la convention collective des auxiliaires ne permettant pas, à mon avis, de donner à l'affaire une interprétation exacte.

Nous estimons, en ce qui nous concerne que tous nos auxiliaires mobilisés doivent bénéficier de l'allocation différentielle, s'ils ont accompli les 2 années réglementaires de Service Militaire.

Le Chef d'Arrondissement du Matériel
signé: VALLANGIEN.

N° 513 PA/2

Monsieur le Chef du ML 1

Les auxiliaires qualifiés permanents sont ceux qui, au moment de l'application de la Convention Collective, n'ont pu être admis au cadre permanent parce qu'ils ne remplissaient pas les conditions d'âge ou d'aptitude physique fixées par les règlements.

Les cas de ce genre, s'il en existe à notre Service, doivent être tout à fait exceptionnels.

Paris, le 18.10.44

P. Le Chef du Service MT
signé: KEUFFER

Divisions, Arrondissement,
P. Le Chef du Service MT
signé: KEUFFER

Dépôt de Belfort
Pour gouverner.

6.11.44

P. Le Chef d'Arrondissement

Belfort

Les dispositions de la lettre P 1088 ont été reprises dans ma lettre N° 487 PA 2 du 23 septembre 1944.

La lettre P 1151 vous a été transmise sous N° 494 PA 2 le 29.9.44.

Paris, le 19 octobre 1944

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

KEUFFER

Départ de Belfort.

Pour prendre note.

3 NOV 1944

Le Chef d'Arrondissement

Severin

*M. 4 Eclair
Archeval*

Noisy-le Sec, le 10 Novembre 1944. BELFORT

Monsieur le Chef de la Division du Matériel,

DOSSIER

A 2

B 8 6 1

La lettre P.1206 du 19 Octobre 1944 de M.le Directeur du Service Central P prévoit que les auxiliaires qui auraient plus de 3 ans de service et dont la valeur professionnelle et le rendement seraient manifestement supérieurs à la moyenne pourraient bénéficier d'un salaire supérieur au salaire normal.

Certains auxiliaires de nos ateliers remplissent toutes ces conditions, je vous propose de leur attribuer un salaire supérieur au salaire normal.

Je serais d'avis de fixer à 6 % du salaire normal la majoration à leur attribuer, par analogie avec la différence établie entre le salaire normal et le salaire minimum.

Je vous serais obligé de vouloir bien me donner votre accord.

Le Chef d'Arrondissement,
du Matériel,
Signature.

N° 4321 PM

Transmis à Monsieur le Chef du Service
pour décision

Paris, le 16 Novembre 1944.

P.Le Chef de la Division du Matériel,
Signé:CALLANDREAU.

Communication N°26378 du 20.11.44.

Monsieur le Chef de la DML,

Des règles rigides ne peuvent être appliquées à ce sujet. Il convient toutefois de remarquer que ce n'est qu'exceptionnellement et quand le rendement est manifestement supérieur à la moyenne qu'il peut être attribué un salaire supérieur au salaire normal.

J'examinerai chaque cas que vous voudrez bien me soumettre avec toutes justifications utiles à l'appui, vous m'indiquerez notamment la comparaison du salaire des intéressés avec celui des agents du cadre permanent de même catégorie, de même ancienneté et de même valeur professionnelle.

P.Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
Signé:KEUFFER.

Copie à Monsieur le Chef d'Arrondissement à...VESOUL,

Pour faire prendre note.

Vos propositions éventuelles seront à adresser par la voie hiérarchique.
28.11.44.

P.Le Chef de la Division de la Traction,
Signé:LAMIRAL.

Dépôt de

Prendre note.

4.12.44.

P.le Chef d'Arrondissement,

SNCF-MT/E

Subdivision du
Personnel

N° 40 PA2/45

Rémunération des
auxiliaires

C^t P 21 a 2

W - Tirage : 130 ex.

12

PARIS, le 5 février 1945

DEPT DE BELFC.

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés

Je vous prie de prendre note des nouveaux taux de salaire
horaire à appliquer, à compter du 1.1.45, aux manoeuvres auxiliaires
adultes dans les résidences ci-dessous désignées :

| Résidences | Salaires minima | Salaires normaux |
|-------------------------|-----------------|------------------|
| AUDUN-le-ROMAN | 12,2 | 13 |
| BAR-sur-AUBE | 11,6 | 12,2 |
| BARONCOURT | 12,2 | 13 |
| CHATILLON-sur-SEINE | 11,6 | 12,2 |
| CHAUMONT | 12,8 | 13,6 |
| JOINVILLE (Haute-Marne) | 11,6 | 12,2 |
| LANGRES | 11,2 | 11,8 |
| LONGUYON | 12 | 12,8 |
| LONGWY | 12,2 | 13 |
| MONT-St-Martin | 12,2 | 13 |
| ROMILLY-sur-SEINE | 12,8 | 13,6 |
| SAINT-DIZIER | 12,8 | 13,6 |
| SEZANNE | 11,6 | 12,2 |
| TROYES | 12,8 | 13,6 |
| VESOUL | 11,8 | 12,6 |
| VILLERUPT | 12,2 | 13 |

Toutefois, avant d'appliquer ces nouveaux salaires, les
Chefs d'Arrondissement devront s'assurer auprès de leurs Collègues du
Service de la Voie que les taux ci-dessus ont été approuvés par
M. l'Inspecteur de la Main-d'Oeuvre intéressé.

L'annexe jointe à ma lettre N° 541 PA2 du 7.11.44 sera
modifiée en conséquence.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
P. Le Chef de la Subdivision
du Personnel
OUDOT

P.S. - Les taux concernant les autres localités suivront.

Depot de Belfort

Pour signature

Le Chef d'Arrondissement

22 FEVR 1945

M. Blouin
24.1.45

S.N.C.F.

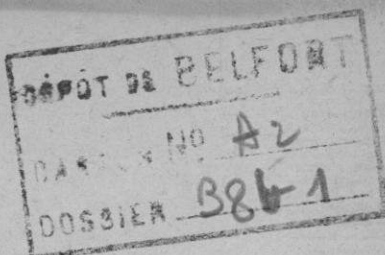
MT/E

Subdivision du
Personnel

N° 47 PA.2/45

Rémunération
des auxiliaires

Clf P2la2



W - Tirage: 130 ex, 7

Paris, le 14 février 1945

A2B8 f
Belfort

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés

Suite à ma lettre n° 40 PA.2/45 du 5 courant.

Je vous prie de prendre note des nouveaux taux de salaire ho-
raire à appliquer, à compter du 1.1.45, aux manoeuvres auxiliaires
adultes dans les résidences ci-dessous désignées :

| Résidence | Salaires minima | Salaires normaux |
|-------------------|--------------------|-------------------|
| Bar-le-Duc | 12 ^f .- | 12 ^f 8 |
| Blainville | 13,2 | 14.- |
| Châlons-s/Marne | 12,6 | 13,4 |
| Champigneulles | 13,4 | 14,2 |
| Conflans-Jarny | 12,6 | 13,4 |
| Epernay | 12,6 | 13,4 |
| Epinal | 12,4 | 13,2 |
| Homécourt | 12,6 | 13,4 |
| Ignéy-Avricourt | 11,6 | 12,2 |
| Lérouville | 11,2 | 11,8 |
| Lunéville | 12.- | 12,8 |
| Nancy | 13,4 | 14,2 |
| Pagny-s/Meuse | 11,2 | 11,8 |
| Pagny-s/Moselle | 12,4 | 13,2 |
| St-Dié | 12,4 | 13,2 |
| Toul | 12,4 | 13,2 |
| Verdun | 12.- | 12,8 |
| Vitry-le-François | 11,6 | 12,2 |

Toutefois avant d'appliquer ces nouveaux salaires, les Chefs
d'Arrondissement devront s'assurer auprès de leurs collègues du Servi-
ce de la Voie que les taux ci-dessus ont été approuvés par M. l'Ins-
pecteur de la Main-d'oeuvre intéressé.

L'annexe jointe à ma lettre n° 541 PA.2 du 7.11.44 sera modi-
fiée en conséquence.

P. Le Chef du Service M.T.
Le Chef de la Subdivision
du Personnel

KEUFFER

P.S. - Les taux concernant les autres localités sauront.

A. E. Bailly
19.2.45

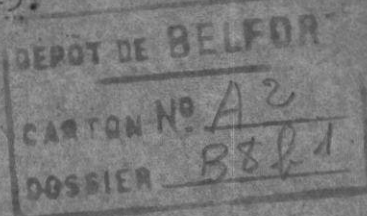
19 Mars 1945
PN
S.N.C.F.

Région EST

N°683

A.2.B.8.b.1.
Paris, le 26 Février 1945.

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,



Paiement du salaire des auxiliaires pendant la période de libération

Les dispositions de ma lettre N°3.319 du 11.12.1944 s'appliquent également aux auxiliaires, sous condition de déduire du salaire S.N.C.F. qu'ils ont acquis au cours de la période de libération les indemnités journalières qui ont pu, éventuellement, leur être payées par les Assurances sociales en cas de maladie des intéressés au cours de la dite période.

Il n'y a pas de difficulté à connaître le montant des allocations journalières des assurances sociales dans les cas où les auxiliaires ont été malades pendant une période s'étendant :

- avant et pendant la période de libération.
- pendant et après la période de libération.

En ce qui concerne les auxiliaires qui auront été malades pendant quelques jours au cours de la période de libération, il conviendra de demander que les intéressés se fassent connaître en toute probité.

Le Directeur,
Signature.

SMCF-MT/E

PERS/AL

N°441 PAL

Messieurs les Chefs de Division
d'Arrondissement,

Pour les suites le cas échéant.
La lettre N°3319 du 11.12.44 ci-dessus rappelée
a fait l'objet de ma transmission N°799 PAL du 30.12.1944.

Paris, le 6 Mars 1945.

P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
Signé: OUDOT.

Dépôt de Belfort.

Les suites s'il y a lieu.

16.3.45.

P. Le Chef d'Arrondissement,

M. Hanley
19.3.45
avis fait
20.3.45

[Signature]

S.N.C.F.
Région EST

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

DÉPÔT DE BELFORT A2 B8 b2 cr

Matériel et Traction

N° 778 CN.DU

adressée par M. le Chef de Dépôt ppal à MOHON
à Monsieur le Chef du 5^e Arrondissement de
Traction à REIMS

PAIEMENT DE L'ALLOCATION DITE "DE TRAVAIL DANS LES DEPOTS ET ATELIERS
SINISTRES".

Suivant lettre P 1486 du 20.2.45 de M. le Directeur, relative aux conditions d'embauchage des travailleurs actuellement en chômage ou soumis au régime de la loi du 20.5.1944, les intéressés doivent recevoir de la S.N.C.F. une allocation dite "de travail dans les dépôts et ateliers sinistres".

Nous pensons que cette allocation est à attribuer aux travailleurs embauchés à notre dépôt pour chaque journée complète de travail effectif sans fractionnement et à reporter pour paiement sur attachements P II 15 4 dans une colonne appropriée.

Nous demandons qu'on veuille bien nous le confirmer.

MOHON, le 28 Mars 1945

P. Le Chef de Dépôt ppal

signé: CATTIN

N° 17058/I TRA 5 Transmis à Monsieur le Chef du Service M.T.

Bien que l'indemnité de déplacement et la prime de départ prévues aux articles 3 et 9 de l'Ordonnance N° 45169 du 2.2.45 soient versées par les Services de la Main-d'Oeuvre, je pense que l'allocation rappelée par le dépôt est à payer par la S.N.C.F.

Avis conforme pour procéder à ce paiement dans les conditions indiquées par le dépôt, toute journée de travail incomplète devant néanmoins donner lieu à l'attribution de l'allocation.

Reims, le 31.3.45.

P. Le Chef d'Arrondissement

signé: HATIER

Subdivision
du Personnel

Communication n° 27825 PA2 du 9 avril 1945

TRA 5

D'accord pour payer l'allocation dite "de travail dans les dépôts et ateliers sinistres" pour toute journée de travail, même si cette journée est incomplète.

P. Le Chef de la Subdivision
du Personnel
signé: OUDOT

Copie aux Divisions et Arrondissements

Dépôt de Belfort
Pour gouverner.

13.4.45.

P. Le Chef d'Arrondissement,

Ch. Chailly
16/3/45
Reims

Genet

SNCF-MT/E

Subdivision
du Personnel

N° 158 PA 2/45

Cl^u P.21 a 2

G - tirage: 125 ex.

Paris, le 4 mai 1945

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
Arrondissement
et assimilés

OBJET: Rémunération des auxiliaires (sauf auxiliaires des Eta-
blissements ex-A.L.).

Je vous adresse, ci-joints, pour application, la lettre Ph 104 fixant les salaires des auxiliaires à compter du 1.2.45 et le barème donnant pour chaque localité les taux minima et normaux à appliquer aux manoeuvres adultes.

J'attire votre attention sur le fait que les rappels pour la période postérieure au 1.2.45 ne seront à payer qu'aux auxiliaires en service ou qui l'étaient encore à la date du 30.4.45.

Ces rappels devront être effectués avec la paie de Mai et un acompte important devra être versé lors du paiement de l'acompte relatif à la lère quinzaine.

La lettre P 1206 a fait l'objet de mon transmis n° 541 PA2 du 7.11.44.

P. le Chef du Service du
Matériel et de la Traction
Le Chef de la Subdivision
du Personnel,
KEUFFER.

Monsieur le Chef de Dépôt

à Beauregard

Par les suites

Le Chef d'Arrondissement

11-7 MAI 1945

*h. 8/mai
85/*

< 1939-1945 >

Instruction relative à l'admission
ou à la réadmission au cadre
permanent

55

8

S. N. C. F.

Région de l'EST

MATÉRIEL & TRACTION

Bureau du Personnel

N° 175 P.I.39/5



PARIS, le 10 Octobre 1939

Monsieur OBLET,

Nm
47

Je vous informe que les apprentis de votre Division qui viennent de subir une visite de sécurité en même temps que la visite de fin d'apprentissage et ont été reconnus aptes au service des machines, pourront, dans leur situation d'auxiliaires, être exceptionnellement utilisés aux fonctions de chauffeur, si cela est absolument indispensable.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Monet

S. N. C. F.

Région de l'EST

MATÉRIEL & TRACTION

Bureau du Personnel

N° 175.P.I. 39/5

PARIS, le 10 Octobre 1939

Monsieur OBLET,

Nm
47

Je vous informe que les apprentis de votre Division qui viennent de subir une visite de sécurité en même temps que la visite de fin d'apprentissage et ont été reconnus aptes au service des machines, pourront, dans leur situation d'auxiliaires, être exceptionnellement utilisés aux fonctions de chauffeur si cela est absolument indispensable.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Monet



14 OCT. 1939

Prendre note

*W B yaret
Barthelot
Zabiet
Zinguerlin
Roser
garnier
W Lere
15-10-39
M. B.*

Belfort

Liste des agents mineurs ou majeurs à l'essai ou confirmés démissionnaires pour service militaire depuis 1938.

● — ● — ● — ● — ● — ● — ●

| Nom et prénoms | Grade | Date de démission pour SM | Observations |
|---|--------------|-----------------------------------|---|
| BERTRAND Emile Charles | MRX P | 24.10.38 | a repris son service le 16.9.41 |
| ROUSSELLE Gilbert Florian | élève bureau | 24.11.39 | ex PG a repris TRA2 |
| VIENTOT Jean Henri René | MRX P | 13.4.40 | - D. CHAUMONT |
| GERARD Albert Joseph Marc | d° | 15.4.40 | - D. CHALINDREY |
| TISSERAND André | élève bureau | 9.6.40 | - 10.2.41 |
| BROUILLARD Maurice André | OAJ | 22.8.38 | P.G. pas de nouvelles |
| BOULAY Serge Emile Lucien | - | 28.8.38 | ex P.G. a repris le 6.10.43 |
| BIGEARD René Jules | - | 28.8.38 | ex P.G. a repris le 15.6.45 |
| DOLLE Pierre André | - | 1.9.38 | sans nouvelles |
| NICOLAS Jean Joseph | - | 22.10.38 | sans nouvelles |
| PELTIER Robert Emile Alphonse | - | 28.8.39 | ne reprend pas à la SNCF Police Bel-fort. |
| CURVAT Marcel Robert | - | 28.8.39 | a repris le 26.10.42 |
| SCHMIDT Pierre | - | 25.8.39 | ne reprendra pas à la SNCF |
| CHAGNIOT Lucien Gilbert | - | 19.10.39 | sans nouvelles |
| CHOLLEY Jean René | - | 24.11.39 | ex P.G. a repris le 15.5.44 |
| LAVAL Maurice Paul Marcel | - | 20.10.39 | en Indochine |
| PUECH Pierre André Charles | - | 15.12.39 | a repris le 21.10.40 Décédé |
| DAMOTTE Roger Emile Albert | - | 20.3.40 | a repris le 2.10.40 |
| SENER Jacques Emile | - | 4.6.40 | a repris le 29.6.42 Fuillé |
| FLEURY Jean Auguste Armand | - | 7.6.40 | a repris le 9.2.42 |
| GILLET Robert Gustave Augustin | - | 7.6.40 | a repris le 14.5.41 |
| ABRY Jean Pierre Jacques | - | 8.6.40 | a repris le 2.9.40 actuellement mobilisé. |
| BROUILLARD André Charles | - | 9.6.40 | a repris à CHAUMONT |
| PEPIOT Jean Charles | - | 13.3.41 | a repris le 15.1.43 |
| BESSON André Paul | OTRM TX | 31.8.38 | ne reprendra pas |
| TISSOT René André Joseph | - | 31.10.38 | a repris le 26.8.40 congédié par mes disciplinaires. |
| CLERC Paul Amédée | OCHAMF | 20.11.39 | ?? |
| REBOLD Jean Octave | AIOAJ | 24.11.39 | a repris le 5.11.40 |
| DAVAL Paul René Gustave Charles Louis André | - | 26.11.39 | a repris le 12.9.40 |
| CURVAT René Léon Constant | - | 24.8.38 | a repris le 12.9.40 |
| DEMANGE René Jean-Baptiste | - | 27.8.38 | a repris le 19.9.40 licencié |
| GABET Guy Jean Edouard | - | 28.8.38 | a repris le 25.11.40 licencié |
| LABLOTIERE Gustave Alfred | - | 29.8.38 | a repris en Août 40 |
| DATTLER Charles Adolphe Gaston | - | 31.8.39 | a repris le 18.5.42 |
| LAVAL André Jean | AIOAJ | 24.2.41 | a repris le 8.2.43 |
| MARTIN André Célestin | AIOCHAUF | 19.5.40 | ne reprendra pas |
| BIENTZ Georges Paul Fernand | - | (25.2.41 22.9.44 26.8.38 | a repris le 12.1.43 actuellement engagé. |
| CHOLLEY Paul | OAJ | 26.8.38 | a repris le 30.9.40 |
| MASSON Paul Eugène | - | 1.11.38 | a repris le 28.4.41 |
| BONVALLOT Paul André Roger | - | 3.11.38 | a repris le 10.2.42 |
| CLAINHOLPHE Jean | - | 26.4.40 | ? |
| BESSON Robert Edmond | élève bureau | 24.10.42 | a repris le 5.1.43 |
| BONVALLOT René Pierre Louis | ATT GRVI | 22.3.45 | actuellement mobilisé |
| BOUVET Alphonse François | OAJ | 15.10.42 (15.10.42 21.10.42 | a repris le 14.1.43 a repris le 12.1.43 actuellement engagé |
| CHAPPUIS Noël Paul Emile | - | 12.12.44 | engagé |
| TAMAGNE René Martial Georges | - | (14.11.42 17.12.44 | a repris le 11.1.43 d° |
| PICARD Pierre Raymond | - | 22.3.45 | Mobilisé |
| CHASSARD Gilbert Constant Joseph | - | 22.3.45 | |
| GAIGNIER René Jean Fernand | - | 7.5.45 | d° |

| | | | |
|------------------------------|---------|----------|--|
| MALBLANC Roger Edouard | - | 7.10.42 | a repris le 18.1.43 actuellement engagé. |
| SAVAKIS Emile Auguste | - | 7.10.42 | a repris OAJAUX le 19.1.43 |
| Domminique | - | | |
| LEGE André Albert | - | 17.10.42 | a repris le 12.1.43 |
| COMMENT Jeannot Henri | - | 22.10.42 | a repris le 13.1.43 mûté à VESOUL |
| BALLAY Marcel Robert | - | 1.11.44 | actuellement engagé |
| LEGE René Maurice | - | 1.11.44 | " |
| JARDOT Pierre Louis François | - | 8.12.44 | " |
| DAVIOT Claude | - | 11.12.44 | " |
| DOLLE François | - | 1.12.44 | " |
| FILLON Robert | - | 1.12.44 | " |
| SEILER René | - | 26.12.44 | " |
| REMOND Maurice Charles Louis | - | 8.1.45 | " |
| DEMEUSY André | OAJES | 1.12.44 | engagé |
| POIRSON Gilbert Marcel | OTRNMTX | 20.10.42 | a repris à Barile-Duc |
| GROENE Jacques | OCHAUF | 1.12.44 | actuellement engagé |
| PEQUIGNOT Pierre Paul | AIOAJ | 1.7.42 | a repris AIOAJ AUX le 19.1.43 |
| SIMONNOT Pierre Charles | - | 19.11.42 | a repris le 7.1.43 |
| Jean. | | | |

25.7.45

L'Inspecteur Divisionnaire
Signé : Louis

PARIS, le 1^{er} Septembre 1940

DEPOT DE BELT

CARTON N° MT ya

DOSSIER

Monsieur le Chef d'arrondissement

à VESOUL,

Comme suite à ma lettre N° 3942 du 15.9.40 à M. le Chef du Service, les chauffeurs de route figurant sur TA et liste d'aptitude, pour le grade d'élève-mécanicien, ont été autorisés à remplir provisoirement les fonctions de mécanicien de route et ont reçu en conséquence une autorisation mod. 656.

L'autorisation délivrée demeure valable jusqu'à nouvel avis et je vous prie de le préciser à vos dépôts.

Le Chef de la Division
de la Traction

Monsieur le chef de dépôt
à Belfort

Pour prendre note

h. 9.40

h. le chef d'arrondissement.

1 copie Copie nupt
N° 248031

DM/10

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DE L'EST

MATÉRIEL ET TRACTION

N° 456 P.40/7

Bureau du Personnel



Messieurs LESCOEUR
DAUCHY
FORESTIER
BAILLEUL
LAMBELIN

Suite à mon transmis N° 428 PT 40/7 du 29 Août 1940 relatif
à la réadmission éventuelle des ex-mineurs confirmés et des
prisonniers de guerre.

Je vous prie de prendre note que les ex-agents à l'essai
démobilisés peuvent être réoccupés en qualité d'auxiliaires
dans les Etablissements qui en auraient l'emploi.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
Signé : SCHLECHT

Monsieur le Chef d'Arrondissement
à VESOUL.

Pour les suites.

PARIS, le 14 Septembre 1940

Le Chef de la Division
de la Traction

Monsieur le chef de dépôt
à Belfort

Pour les suites

0.9.40. P. le chef d'arrond.

M. B.
7.9.40
Schlecht

BELFORT, le 29.1.41

N° 299

Monsieur le Chef d'Arrondissement

à VESOUL

---:---:---:---:---:---

Nous serions d'avis de proposer les agents désignés ci-après pour l'obtention de l'autorisation mod. 656 D en vue de déplacer les machines dans le dépôt, de quelques mètres, pour mise en position :

Résultat de la visite

| | | | | | |
|--------|---|----------|----------|----------------------|------------|
| apte | x | BEROLDY | C.B.O. | apte au Sce Machines | Apte 12/41 |
| apte | x | HACQUARD | C.B.O. | inapte | -d°- |
| inapte | x | OSTWALD | C.B.O. | apte | |
| | x | REMOND | C.B.O. | -d°- | |
| | x | METTER | S.C.B.O. | -d°- | apte 8/42 |
| | x | LAVAL | S.C.B.O. | -d°- | apte 7/42 |
| apte | x | VILLAUME | S.C.B.O. | inapte | -d°- |
| inapte | x | LAUDE | S.C.B.O. | inapte | -d°- |
| apte | x | BESSET | ajusteur | apte | |

La lettre N° 226 619 du 22.6.36, prescrivant qu'aucun agent ne pouvait recevoir l'autorisation mod. 656 D s'il n'avait subi avec succès la visite de sécurité, je vous demanderais de bien vouloir nous fixer une date de visite pour chacun de ces agents, si vous le jugez à propos.

Le Chef de Dépôt Ppal.,

signé : MJELLE

bon N° 54558
du 14.2.41

M. le Chef d'Arrondissement
de l'Atelier à Vesoul.

Beroldy, Metter et Laval sont physiquement aptes à l'emploi considéré ; ils subiront leur prochaine visite médicale périodique à la date indiquée en regard de leur nom. Les autres agents seraient soumis à une visite médicale de sécurité en Mars prochain.

signé : Kieffer

478 Belfort
Ci-joint 656 D
Signé : Lammiral

bon 664
Monsieur le Chef de Dépôt Ppal
à Belfort

Prenne note et adresse propositions (3 ex)
quand toutes les visites seront passées.

17.2.41 Le Chef d'Arrondissement
signé Hoguier

PRIS NOTE

Chef de Dépôt Principal

Mai 1941 Liste remise au
Contrôleur le 10.5.41

Elly

SOCIETE NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANCAIS

AVIS - COMMUN

- 2 DEC. 1940

REGION EST
EX - M.T. - V.B.

Exploitation :Avis Signalisation N° 177
Matériel & Traction :Avis Signalisation N° 104
Voie et Bâtiments :Avis Signalisation N° 113

ANNEE 1940

30 DECEMBRE

LIGNE DE PARIS A BELFORT

I - Mise en service des postes sémaphoriques de Pisseloup (entre les gares de La Ferté-sur-Amance et de Vitrey-Vernois), et de Chaux-les-Port (entre les gares de Port-d'Atelier et de Port-sur-Saône)
à partir du 3 Janvier 1941

II - Modification à l'additif au fascicule 1.20 des Tableaux Horaires.

I - A partir du 3 Janvier 1941 à 12 h.00, les postes sémaphoriques de Pisseloup Km. 332.743 et de Chaux-les-Port Km. 366.258 de la ligne de Paris à Belfort, seront remis en service.

Les opérations de mise en service des postes ci-dessus s'effectueront dans les conditions indiquées par la lettre circulaire N° 67/35 du 29 Novembre 1935.

II - L'additif au fascicule des tableaux-horaires I.20 est à modifier à la main comme suit :

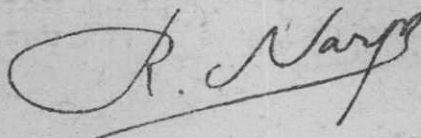
Colonne 5 - supprimer les indications "Pisseloup" et "Chaux-les-Port" figurant dans la liste des postes qui ne sont pas en service - R.M.

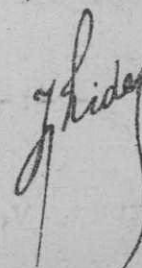
Le Chef du Service
du Matériel et
de la Traction,

Le Chef du Service
de
l'Exploitation,

Le Chef du Service
de la Voie et
des Bâtiments,







~~1298~~
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Région de l'EST

Paris, le 19 Mars 1941.

Direction

CONFIDENTIELLE

N° 968.

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

| |
|------------------|
| DEPOT DE BELFORT |
| CARTON N° 12 c |
| BOSSIER 21 |

Par lettre N°838 du 11 Mars 1941, je vous ai fait connaître les conditions dans lesquelles peuvent être autorisés à travailler certains agents qui avaient été mobilisés ou incarcérés pour menées anti-nationales et qui se sont présentés ou se présenteront pour reprendre leur ~~travail~~ service.

A { Je précise que les intéressés doivent, dès leur reprise de service ou, si ce n'est pas possible, dans un très court délai, faire l'objet d'un changement de résidence comportant le paiement de l'indemnité simple de déménagement.

P.Le Directeur de l'Exploitation,
signé: VERNIER.

Bureau du Personnel

Monsieur DAUCHY,

Pour prendre note du § A.
(Suite à mon transmis du 18 Mars de la lettre N°838 de M.le Directeur de l'Exploitation).

21.3.41.

P.Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
signé:

Pour prendre note.
24.3.41.

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESOUL,

P.Le Chef de la Division de la Traction,
signé: MERLIN,

25.3.41.

Monsieur le Chef de Dépôt à

P.Le Chef d'Arrondissement,

d/fac
26/9/41
[Signature]

Belmont
[Signature]

DÉPÔT DE BELFORT

Monsieur le Chef d'ARTON

à VESOUL COSSIER MT 2/2

552 A4

242164

SUBJET - Connaissance des lignes par les mécaniciens -
Suite à ma lettre N° 351579 du 18.3.41.

En vue de faciliter le service et pour tenir compte de ce que depuis le début des hostilités de nombreux agents ont circulé seuls en utilisant le carnet de marches-types sur des lignes qu'ils ne connaissaient pas auparavant, il a été décidé ce qui suit :

- Les fiches de connaissance des lignes, dont la mise à jour s'effectue actuellement, pourront être complétées en représentant les dispositions transitoires adoptées pour la mise en vigueur de l'instruction d'avril 1937 relative à la connaissance des lignes par les mécaniciens dans les conditions ci-après :

Il suffira que, depuis le début du 2^{ème} semestre 1939, un agent ait circulé 3 fois, comme mécanicien, dans un sens de circulation pour qu'il puisse être considéré comme possédant la connaissance de la ligne pour ce sens de circulation.

La mention qui sera alors portée dans la colonne du 1^{er} semestre 1941 et l'agent aura à reconnaître qu'il connaît la ligne par signature apposée sur la fiche mod. 656 F dans la colonne prévue à cet effet.

Pour l'affectation à des trains rapides ou express il suffira que dans le même laps de temps un agent ait circulé comme mécanicien :

5 fois à des trains rapides ou express
ou 10 fois à des trains autres que ceux désignés rapides ou express

et reconnaisse par signature apposée sur fiche 656 F dans la colonne ad hoc qu'il est bien familiarisé avec toutes les particularités de la ligne.

sur

Pour la circulation des lignes autres que celles de la Région de l'EST l'agent devra, en outre, satisfaire à un examen effectué par un agent qualifié constatant qu'il connaît la situation de la Région intéressée.

B

Ces dispositions ne sont valables que pour le service effectué jusqu'au 15 Avril 1941, à partir de cette date l'instruction devra être suivie pour tout agent n'ayant pu être considéré comme possédant la connaissance d'une ligne par participation aux dispositions transitoires.

A { Il reste entendu que le fait de ne pas connaître une ligne ne dispense pas un mécanicien d'assurer sur celle-ci la remorque d'un train militaire en utilisant le carnet de marches types dont il doit être muni, mais ce sera être exceptionnel et bien justifié.

Le Chef de la Division
de la Traction

signé:

Dépt de Belfort

Pour les suites. La mise à jour des fiches est à pousser activement en tenant compte des dispositions ci-dessus. Par ailleurs, avis aux mécaniciens, et plus particulièrement pour A.

11.4.41

p. le chef s'assure!

Gen. A. B.

le Poirion

Qu'il y a matière
parfaitement au point
et d'urgence.

Renseignez le 30.4.41

*fait
Belle 11
1941
le 18.4.41*

*c/R
pour faire le mécanicien en ce qui
concerne la mise à jour des fiches -
17/4/41*

7

Réactif à mon transmis de la lettre N° 252 18 n du 15.4.40

MT 27 a

Objet : Connaissance des lignes par les mécaniciens. (A¹A²)

Dépêch de Belfort

Pour les suites, la mise à jour des fiches est à pousser activement en tenant compte des dispositions ci. J'essais. Avis aux mécaniciens et plus particulièrement pour A.

Renseignements pour le 1.5.41 sur l'état de la question et en particulier sur (B). (B: dernier parag. de la 1^{re} page de la lettre précitée : "Pour la circulation, sur des lignes autres de la Région intéressée")

17.4.41

Part 29.4.41

p. le chef 5' au nord.

(18.4.41)

adressée par M. le Chef d'Arrondissement de Traction à VESOUL
à Monsieur le Chef de la Division de la Traction

N° 3616

DÉPÔT DE 25 FORT

CARTON 12 MT 2/4

DOSSIER

Les programmes d'examens joints à lettre N° 1575
Tp du 24.10.40 de Monsieur le Chef du Service Central prévoient
une note minimum à obtenir pour ne pas être éliminé.

Nous pensons que pour les épreuves orales, pour les
quelles nous devons poser plusieurs questions (exemple : exam
655 C : connaissance des signaux, instructions et règlements :
12 questions à poser) une seule note inférieure à 12 pour les
12 questions entraîne l'élimination du candidat, comme il
était prévu pour les anciens examens, même si la note moyen
ne calculée sur l'ensemble des notes des 12 questions attei-
gnait 12.

Je vous prierais de bien vouloir me le confirmer.

Vesoul, le 7 mai 1941

Le Chef d'Arrondissement,

signature.

DM/11

3 annexes.

Transmis à Monsieur le Chef du Service.

Les programmes d'examens sur l'accès aux grades
de la carrière "machines", joints à lettre du Service Central
T rappelée, englobent, dans la rubrique "Connaissance des
signaux et des instructions et règlements relative aux signaux
et au service des mécaniciens et chauffeurs":

- a) le règlement pour les signaux
- b) " pour l'emploi des sémaphores
- c) " concernant les mécaniciens et chauffeurs
- d) les instructions générales sur le service des mécaniciens
et chauffeurs
- e) les instructions et ordres de service divers concernant
les mécaniciens et chauffeurs

et ne prévoient qu'une Note minimum globale.

En outre, chacun des éléments ci-dessus (rasssemblés
sur le programme) fait l'objet, suivant son importance d'une
ou de plusieurs questions.

Je pense qu'une seule réponse à l'une quelconque
des questions posées, cotée en dessous du minimum à obtenir
pour ne pas être éliminé (12 dans le cas particulier), en-
traîne automatiquement l'élimination du candidat, même s'il
a obtenu la moyenne pour l'ensemble des questions d'un même
élément ou pour l'ensemble de ces éléments.

La même règle est à faire jouer d'ailleurs dans
les autres cas des questions multiples pour une même épreuve.

- 2 -
Ci-joint, à titre de renseignement, un exemplaire
de chacun des examens cod. 655 B - 655 C - 655 G, mis au point
pour tenir compte des nouveaux programmes fixés et dont je viens
de demander le tirage.

Paris, le 17 mai 1941
Le Chef de la Division de la Traction
Signé : DAUCHY.

un Communication N° 29568 du 24.5.41

Monsieur DAUCHY,

Entièrement d'accord car il est nécessaire d'éliminer tout
candidat dont les connaissances trop rudimentaires sur certains
points sont incompatibles avec des emplois de sécurité.

P. le Chef du Service du
Matériel et de la Traction
Signé : KNUFFER

Vu : mai 1941
Le Chef de la Division
de la Traction,
Signé :

Monsieur le Chef d'arrondissement à VESOUL

Paris, le 29 mai 1941

P. Le Chef de la Division de la Traction

signé : COUDEYRAS

Monsieur le Chef de Dépôt

A titre de renseignement.

30.5.41.

P Le Chef d'Arrondissement.

h. Luc. *[Signature]*

[Signature]

CD/1

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION EST

MATERIEL & TRACTION

DIVISION DE LA TRACTION
CARTON N° A2
DOSSIER C1
Séme Arrondissement

RAPPORT N° 1351-1 AR.5

du Séme Arrondissement
du 7 Mai 1941

Objet
Réadmission
d'ex-agents de la
zone interdite
dans les dépôts
de la zone non
interdite.

Pieu d'ami, A2862

Nous avons actuellement en instance de réadmission un certain nombre d'ex-agents qui, originaires de la zone interdite et résident en zone libre, ont été prévus pour nos dépôts.

Le dossier de correspondance concernant cette réadmission est conservé par les dépôts d'affectation après que les dépôts d'origine en ont eu connaissance.

Or, il est constaté assez souvent que l'intéressé se présentant à son dépôt d'origine sans attendre les papiers d'usage y est réadmis, d'où nécessité de retourner le dossier en instance à l'établissement intéressé.

En plus de cet inconvénient, nous ajouterons que suivant le dépôt d'origine les demandes de laissez-passer sont établies, soit par ceux-ci, soit par les dépôts d'affectation.

Pour éviter toutes ces difficultés, nous suggérons que la réadmission de ces ex-agents soit suivie entièrement par le dépôt d'origine et que le dépôt d'affectation reçoive simplement un court avis que "la réadmission de M. est prévue à votre dépôt et qu'au cas où il s'y présenterait tout le dossier de réadmission lui serait envoyé sur demande".

Le Chef d'Arrondissement
signé: GROSSOTTE

Monsieur le Chef d'Arrondissement
à REIMS,

D'accord pour que le rapatriement des ex-mineurs à réadmettre en zone non interdite soit suivi entièrement par leur dépôt d'origine. Mais, bien entendu, les diverses formalités de réadmission, après retour des intéressés incombent au dépôt d'affectation; le dossier nécessaire lui étant adressé sur demande au dépôt d'origine le moment venu.

Quant aux demandes de laissez-passer concernant le rapatriement d'agents actuellement sur les cadres, elles

T862

doivent être suivies par le dépôt d'origine qui possède tous les renseignements utiles.

Les diverses correspondances continueront à être transmises aux deux Arrondissements intéressés, l'Arrondissement d'affectation les recevant simplement à titre d'information.

Je donne les instructions utiles à vos collègues des autres Arrondissements.

.5.41

Le Chef de la Division
de la Traction

signé:

Monsieur le Chef d'Arrondissement
à VESOUL,

Pour prendre note d'opérer en conformité.

PARIS, le 15 Mai 1941

Le Chef de la Division
de la Traction

signé:

dépôt de Belfort

p. le chef d'arrond.

U.S. 41

*le Sec.
 M. Paris
 May*

Suivis en conformité

17 MAI 1941

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région de l'EST

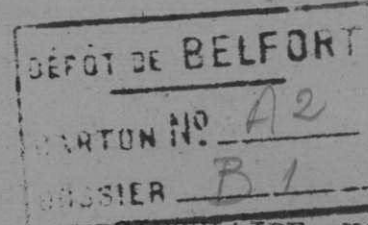
MT/E (E)

Monsieur le Chef

Pour les suites

Le Chef d'Arrondissement

15 SEP 1941



CIRCULAIRE N° 2

pour l'application pendant la durée des
hostilités de l'Instruction MT N° 48 concernant
le recrutement du personnel travaillant manuellement

Paris, le 27 Août 1941.

Col
Nm
44

La circonscription des centres d'examen du dépôt de Châlons
et des Ateliers d'Épernay, chargés de faire subir des essais pro-
fessionnels, étant coupée par la ligne d'arrêt de la zone inter-
dite, les candidats de cette zone se rendant dans ces établisse-
ments pour y subir un essai, doivent être munis d'un laissez-
passer.

D'autre part, l'essai professionnel de chaudronnier monteur
étant effectué dans le dépôt du candidat, l'agent des Ateliers
d'Épernay, désigné pour examiner et coter cet essai, doit être
également en possession d'un laissez-passer lorsque le dépôt se
trouve dans la zone interdite.

Afin de réduire les demandes de laissez-passer pour fran-
chissement de la ligne d'arrêt, il a été décidé :

- 1°- de rattacher les dépôts de Bar-le-Duc et de Verdun, dépendant
du centre d'examen du dépôt de Châlons, le premier au centre
d'examen du dépôt de Nancy, le second à celui des ateliers
de Mohon pour les essais de 1ère catégorie. *au dépôt de Châlons*
- 2°- de classer dans la 1ère catégorie, les essais de chaudron-
nier en tôle mince et cuivre D7¹ et D7² et les faire subir
indifféremment dans les centres ci-après :

Ateliers d'Épernay
Dépôts de Noisy-le-Sec, Belfort, Nancy, Mohon et Troyes.

- 3°- de faire coter par les contrôleurs de chaudières d'arrondis-
sement, les essais de chaudronnier monteur D8bis effectués
dans les dépôts.

L'annexe ci-jointe donne la liste des outils à remettre
aux candidats pour l'exécution des essais professionnels D7¹ et
D7².

Après cotation de l'essai D8bis par le contrôleur de chau-
dières, le Chef local adressera le bulletin d'essai mod. 444 aux
ateliers d'Épernay qui continueront à établir le dossier d'examen
mod. 444 bis.

En conséquence, il y a lieu d'apporter à l'Instruction
MT N° 48 les modifications provisoires suivantes :

NATURE DES MODIFICATIONS

Page 3 - Chapitre II - Essais professionnels

10ème ligne, après : "Vesoul", ajouter: "Noisy, Belfort, Mohon.

Coller le béquet ci-joint sur le texte de la 14ème à la 16ème ligne.

Page 4 - 22ème ligne - Piquer un renvoi (1) après "d'essai".

Coller le béquet ci-joint au bas de la page 4.

Page 20 - Annexe N° 6 - dans la colonne : N° de l'essai

10ème ligne - ajouter en exposant après le chiffre 7 : "3-4-5"

Dans les colonnes: "N° de l'essai et emplois", entre les essais D8 et D9, ajouter: "D8bis chaudronnier" monteur.

Dans la colonne "Epernay" en regard de cette ligne, ajouter une croix et piquer un renvoi 4 (X4)

Au bas de la page 20, ajouter: (4) Cet essai sera effectué dans le dépôt du candidat ou dans un dépôt voisin sur demande des ateliers.

Page 21 - Annexe 7

Coller le béquet ci-joint au bas de la page 21.

Les modifications aux pages 3 (10ème ligne), 4 (22ème ligne) et 20 sont à faire à la plume.

Le Chef du Service du Matériel et de la Traction,

WISDORFF

lère catégorie - Essais pouvant être subis dans les dépôts de Noisy, Belfort, Châlons, Nancy, Troyes, Vesoul, Mohon ainsi qu'aux Ateliers d'Epernay, de Noisy et de Mohon.

Béquet à coller sur le texte de la 14ème à la 16ème ligne de la page 3 de l'Instruction MT N° 48.

(1) L'essai de chaudronnier monteur, effectué dans les dépôts est coté par le contrôleur de chaudières de l'arrondissement.

Béquet à coller au bas de la page 4 de l'Instruction MT N°48.

Essais professionnels pouvant être subis indifféremment dans les centres d'examen ci-après :

Ateliers d'Epernay
Dépôts de Noisy-le-Sec, Belfort, Nancy, Troyes, Mohon.

| N° de l'essai | Emploi |
|------------------------------------|--------------------------------------|
| D7 ¹ D7 ² | Chaudronnier en cuivre et tôle mince |

Béquet à coller au bas de la page 21 de l'Instruction MT N°48.

Liste des outils à remettre au candidat
pour l'exécution d'un essai professionnel de chaudronnier
en tôle mince et cuivre (N° D7¹ et N° D7²)

- | | |
|---|-----------------------------|
| 1 calibre de profil de la pièce | 1 compas |
| 1 calibre circulaire au diamètre de la partie supérieure | 1 règle |
| 1 calibre circulaire au diamètre de la partie inférieure | 1 équerre à 90° |
| 1 tas au profil de la pièce à confectonner | 1 trusquin |
| 1 tas circulaire pour cintrer et re-teindre | 1 marteau rivoir |
| 1 tas fer à cheval ou carré plat pour formation des bords | 1 burin à main |
| 1 tas à dresser | 1 bédane |
| 1 tas à boule | 1 lime 1/2 ronde, 1/2 douce |
| 1 pointe à tracer | 1 maillet en bois |
| 1 pointeau | 1 petit marteau à garnir |
| | 1 marteau à garnir (moyen) |
| | 1 marteau à emboutir |
| | 1 marteau à planer |
| | 1 tenaille |

Gr.3/1

MT/E

Bureau du Personnel

DÉPÔT DE BELFORT

CARTON N° A2 Paris, le 28 Août 1941

Monsieur, CA
DOSSIER

N° 319 P.41/3

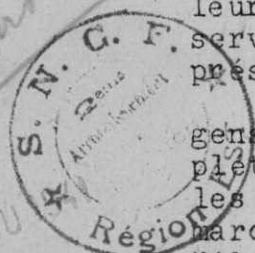
Nous sommes saisis de demandes de réadmission formu-
lées par des ex-agents, encore actuellement sous les
drapeaux; si rien ne s'oppose à la réadmission des intéres-
sés, vous les invitez à rejoindre, lorsqu'ils seront démobilisés,
leur ancienne résidence d'emploi, ou, selon les nécessités du
service, une autre résidence désignée, ou bien encore à se
présenter à votre Division pour y recevoir une affectation.

Dans le but de hâter la réintégration de ces jeunes
gens, les lettres à leur adresser devront être dorénavant com-
plétées par un texte de nature à lever toute incertitude sur
les formalités préalables au franchissement de la ligne de dé-
marcation. Ce texte sera le suivant:

"il vous appartiendra, lors de votre démobilisation, de franchir
"la ligne de démarcation au titre de démobilisé, avec les titres
"que doit vous remettre l'autorité militaire pour rejoindre vos
"foyers et de vous rendre ensuite à la résidence qui vous est
"assignée à" (ou ".... de vous présenter au bureau
"de la Division de, pour y recevoir une affecta-
"tion").

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Thur



Belfort
30 AOU

c/r
9/18/41
M. Lenc
Paris
Présenter note
W

1 SEP 1941

PARIS, le 13 Octobre 1941

| |
|------------------|
| DÉPÔT DE BELFORT |
| CART. N° A2 |
| DOSSIER C1 |

255112
N° 255 112

Monsieur le Chef d'Arrondissement
à Belfort

A la suite d'une demande de réadmission d'un ex-mineur dont le dépôt d'attache avant service militaire se trouve actuellement situé en zone interdite, M. le Chef du Service vient, par communication N° 30.925 du 9.10.41 de donner les précisions suivantes pour l'application des instructions de sa lettre N° 319 P 41/3 du 28.8.41 :

"Les instructions de ma lettre rappelée ci-dessus ont pour but de simplifier les démarches qu'entraînaient jusqu'ici le retour de nos agents ou ex-agents mobilisés, en mettant à profit les moyens qui leur sont offerts par l'autorité militaire de regagner leur résidence au moment de leur démobilisation".

"Si donc ils ont la possibilité de rejoindre directement la zone interdite par cette voie, ils doivent en user; dans le cas contraire, il convient de les aviser qu'ils devront se faire démobiliser pour la zone occupée et les inviter à se présenter à la Division de la Traction à Paris pour y recevoir une affectation provisoire en attendant que nous puissions leur procurer les moyens de réintégrer leur ancienne résidence".

Prière de prendre note de ces précisions complémentaires.

Toutefois, il reste entendu que les instructions de ma lettre 251.097 du 20.3.41 restent valables et que les réadmissions ne doivent pas être réalisées sans notre autorisation préalable.

Le Chef de la Division
de la Traction,

M. Luc
140 Paris Mairis

Prendre note et faire le nécessaire.

3 15 OCT 1941

Signé de Belfort
à le chef d'arrondissement!
Belfort

Paris, le 27 Novembre 1941.

DEPT DE BELFORT

P3C

255806

Monsieur le Chef d'Arrondissement

VESOUL.

N°

Par lettre N° 86 PI 41/7 du 14 Juin 1941, M. le Chef du Service avait précisé qu'aucun rappel ou reprise d'argent ni aucun redressement en ce qui concerne le congé ne serait fait pour les ex-mineurs confirmés, prisonniers de guerre en congé de travail, à l'occasion de la régularisation de leur situation ayant pour effet de les faire passer de la position d'auxiliaire à celle d'agent du cadre permanent.

En conséquence, certains de ces agents, mutés pour les besoins du service à une date devenue à la suite de cette régularisation, postérieure à celle de leur passage au cadre permanent, n'avaient pu bénéficier de l'indemnité de changement de résidence.

La lettre N° 135 PI 41/7 du 16.10.41 de M. le Chef du Service ayant abrogé celle N° 86 P. 41/7 rappelée ci-dessus, M. le Chef du Service vient de préciser par communication N° 78.672 du 20.11.41 qu'il était "d'accord pour attribuer des indemnités de changement de résidence aux agents mutés dans ces conditions et qu'en ce qui concerne la question des congés, il y avait lieu de revoir également la situation des intéressés depuis leur réadmission au cadre permanent".

Prière de faire prendre note de ces précisions.

Le Chef de la Division
de la Traction,

Signé:

Départ de Belfort

Ses notes, s'il y a lieu

28.11.41 p. le chef d'arrond.

M. le

29 NOV 1941

TSIP →

Envoi Comps - Commissionnaires en congé de travail.

Comm.
par

| | | |
|-----------|---|---|
| - Blard | - | essai le 2.9.40 - Comm. le 2.12.40 - 19.12. |
| - Lablond | - | essai 24.9.40 - " 24.12.40 - |
| - Tissot | - | essai le 26.8.40 - " 26.11.40 - 19.9.40 |
| - Ribold | - | essai 5.11.40 - " 23.2.41 |
| - Aubry | - | confirmé le 2.9.40 - <u>essai le 3.2.42</u> - |

| | | |
|------------|---|---|
| - Weber | - | essai le 14.5.41 - Commissionnaire le 14.8.41 |
| - Jumeau | - | essai le 10.9.40 - " 10.12.40 |
| - Curvat | - | essai le 12.9.40 - " 12.12.40 |
| - Chollet | - | essai le 30.9.40 - " 30.12.40 |
| - Demange | - | essai le 19.9.40 - " 7.1.41 |
| - Gabet | - | essai le 27.11.40 - " 27.2.41 |
| - Massey | - | essai le 28.4.41 - " 28.7.41 |
| - Garat P. | - | essai le 12.9.40 - " 12.12.40 |

| | | |
|------------|---|--|
| - Puich | - | confirmé le 21.10.40 - <u>à l'essai le 19.5.42</u> |
| - Januotte | - | confirmé le 2.10.40 - <u>à l'essai le 23.12.41</u> |
| - Gilles | - | confirmé le 14.5.41 - <u>à l'essai le 2.2.42</u> |
| - Aubry | - | confirmé le 2.9.40 - <u>à l'essai le 3.2.42</u> |
| - Bernard | - | essai le 16.9.41 - |
| - Fiermans | - | confirmé le 10.2.41 - <u>à l'essai le 31.3.42</u> |

TRANSMIS à Monsieur le Chef du Service.

DÉPÔT DE BELFORT

A3E

Suite à sa transmission N°74 PT 42/7 du 16.3.42 ci-joint, établies par Arrondissement, listes des ex-mineurs à l'essai remplissant les conditions exigées pour admission au cadre permanent dans des emplois d'ouvriers.

A noter, toutefois, que 4 des intéressés (HACQUART de Nancy - LIDY et PINAULT d'Epinal - GERARD d'Amagne) qui avaient terminé leur apprentissage, n'avaient pu, cependant, par suite de leur départ au service militaire, passer au cadre permanent. Nous pensons que leur réadmission au C.P. est également à envisager.

Nous avons fait subir la visite médicale de réadmission à ces agents qui, sauf MOUGROT de Nancy, ont été reconnus aptes au Service de la Traction.

MOUGROT serait donc à réadmettre à la Division du Matériel ainsi que prévu, d'ailleurs, par votre communication N°77077 du 27 décembre 1940.

En ce qui concerne les autres agents, leur réadmission au Matériel nous priverait d'ouvriers aptes au service des machines et formés pour notre Service, alors que nous avons à notre effectif un pourcentage déjà élevé d'agents inaptes.

Aussi, en vue de parer aux difficultés qui sont susceptibles de se présenter dans les circonstances actuelles, je vous propose de les faire passer au cadre permanent dans les dépôts où ils sont actuellement occupés comme auxiliaires.

Ces admissions au C.P. prendraient effet du 10 février 1942 et GHISLIER serait réadmis au dépôt de Conflans comme envisagé par votre communication N° 79082 du 9.3.42.

La situation de l'ex-apprenti HERBE Charles qui nous a quitté le 1.8.41 alors qu'il avait été repris en qualité d'auxiliaire au dépôt de Nancy, serait examinée si l'intéressé sollicitait sa réadmission.

Il en serait de même pour l'ex-mineur chaudronnier à l'essai LEGAIE Raymond qui a fait l'objet de votre communication N°53690 du 24.9.40.

D'autre part, l'ex-apprenti CHARLIER Gaston du dépôt de Bar-le-Duc, repris après SM, le 11.8.41 comme ajusteur auxiliaire au même établissement ne figure pas sur liste du 3ème Arrondissement. Cet agent admis comme apprenti le 1.10.36 a démissionné le 1.9.39 pour accomplir son service militaire par devancement d'appel - réformé temporaire N°2 le 8.11.39, il a été réadmis comme mineur ajusteur temporaire au dépôt de Bar-le-Duc le 21.12.39 et a été rappelé à nouveau sous les drapeaux le 16.5.40.

CHARLIER avait obtenu le diplôme de fin d'apprentissage et nous pensons qu'il peut également être réadmis au cadre permanent avec effet du 10.2.42. Comme proposé ci-avant l'intéressé serait à conserver au dépôt de Bar-le-Duc s'il était reconnu apte au service machines. Dans le cas contraire sa réadmission serait à réaliser à la Division du Matériel.

Paris, le 22 avril 1942.

Le Chef de la Division de la Traction,
signé: DAUCHY.

Communication N° 79294 du 8 Mai 1942.

Monsieur DAUCHY,

Suite à votre transmis N° DM/9 du 22 avril dernier, et en application de la lettre N°P.7130 (mon transmis N°74 PT 42/7 du 16 Mars 1942) nous venons d'examiner la situation des ex-mineurs ayant fait l'objet du transmis rappelé ci-dessus.

Je vous adresse ci-joint la liste des ex-apprentis à réadmettre au cadre permanent à compter du 10.2.42 et vous retourne les certificats médicaux PX 25 qui seront à joindre aux bulletins d'admission mod.473 P.

En...

En ce qui concerne les deux ex-apprentis ci-dessous:
- CLEMENT Camille, Auguste, du dépôt de La Villette
- LAMBELIN Henri, du dépôt de Noisy
qui n'ont pas obtenu le diplôme de fin d'apprentissage mais qui, suivent actuellement les C.S.A., leur réadmission au cadre permanent comme attachés du groupe V ou VI sera envisagée à l'expiration de leur stage, si les résultats de fin de cours le permettent.

P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
signé: KRUEFFER.

Retourné à Monsieur le Chef du Service.

Je fais donner les suites pour la réadmission des intéressés au cadre permanent, dans les dépôts où ils sont actuellement occupés comme auxiliaires. Les bulletins mod. 473 P. suivront.

Nous prenons note de muter MOUGEOT, classé en 4ème série médicale à l'Entretien de NANCY, à l'occasion d'une vacance.

12 Mai 1942.

Le Chef de la Division de la Traction
signé:

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESOUL,

Pour les suites.

Mon transmis DM/9 du 22 avril 1942 rappelé ci-dessus dont ci-joint copie, accompagnait la liste que vous aviez établie, suite à ma lettre N° 257.528 du 20 Mars 1942.

Ci-joint certificats médicaux à joindre aux bulletins d'admission.

Le Chef de la Division de la Traction,
signé: DAUCHY.
12.5.42.

Monsieur le Chef de Dépôt à Belfort

M'adresser pièces d'admission au CP pour le 19.5.42 en plus tard
Ci-joint certificats médicaux.

16.5.42.

P. Le Chef d'Arrondissement.

M. Luc

~~Bonjour votre et
faire le message le 19 mai
au chef de dépôt.
Avoir les certificats~~

17 MAI 1942

EX-APPRENTIS A READMETTRE AU CADRE PERMANENT
(Suite à lettre N°P.7150 du Service Central P. du 10.2.1942).

| Noms et prénoms | Date de naissance | Résidence | Date de réadmission au C.P. |
|--------------------------|-------------------|-----------------------|---|
| ANNOTEL Jean Gaston | 2.1.20 | Dépôt de VAIRES | 10.2.42 |
| BONVALLOT Paul André | 25.8.17 | " BELFORT | " |
| CHARLIER Gaston Paul | 25.10.19 | " BAR-le-DUC | " |
| FERY Marcel Gaston | 23.2.20 | " CHALONS | " |
| FORDIT Jean Georges | 12.2.20 | " VESOUL | " |
| GRANVELLET Gaston Pierre | 9.12.19 | " NANCY | " |
| GERARD Jacques Jules | 6.1.19 | " AMAGNE | " |
| HACQUART Fernand | 9.2.20 | " NANCY | " |
| LIDY Georges Joseph | 18.10.16 | " EPINAL | " |
| LEDUAN Yves Constant | 11.11.18 | " VESOUL | " |
| LITCHY Marcel Charles | 31.7.18 | " EPINAL | " |
| MARCHAL Robert | 16.12.16 | " LONGUYON | " |
| MOUGEOT Robert Adelin | 30.9.18 | " NANCY | :classé 4 ^e série médi- cale, à muter au ma- tériel. |
| POTELET Antoine Joseph | 31.3.20 | " CHALONS | 10.2.42 |
| PINAULT Robert Louis | 16.4.17 | " EPINAL | " |
| PARISSE Roger Léon | 11.4.17 | " BELFORT | " |
| PERNEY Paul Henri | 1.1.20 | " VAIRES | " |
| ROUSSEY Robert Henri | 14.3.17 | " CHALINDREY | " |
| VIERNOT Gaston Joseph | 14.1.18 | " | " |
| GHISRELLI Vincent | 12.12.16 | " | " |
| LEQUIN Henri Victor | 11.6.19 | " CHATEAU- THIERRY | 10.2.42 |

DEPT. DE TRANSPORT

MT 2/a

Tirage: 60 exempl.

S.N.C.F.

MT/Et

Distribution

MT.

1
21
29

RECTIFICATIF N° 2

à l'INSTRUCTION RELATIVE A LA CONNAIS-
SANCE DES LIGNES PAR LES MECANICIENS.

PARIS, le 20 Octobre 1942.

Dans le but de simplifier les conditions d'applica-
tion de cette Instruction, il y a lieu :

- 1°) de coller sur les § III et IV, au bas de la
page 2, le bécquet ci-joint.
- 2°) d'annuler les pages 5 et 6. A cet effet, les
séparer de l'Instruction et réunir d'autre part les pa-
ges 1/2 et 3/4 par un onglet.

Les imprimés 656 F actuels seront utilisés jusqu'à
épuisement du stock. Ce modèle sera simplifié lors du
prochain tirage.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
WISDORFF.

10/10. 31125 LITH. A.

*1 el. de
entre les de
main de
M. Pons
12 el. de
matériel*

T6VP

A 6
Monsieur le Chef de Dépôt *Mal*
à Belfort

1+2 Pour les suites

P Le Chef d'Arrondissement

- 3 NOV 42

Genet B

III. Contrôle de la connaissance des lignes.

Quelles que soient les conditions dans lesquelles il a acquis la connaissance d'une ligne, le mécanicien le reconnaît par apposition de son visa, sur une fiche individuelle mod. 656 F (annexe ci-jointe).

Il appose de même son visa sur la dite fiche lorsqu'il est apte à la remorque des trains rapides et express sur la ligne considérée.

Les fiches individuelles mod. 656 F sont ouvertes par les soins du dépôt. Une fois par an, chaque mécanicien doit être mis en présence de sa fiche et confirmer par un visa dans la case appropriée, l'exactitude des renseignements portés sur la dite fiche. (un visa par ligne connue).

Si un mécanicien estime ne plus connaître suffisamment une ligne, il fera précéder son visa du mot "non". Il appartient alors au Chef de Dépôt de décider si l'agent doit ou non acquiescer à nouveau la connaissance de la ligne. Dans l'affirmative, les dispositions du paragraphe 1 précédent sont applicables, le stage en service étant toutefois limité en principe à un seul voyage aller et retour.

Nota - Si une seule fiche est de dimension insuffisante pour y reporter toutes les lignes connues par l'agent, il est ouvert une deuxième fiche. Attention de l'ouverture de cette 2^{ème} fiche est faite à l'encre rouge au bas du verso de la première.

PARIS le 27 NOVEMBRE 1942

3
A E

MT/E

MM
DAUCHY

4 PI

DÉPÔT DE 377 1942

A3.E

Objet : Durée du stage d'essai, en vue de la Commission, des auxiliaires admis au cadre permanent.

L'article 161 du fascicule 111 du Règlement du Personnel stipule que " pour les auxiliaires ayant occupé d'une façon continue un emploi du cadre permanent avant leur admission à ce cadre, le temps passé comme auxiliaire au Service de la S.N.C.F. peut venir en déduction de la durée du stage d'essai; celui-ci ne doit cependant pas être inférieur à trois mois " .

En conséquence, pour me permettre d'apprécier, en toute connaissance de cause, la situation qui doit être faite à ces agents à ce point de vue, vous voudrez bien me faire parvenir, pour chacun d'eux, une fiche du modèle ci-dessous .

Cette fiche sera à annexer au bulletin d'admission mod 473 P; elle sera retournée à l'Arrondissement qui avisera l'Etablissement de la décision prise laquelle devra être rappelée lors de la proposition de commission.

Il convient de m'adresser d'urgence des propositions pour les auxiliaires dont l'admission est en cours.

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESOUL

Pour les suites.
Prière d'adresser directement à M. le Chef du Service les propositions demandées au dernier paragraphe.

28-11-1942

P/Le Chef de la Division de la Traction
Signé: DAME

Renseignements même " néant " pour le 7
1-12-1942
P/Le Chef d'Arrondissement.

| | | | | | |
|-----------------|-----------|---------|----------------------|---------|---------------------|
| Bonvallot | Agent | 24.9.40 | 1 an 4 mois 17 jours | 10.2.42 | 1 an 1 mois 2 jours |
| Paul André Roge | à l'essai | | | | |
| Parine | Agent | 8.1.41 | 1 an 1 mois 2 jours | 10.2.42 | 13 jours |
| Roger Zéar | à l'essai | | | | |
| Le Chef d | à l'essai | | | | |

(1) années, mois et jours

Retourné à Monsieur le Chef d'Arrondissement de la Traction du Matériel
PARIS, le
Le Chef du Service du Matériel et de la Traction,

DEPOT DEBELFORT

Détermination de la durée du stage d'essai en vue de la Commission d'auxiliaires admis au cadre Permanent.
(Application de l'art. 161 du fascicule III du Règlement du Personnel).

| Nom et Prénoms | Profession | Admis comme auxiliaire | Durée des services comme auxiliaire (1) | Admis au cadre permanent le | Qualités des services | Durée du stage d'essai fixée par le Chef du Service | Observations (rappeler pour les ex-mineurs à l'essai, la durée des services effectués avant S.M.I.). |
|----------------------------------|--------------------------|------------------------|---|-----------------------------|-----------------------|---|--|
| BONVALLOT Paul André Roger | Ajusteur à l'essai | 24.9. 40 | 1 an 4 mois 17 jours | 10.2. 42 | | | 1 an 1 mois 2 jours |
| PARISSE Roger Léon | Ajusteur à l'essai | 8.1. 41 | 1 an 1 mois 2 jours | 10.2. 42 | | | 13 jours |

70
revenir

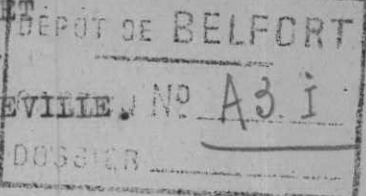
revenir

*On ne vous demande pas en état
mais une fiche pour chaque agent -
avoir lettre. Pour uniformiser, prière
d'utiliser celles ci-jointes (ex 2 ex.)*

7.11.42

BELFORT, le 5 Décembre 1942
Le Chef de Dépôt Ppall

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS adressée par M. HUDELET
 Chef de Dépôt PPAL à CONFLANS



à Monsieur le Chef d'Arrondissement à CHARLEVILLE. N° A3.1

Renseignements demandés.
Commissionnement des agents détachés en Allemagne

Index: A46A7

Parmi nos agents détachés en Allemagne, il s'en trouve qui sont en stage d'essai en vue de leur commissionnement.

Prière de bien vouloir nous indiquer les mesures à prendre vis-à-vis de ceux qui n'ont pas encore subi la visite médicale d'affiliation.

D'autre part, pendant leur détachement, nous ne serons pas tenus au courant des interruptions retardant la date de commission de ces agents.

Devons-nous supposer qu'ils n'en ont pas et établir nos propositions 479 ter en conséquence ?

CONFLANS; le 18 Novembre 1942

P. Le Chef de Dépôt PPAL

Signé :

Transmis à M. le Chef de la Division de la Traction, en lui demandant de bien vouloir me faire connaître sa décision.

CHARLEVILLE, le 19-II-1942.

P. Le Chef d'Arrondissement

Signé : CHANSON.

Transmis à Monsieur Le Chef du Service du Matériel et de la Traction
 20-II-42.

Le Chef de la Division de la Traction.

Signé : DAUCHY.

Con 70.296
 26-II-42.

Monsieur DAUCHY

Les intéressés sont à commissionner sans visite médicale; ceux d'entre eux qui seront affectés à leur retour à des fonctions de sécurité devront être soumis préalablement à une visite de sécurité et à un examen de la vision au 2^e degré.

Jusqu'à nouvel avis, seules les absences avant départ en Allemagne interviendront dans la détermination de la date de commission.

PARIS, le 26 Novembre 1942

P. Le Chef du Service du Matériel Traction

Signé : MONNET.

Vu et pris note.

(4-12-42)

Le Chef de la Division de la Traction.

Signé :

DM. WH.

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESOUL.

Pour faire prendre note

(4-12-42) P. Le Chef de la Division de Traction.

Signé : JOUVEIET.

Dépôt de

Pour les suites.

Le Chef d'Arrondissement.

(7-12-42)

In due mme Paris May 7 E. J. 1942
 -8 DEC 1942

/YJ

Copie d'une demande de renseignements adressée par M. le Chef de dépôt à CHAUMONT à M. le Chef d'Arrondissement à VESOUL

19121

6-4
A-A

DOSSIER

Le rectificatif N° 2 du 20.10.42 à l'Instruction relative à la connaissance des lignes laisse à la discrétion des mécaniciens le maintien ou la perte de la connaissance.

En conséquence, l'indication dans la colonne correspondant au semestre du dernier mois pendant lequel l'agent a circulé, prescrite par mention figurant au bas de la fiche 656 F devient sans objet d'ou inutilité de poursuivre le dépeillement mensuel du service effectué que cette indication inopérait.

Si notre manière de voir est retenue nous proposons de biffer sur les fiches actuelles 656 F les mentions relatives à l'entretien et à la perte de la connaissance en se laissant subsister que la première, relative à l'acquisition de la connaissance après circulation en 3°.

CHAUMONT le 10 décembre 1942

Le Chef de Dépôt

Signé: PRIQUELER

Avis conforme

16-12-42 Le Chef d'Arrondissement

Signé: LAMIRAL

D'accord. Retirer également les rubriques relatives à la perte de connaissance des lignes.

Le Chef de la Division de la Traction

Signé: JOUVELET.

Dépôt de Belfort

Pour les suites.

16-12-1942

P/Le Chef d'Arrondissement.

[Signature]

*W. Lacroix M
Mardal S*

*ne présenter une
fiche 656 rectifiée*

Suite

17 DEC 1942

PN.

Com. 70.575
du 22.12.42.

18.1.1.

DÉPÔT DE BELFORT

Monsieur DAUCHY,

D'accord sur tous les points. Prière de faire le nécessaire de toute urgence pour le passage de ces auxiliaires au cadre permanent, celui-ci devant être réalisé avant le 1er janvier prochain (ma lettre 107 - Pl.42/7 du 16.12.42).

D'autre part, vous pourrez m'adresser un rapport détaillé sur la situation de LEROY afin que je puisse saisir de son cas, M.le Directeur de l'Exploitation.

Veillez, en tout cas, à ce qu'aucun de ces agents à titulariser ne soit un licencié de l'Armée d'Armistice afin de respecter la règle en vigueur actuellement et jusqu'à nouvel avis de reprendre ces agents comme auxiliaires. (MONOT par exemple que vous avez éliminé provisoirement).

P.Le Chef du Service du Matériel
et de la Traction,
signé: MONET.

A joindre à copie en date du 22.12.42 du transmis suite à transmission N° 155 P.T. 42/7 concernant le passage des auxiliaires au cadre permanent.

23.12.42.

Monsieur le Chef de Dépôt à

Prendre note.

26.12.42.

P. Le Chef d'Arrondissement,

7. Luc
7. Epailly
avec Paris

Prendre note

(26.12.42)

Copie d'un Rapport N° 88 du dépôt de BELFORT du 3 décembre 1942

DEPOT DE BELFORT
CARTON N° 130
DOSSIER 130

Objet - Militaires renvoyés dans leurs foyers .

Nous recevons actuellement la visite de jeunes gens, ex-mineurs, engagés volontaires pour 3 ans dans l'armée d'Armistice et renvoyés dans leurs foyers .

Ces jeunes gens, nous présentant un titre de congé valable pour 1, 2 ou 3 mois, et une fiche délivrée par le Bureau Départemental de démobilitation; cette fiche n'indique pas que les intéressés ont été démobilisés, et ils ignorent eux-mêmes s'ils sont actuellement en congé ou démobilisés, ils ne peuvent indiquer non plus la somme qu'ils percevront pour leur solde, leur régiment s'étant borné à leur faire connaître qu'ils recevraient les allocations dues pour leur période de congé.

Nous demandons :

- 1°) si nous pouvons réadmettre dès maintenant les jeunes gens qui en feraient la demande.
- 2° comment nous devons les traiter, le cas échéant, au point de vue de la solde .

Le Chef de dépôt Ppal

Signé: GARDET

Vu: Il s'agit d'une question d'ordre général pour laquelle nous demandons qu'en veuille bien nous donner des instructions.

4-12-42

P/Le Chef d'Arrondissement.

Signé: HOGNON

Transmis à Monsieur le Chef du Service.

Il serait nécessaire que nous soyons fixés rapidement sur la question soulevée.

PARIS le 7 décembre 1942

Le Chef de la Division de la Traction.

Signé: DAUCHY

Communication N° 70467 du 12-12-1942

Monsieur DAUCHY

Ma lettre N° 104 PI 42/7 du 10 courant répond à la question.

P/le Chef du Service du Matériel
et de la Traction.

Signé: KUEFFER

Communication n° 25408

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESOUL

Pour les suites.

Le réembauchage des intéressés comme auxiliaires pourra être réalisé, après accord du Chef du Service, dans un dépôt de leur choix. On les avisera toutefois que nous nous réservons la possibilité de fixer leur résidence si leur passage au cadre permanent est autorisé par la suite .

PARIS le 14 Décembre 1942

P/le Chef de la Division de la Traction

Signé: JOUVELET

T.S.V.P

Monsieur le Chef de Dépôt

à *Belleville*

Les demandes des intéressés sont à ne transmettre comme prévu par lettre 104 PI 42/7 de M.le Chef du Service.

15612-1942

P/le Chef d'Arrondissement.

Genet B

*16 Luc
100 Paris May
7 Epailly*

*Juste : Bien avisés les
intéressés comme indiqué*

16 DEC 1942

| NATURE OU COMBUSTIBLE OU DU BOIS | QUANTITE à LIVRER | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL | Indication, le cas échéant, du nombre de sacs non restitués et à facturer. |
|--|-------------------------|------------------|---------------|--|
| | | | | |

Dépôt ou Magasin livreur

Etablissement d'emploi de l'Agent (4)

Arrondissement

Étage (descente (1) montée (1) distance (3) mètres).

Domicile (Localité, Rue, Numéro)

Date d'entrée au chemin de fer (2)

Mariage (1), Célibataire (1), Veuf (1), Divorcé (1), sans enfants (2) ou parents à charge

Nom, Prénom et Grade de l'Agent

N° d'attachement :

A REMETTRE A L'AGENT (1)

EN VRAQ (1)

A LIVRER A LA GARE DE (1)

EN SACS (1)

OU DE BOIS DE CHAUFFAGE

BON DE COMBUSTIBLE

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Région de l'EST
SERVICE :

Com. 71922 du 24.6.43

M. DAUCHY

DEPOT DE

AZCZ 43E

CAPTON 12

AP 32

J'autorise l'admission au cadre permanent des 9 auxiliaires faisant l'objet de nos propositions ci-jointes des 22 Mai dernier et 16 Juin courant, au titre de contingent qui vous a été accordé au 1.4.43.

La question de la réadmission au cadre permanent des agents libérés de l'Armée d'Armistice après dissolution de celle-ci vient d'être réglée par le Service Central du Personnel dans un sens favorable et je vous adresserai incessamment les directives pour l'application de cette mesure qui concerne les ex-mineurs confirmés et à l'essai.

Vous voudrez bien en conséquence attendre ces instructions pour me faire des propositions au titre de la 2ème tranche les ex-agents visés ci-dessus ne pouvant être réadmis qu'à valoir sur les contingents qui seront alloués pour 1943.

P. Le Chef du Service du Matériel
et de la Traction
Signé: KEUFFER

M.M. BIAIS
KEUFFER (LANDEAU)
Pour gouverner en ce qui concerne " A "

P. Le Chef du Service du Matériel
et de la Traction
Signé: KEUFFER

Monsieur le Chef d'Arrondissement
à VESOUL

Pour gouverner en ce qui concerne " A " Les propositions des 22 Mai et 16 Juin rappelés ne concernent pas votre Arrondissement.
(26.6.43)

P. Le Chef de la Division de la Traction
Signé: LAMIRAL.

Dépôt de Belcourt

Pour gouverner.

P. Le Chef d'Arrondissement

29 JUIN 1943 (28.6.43)

Genet

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°5809/D du 31.7.43 de M.le Chef du TRAZ
à Monsieur le chef de bureau principal du bureau du personnel.

A.3.E.
A3E

La lettre N°20 Pa 1/43 du 6.7.43 de M.le Chef du Service, a autorisé l'admission au CP des ex-MR CFE et BS qui, ayant été libérés lors de la dissolution de l'Armée de l'Armistice n'ont pu, jusqu'à présent, être repris qu'au titre d'auxiliaires.

La plupart de ces agents ne sont restés sous les drapeaux que pendant un court laps de temps (2 mois environ).

Pour permettre de déterminer la date de leur commissionnement, je vous serais obligé de me faire connaître si ces agents peuvent néanmoins bénéficier des dispositions de l'article 152-a (renvoi 1) chapitre X du fascicule III du règlement du Personnel.

P.Le Chef d'Arrondissement,
signé: MALCAILLOZ.

Monsieur le Chef du TRAZ,

Les dispositions rappelées ci-contre doivent être appliquées à l'égard des ex-mineurs qui étaient confirmés lors de leur départ au S;M.

En ce qui concerne les ex-mineurs qui étaient à l'essai lors de leur démission, il convient de leur appliquer les dispositions de l'art.156 du fascicule III du règlement du personnel.

9.8.43.

P.Le Chef de Bureau Principal
du Bureau du Personnel,
signé:

Dépot de

Belmont

Pour les suites.

10.8.43.

P.Le Chef d'Arrondissement,

Benet

PRIS NOTE

Le Chef de Bureau Principal

11 AOU 1943

pas au dépôt

*u. Sec
des Bureaux*

11 AOU 43

passage au C.P.
Transmis à Monsieur le Chef du Service les listes nominatives des ex-mineurs CFE et ES dont la réadmission au cadre permanent est autorisée par votre lettre N°20 Pa 1/4 du 6.7.43.

Nous donnons les suites à la réalisation de ces admissions.

Je vous demanderai de bien vouloir me fixer sur les cas particuliers ci-dessous :

(- Rien ne s'oppose à mon avis au passage au CP des ex-mineurs détachés à la DRB depuis leur réembauchage comme auxiliaires. Les dispositions de l'Avis Général Pl N°2 du 1er Mars 1943 leur seraient, bien entendu, appliquées le cas échéant, en ce qui concerne la confirmation ou le commissionnement.

B (- 4 ex-mineurs ouvriers du dépôt de CHALONS, SCHMIT, OULER, GODFRIN et NIVOIS, figurant sur liste du TRA5, ont fait l'objet du transmis N°9423/1 TRA5 du 13.4.43 de cet arrondissement. Ces ex-agents ont été requis pour aller travailler en Allemagne avant que le dépôt de CHALONS ait pu procéder à leur embauchage après leur licenciement de l'Armée d'Armistice.

Peut-on les réadmettre au CP à la date de leur départ en Allemagne ?

Nous n'avons pas encore reçu de réponse aux propositions du 13.4.43 rappelées ci-dessus en vue de régulariser leur situation.

C (- L'ex-mineur ajusteur confirmé BOUILLOT, Jean, réembauché le 15.3.43 au dépôt de St-Dizier, est à considérer comme étant à la disposition de l'Autorité Maritime, en instance de recevoir une affectation dans une unité de gendarmerie de la Marine (cas signalé par rapport N°68 du 8.6.43 du dépôt de St-Dizier. Votre communication 18662 du 17.6.43

Com. N°8 Pa 3 du 4.8.43.

Monsieur le Chef de la DTRA,

A) D'accord si, comme je le suppose, il s'agit d'ex-mineurs que leur situation de démobilisés de l'Armée de l'Armistice n'avait pas, jusqu'à présent faire réadmettre au CP. S'il en est bien ainsi, les intéressés seront traités comme s'ils étaient restés à leur poste à la SNCF, et réadmis au CP comme leurs camarades à la date de leur embauchage comme auxiliaires; Les dispositions de l'Avis général Pl N° 2 du 1er Mars 1943 leur seront applicables le cas échéant en ce qui concerne la confirmation ou la commission (Art.4).

B) Bien que le cas de ces 4 agents spécialement soumis n'ait fait l'objet d'aucune décision, on peut admettre que la décision prise pour l'ensemble des ex-mineurs démobilisés de l'Armée de l'Armistice leur est applicable.

C) D'accord en principe mais prière de me faire connaître dans quelles conditions BOUILLOT a été libéré de l'Armée de l'Armistice: était-il muni d'une fiche de démobilisation et d'un titre de permission et de quelle durée?

A-t-il repris son service? Me communiquer, à cet effet, toute l'affaire relative à son absence irrégulière.

DÉPOT DE BELFORT

Liste des auxiliaires purs susceptibles de passer au cadre permanent.
(Com. n° 8. Pa. 3 du 4. 8. 43. du chef du 8^e M. T.)

| Noms | Prénoms | Emploi | Date de naissance | Date d'embarquement auxiliaire | Appréciation | Observations |
|-----------|---------------------|---------|-------------------|--------------------------------|----------------------------|-------------------------|
| ABS | Michel Henri | MRAITRM | 21.5.24 | 21.12.42 | Bon service | en Allemagne du 19.2.43 |
| KELLER | Joseph Emile | MRAIOAT | 15.3.23 | 28.12.42 | - do - | en Allemagne du 16.2.43 |
| GROSJEAN | Robert Régis | MRAIOAT | 11.4.22 | 4.1.43 | - do - | en Allemagne du 16.2.43 |
| PFERIMMER | Joseph Antoine | MROAT | 8.5.22 | 7.1.43 | Nbre absences pour maladie | - |
| GILLET | Gabriel Henri Emile | MRAITRM | 18.8.22 | 18.1.43 | Bon service | Abent du 12.6.43 |
| WOLFF | Jean George Claude | MRAIOAT | 4.6.24 | 28.5.43 | - do - | - |
| LAMBOLEZ | René Emile | MR MV | 1.6.24 | 21.1.43 | - do - | - |
| KOMIANC | Stanislas | MR MV | 8.3.24 | 28.1.43 | - do - | en Allemagne du 18.2.43 |

En cas de passage au CP. les agents devront subir un examen médical à Vesoul.

Belfort, le 12 Août 1943
Le Chef de dépôt Paul

américains purs.

Com 8^{Pa3} — 4.8.43

A 3 E

repondre ce soir

regu le 10-8-43

| | | admis | arr | |
|------|-------------------|----------|---------|---------------------|
| ATR | Abs Michel | 21.12.42 | 21.5.24 | - absent |
| MAIS | Keller Joseph | 28.12.42 | 11.3.23 | - absent |
| MAIS | Grozias Robert | 4.1.43 | 11.4.22 | - absent |
| AT | Primmer Joseph | 7.1.43 | 8.5.22 | - |
| ATR | Gilles Gabriel | 8.1.43 | 18.8.22 | - absent 12.6.43 |
| MAIS | Wolff Jay | 20.5.43 | 4.6.24 | - |
| MV | Lambert René | 21.1.43 | 1.6.24 | - |
| MV | Koniane Stanislas | 28.1.43 | 8.3.24 | - absent |

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION DE L'EST
MATÉRIEL ET TRACTION

BON DE SORTIE

DU MAGASIN SECONDAIRE

Timbre de
l'Établissement

DEPOT DE BELFORT. 126

DATE

Signature du demandeur

EST. — MOD. 466 B

(1)

| EMPLOI (3) | CATÉGORIE des dépenses (4) | CODE (5) | CATÉGORIE des matières (6) | N° DE MACHINE — DE TENDER — DE SÉRIE — DE GRUE — DE L'AUTORAIL (7) | NUMÉRO de nomenclature (8) | DÉSIGNATION (9) | QUANTITÉ (10) | | UNITÉ (11) | IMPUTATION (12) | PRIX UNITAIRE (13) | | PRIX TOTAL (14) |
|---------------|----------------------------------|-------------|----------------------------------|---|-------------------------------------|--------------------|------------------|------|---------------|--------------------|--------------------------|----|--------------------|
| | | | | | | | unité | déc. | | | fr. | c. | |
| Nettoyage | ★ | | | | | Colloidal | | | | | | | |
| | | D 70140 | 1 | 40170 | 14852 | | 0 | 320 | K | T | 10 | 83 | |
| | ★ | D 70140 | 1 | 3861 | 14852 | | 0 | 270 | K | T | 10 | 83 | |
| | | D 70140 | 1 | 230281 | 14852 | | 0 | 200 | K | T | 10 | 83 | |
| | | D 70140 | 1 | 130TB2 | 14852 | | 0 | 200 | K | T | 10 | 83 | |

Observations :

Aucune livraison ne devra être faite
sans le visa ci-contre d'un agent
autorisé.

Vu et bon à livrer

(15)

(16)

Je propose dans ces conditions de surseoir au passage au CP de l'intéressé. Sa situation serait revue lorsqu'il serait définitivement libéré par l'Autorité militaire.

(- L'ex-mineur aide-ajusteur (confirmé STACHNICK Gilbert du dépôt de CHALONS, démissionnaire pour D (SM le 28.9.42 et réembauché comme (auxiliaire au même établissement le (18.2.43, avait subi avec succès (l'examen d'ajusteur le 27.8.42.

D) D'accord.

Je propose de le faire passer au CP avec le titre d'ajusteur. Son réembauchage a d'ailleurs été réalisé comme ajusteur auxiliaire.

Par ailleurs, je demande à TRA2 de nous donner des précisions complémentaires sur la situation des ex-mineurs désignés ci-après et vous soumettrai leur cas pour décision.

LAUDE, René, de BELFORT (ex-apprenti)

SAVAKIS, Emile, de BELFORT (n'a pas donné son adresse depuis son départ en Allemagne)

et PERQUIGNOT Pierre de BELFORT (.....d°.....)

Au total, nous atteindrons au maximum, sous réserve des conditions d'attitudes physiques exigées, les nombre suivants de passage au CP:

5 pour les agents bureau
51 pour les ouvriers et aides-ouvriers.

Le contingent alloué au 1.7.43 pour les premiers sera atteint; par contre nous n'aurons pas à notre effectif un nombre suffisant d'ex-mineurs ouvriers pour arriver au chiffre de 62 admissions autorisées.

(Je vous demanderai en conséquence de bien vouloir me confirmer que nous pourrions en compensation envisager le passage au CP (d'O ou AIO auxiliaires purs.

Paris, le 28 Juillet 1943

Le chef de la Division de la Truon
signé:

E) D'accord.

Mais les ex-mineurs ayant priorité absolue pour la réadmission au CP ce n'est que dans le cas où ceux-ci manqueraient qu'il pourrait, comme vous le proposez, être fait appel aux auxiliaires purs, pour réaliser le contingent autorisé.

P. Le Chef du Service M.T.
signé: KUEFFER.

.....

RETOURNE à Monsieur le Chef du Service.

Je fais donner les suites et vous renseignerai en ce qui concerne
BOUILLIOT.

Paris, le 6 Août 1943.

Le Chef de la Division de la Traction,
signé:

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VERSOUL,

Pour les suites.

Afin de compléter le contingent ouvriers, je vous prie de m'adres-
ser dans la forme habituelle, de nouvelles propositions de passage au
CP d'ouvriers ou aides-ouvriers auxiliaires purs.

Ces propositions devront me parvenir pour le 16 courant au plus
tard.

Paris, le 6 Août 1943.

P. Le Chef de la Division de la Traction,
signé: DAME.

Dépôt de

Belfort

→ Les suites dans les conditions indiquées ci-dessus.

9.8.43.

P. Le Chef d'Arrondissement,

[Signature]

*réponse pour le
13 août 43*

10 AOU 1943

MANOEUVRES :

En ce qui concerne les manoeuvres dont l'allocation de passage au CP est limitée à 5, je propose de retenir les candidatures suivantes, prises en tête du classement de chaque arrondissement :

PIERRAT René

CHAUMONT

Toutes ces admissions seraient prononcées sur place.

Il serait en outre rappelé aux Arrondissements que, de même que pour les ex-mineurs, aucun des autres auxiliaires proposés ne pourrait passer au CP s'il était démobilisé ou mis en congé à la suite de la dissolution de l'Armée d'Armistice.

Paris, le 13 Avril 1943

Le Chef de la Division de la Traction,
signé: DAUCHY.

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VERSOUL,

Suite à vos propositions de passage d'auxiliaires au cadre permanent, adressées suite à lettre N°71 P 43/7 du 31.3.43 de M.le Chef du Service.

Pour les suites et prendre note de m'adresser pour le 1^{er} de chaque mois jusqu'à nouvel avis, dans la forme d'usage, de nouvelles propositions de passage au CP pour les ouvriers ou aides-ouvriers auxiliaires atteignant 3 mois de service.

Paris, le 24 Avril 1943.

Le Chef de la Division de la Traction
signé: JOUVET.

Dépôt de

Bellet

Pour prendre note.

CHAUMONT et CHALINDREY m'adresseront les propositions utiles pour DONNOT et PIERRAT.

28.4.43.

P.Le Chef d'Arrondissement,

Genevès

*à l'Enq
à Paris
m'explique*

29 AVR 1943

Paris, le 6 Juillet 1943

A 3 E

Readmissions au C.P.

N° 20 Pa 1/43

Monsieur le Chef de la DTRA,

Par lettres Nos 169 P. 43/9 et 71 P 43/7 des 26 et 31 Mars 43, je vous ai fait connaître les conditions dans lesquelles vous pouviez procéder à des admissions au C.P., de F.E.C., O et MV au cours de l'année 1943, et je vous ai donné les directives pour réaliser un 1er contingent d'admissions au 1-6-43, des directives complémentaires devant vous être données, en temps opportun, en ce qui concerne les admissions aux 1-7-43 et 1-11-43.

M. le Directeur Général vient d'autoriser la réadmission au C.P. des Ex-MR CFE et ES qui, ayant été libérés lors de la dissolution de l'Armée de l'Armistice, n'ont pu, jusqu'à présent, être repris qu'au titre d'auxiliaires.

Sous réserve de la vérification que vous voudrez bien effectuer, le nombre de ces jeunes gens s'élève à 90, se décomposant comme suit :

| | XP | O | MV |
|------------|----|----|----|
| DTRA | 5 | 62 | - |
| DML | 1 | 21 | - |
| SRA | 1 | - | - |

Les contingents qui vous ont été alloués au 1er Avril 1943 par les lettres précitées sont maintenus, mais ceux que nous devons envisager au 1er Juillet et 1er Novembre doivent être ajustés de façon que compte tenu de ces réadmissions au C.P. qui sont à imputer sur le contingent alloué pour 1943, l'effectif réel du C.P. ne dépasse à aucun moment dans l'ensemble l'effectif au 31-10-42.

En conséquence, le nombre maximum des admissions au C.P. à réaliser au 1-7-43 est fixé comme suit :

| | | O et AIO | | MV | |
|--------------------------------------|-----|--------------------------------------|------------------|--------------------------------------|------------------|
| Ex-MR libérés de l'Armée d'Armistice | FEC | Ex-MR libérés de l'Armée d'Armistice | Auxiliaires purs | Ex-MR libérés de l'Armée d'Armistice | Auxiliaires purs |
| XP | | | | | |
| DTRA : | 5 | 1(1) | 62 | - | 7 |
| DML : | 1 | 7(2) | 21 | 67 | 10 |
| SRA : | 1 | 2 | - | - | 1 |

(1) Compte tenu d'un poste alloué par avance au 1-4-43 en détriment de DML

(2) Y compris le poste à compenser sur contingent du 1-4-43.

READMISSION DES EX-MINEURS.

La réadmission des ex-agents libérés de l'Armée de l'Armistice sera effectuée par priorité avant celle des auxiliaires proprement dits. Ces agents seront réadmis dans l'emploi qu'ils tenaient avant leur ~~réadmission~~ démission. Au point de vue "effectifs", ces admissions seront considérées comme réalisées au 1er Juillet 1943; elles prendront toutefois effet de la

.....

date à laquelle les intéressés auront été repris comme auxiliaires après leur licenciement de l'Armée de l'Armistice. Leur commissionnement sera prononcé, le cas échéant, avec effet rétroactif et ces agents devront effectuer les versements qui leur incombent aux Caisses de Retraite et de Prévoyance S.N.C.F. Les sommes versées aux Assurances Sociales pendant la période où ils ont été occupés comme auxiliaires leur seront remboursées. Par contre, il ne leur sera pas fait reprise des sommes qu'ils auraient pu toucher en trop de par leur situation d'auxiliaires dans certaines résidences. De même, aucun rappel ne serait à effectuer dans le cas où la rémunération comme agent du cadre permanent eut été supérieure à celle reçue comme auxiliaires.

Il conviendra à cet effet :

- a) d'annuler le précédent bulletin d'embauchage.
- b) d'établir un bulletin d'admission.

ces 2 pièces devant arriver simultanément à PERS.

(Atteinte médicale d'admission -)

ADMISSION DES AUXILIAIRES PURS.

I- FEC -

Vous voudrez bien me faire connaître d'urgence, chacun en ce qui vous concerne, dans quels Etablissements de votre Division ou Subdivision vous seriez d'avis d'effectuer des admissions au C.P.

Toutefois, pour vous permettre de concilier dans la mesure du possible les intérêts du Service et ceux des candidats qui, dans les circonstances actuelles, éprouvent pour la plupart des difficultés à changer de résidence, je vous adresse ci-joint la liste des 10 premiers candidats susceptibles d'être nommés FEC le 1-7-43 /.

En possession de votre réponse, je vous indiquerai quels candidats il y aura lieu de consulter.

II- C et MV.

Pour être admis au C.P., les auxiliaires doivent compter au moins 3 mois de services consécutifs, donner toute satisfaction et remplir les conditions d'âge et d'aptitude physique exigées pour le recrutement.

Le 1er et le 16 de chaque mois, vous m'indiquerez le nombre d'admissions réalisées au C.P. - (C et MV séparés) en indiquant le contingent (1er Avril ou 1er Juillet) au titre duquel ces admissions sont effectuées.

Ces renseignements seront centralisés par Division.

En ce qui concerne l'admission des auxiliaires purs, on aura soin de m'adresser ensemble :

- a- la proposition de réduction de stage d'essai pour l'application des dispositions de l'art. 161 du fascicule III du Règlement du Personnel.
- b- le bulletin de congédiement.
- c- le bulletin d'admission.

Je vous ferai connaître, le moment venu, les admissions à réaliser à la date du 1er Novembre prochain.

P) Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
Signé : RIMBAUD.

.....

Monsieur le Chef d' Arrondissement à VESOUL.

Prière de donner les suites sans attendre en ce qui concerne la réadmission au CP des ex-mineurs CFE et ES visés.

Vous signalerez toutefois par rapport les cas particuliers qui pourraient se présenter (ex-apprentis par exemple) en vue de les soumettre à la décision de M. le Chef du Service).

En outre , vous m'adresserez le plus tôt possible , aux fins de contrôle la liste (en 2 exemplaires) des ex-mineurs intéressés actuellement en service comme auxiliaires dans votre arrondissement .

Quant aux admissions au C.P. de manoeuvres auxiliaires purs , je vous prie de me faire parvenir vos propositions dans la forme habituelle pour le 17 courant , afin de me permettre de faire la sélection voulue compte tenu de l'allocation fixée par notre Division .

Enfin , vous continuerez à m'adresser comme prescrit par lettre N° 71 P 43/7 du 31-3-43 les renseignements sur la marche des admissions en donnant en sus le nombre de passages au C.P. effectivement réalisés dans la quinzaine correspondante .

(La question de l'admission des PEC sera réglée par la Division.

Paris , le 8 Juillet 1943 ,
Le Chef de la Division de la Traction ,
Signé : DAUCHY .

Dépôt de : *Belfort*

Nous adresser pour le 13 courant :

- Ci-joint* 1°) La liste de vos ex-mineurs visés .
Landu 2°) les rapports signalent les cas particuliers .
meurt 3°) vos propositions de passage au C.P. de MV auxiliaires purs .

9-7-43

P) Le Chef d' Arrondissement ,

à Luc

Fin C 12.7.43

me remercier.

Lucy
rapport le 12.7.43
Cas Landu ex-apprentis

10 JUL 1943

1

• • • • •

BELFORT, le 12 juillet 1943
Le Chef de Dépôt Ppal,
signé GARDET

Le Chef de Dépôt Ppal.
signé GARDET

CHEMINS DE FER
d'ALSACE et de LORRAINE

-0-0-0-0-

MATERIEL et TRACTION

-0-0-0-0-0-0-

N° 180 M.T.S.I

COPIE

M. LABARRE

REPUBLIQUE FRANCAISE

-0-0-0-0-0-

STRASBOURG, le 30 Janvier 1929

Monsieur l'Ingénieur en Chef du Matériel et de la
Traction, Cie des Chemins de fer de l'EST, 168,
Rue Lafayette - PARIS -

Mon Cher Collègue,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir 160 exemplaires du
béquet rectificatif N° 6 destiné à la mise à jour du règlement
N° 226 f relatif à la ~~composition~~ composition et à la circulation
des trains (R.C.T.) Edition de 1924.

Je vous serais obligé de vouloir bien m'en accuser réception.

Votre dévoué Collègue,

Pour l'Ingénieur en Chef du Matériel
et de la Traction
L'Ingénieur Principal
signature

-0-0-0-0-0-0-

N° 92809/S.435

COPIE à M.M. LABARRE avec 120 ex. du béquet
et GOEURY avec 30 ex.

signé: PONCET

POUR COPIE CONFORME

4.2.29

signé: LAMBELIN

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

Monsieur l'Ingénieur de Traction à VESOUL,

Pour faire le nécessaire.
Ci-joint 21 exemplaires du béquet en question.

signé: BIGOT

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

Monsieur le Chef de Dépôt à

Pour faire le nécessaire.
Ci-joint 2 exemplaires.

9.2.29

L'Ingénieur de Traction Adjoint

Dépôt de : _____

Liste des examinateurs réadmis comme auxiliaires .
(Suite à lettre N° 20/ Pa 1/43 du 6-7-43 de M. le Chef du Service).

| Nom | Prénoms | Grade et situation (CFE, ES) avant S.M. | Grade actuel | Dates de démission | Dates de réembauche | Avis du Chef de Dépôt sur le passage au C.P. | Observations (rappeler, s'il y a lieu, que l'agent est détaché à DRB et depuis quand). |
|-----|---------|---|--------------|--------------------|---------------------|--|--|
| | | | | | | | |

fail 14.7.53

DEPART. BELFORT
CANTON DE MIRA
VESOUL

Paris, le 4 Octobre 1943.

N° 264652.

Monsieur le Chef d'Arrondissement à VESOUL.

La Notice Technique 56 T prévoit que les agents de conduite appelés à effectuer des parcours sur une Région autre que leur Région d'origine doivent, avant d'y être autorisés, subir un examen destiné à vérifier qu'ils possèdent bien la connaissance des points essentiels de la réglementation en vigueur sur la Région à parcourir.

Il a été indiqué en 1938 que cet examen devait, autant que possible, être passé devant 2 CM appartenant: l'un à la Région du candidat, l'autre à la Région sur laquelle celui-ci doit pénétrer.

Etant donné les circonstances et jusqu'à nouvel avis il ne sera plus fait appel aux fonctionnaires des Régions voisines pour ces examens qui ne seront plus passés que devant un fonctionnaire qualifié (S/Chef ou Ca) de la Région EST.

P. Le Chef de la Division
de la Traction,
signé: JOUVEL ET.

Dépôt de Belfort

Prendre note.

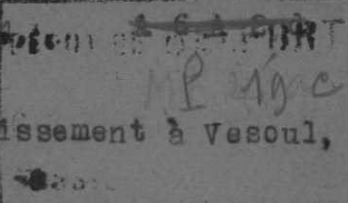
5.10.43.

P. Le Chef d'Arrondissement

6 OCT 1943
Jouvet

Yvon Péro
établir copies
fait

Paris, le 28 Mars 1944



N° 266874

Monsieur le Chef d'Arrondissement à Vesoul,

Afin de porter au maximum le nombre de chauffeurs de route autorisés à la conduite, il vient d'être décidé d'autoriser, outre ceux figurant à la liste d'aptitude pour Elève-Mécanicien, ceux ayant subi avec succès l'examen réglementaire pour accès à ce grade.

Par ailleurs, la délivrance de l'autorisation de conduire pourra être envisagée pour quelques ouvriers particulièrement méritants.

En conséquence, les dispositions prévues par note du 28 Mai 1941 "Formation et perfectionnement des agents de conduite des locomotives et autorails" sont remplacées provisoirement par les suivantes, en ce qui concerne l'autorisation à la conduite (locomotives).

Au début de chaque année, les dépôts choisirent parmi leurs chauffeurs nommés et leurs ouvriers ayant assuré un service effectif d'une durée minimum de six mois comme chauffeur de route, ceux susceptibles de subir avec succès l'examen réglementaire prévu pour l'accession au grade d'Elève-Mécanicien.

La liste des intéressés, une fois arrêtée, sera portée à la connaissance du personnel par voie d'affichage. Tout agent n'y figurant pas, et qui, remplissant la condition de service exigée, s'estimerait en mesure d'affronter le dit examen pourra demander à être inscrit parmi les candidats retenus.

Une fois toutes les listes des dépôts arrêtées, l'Arrondissement prendra ses dispositions pour l'organisation rapide dans les conditions réglementaires, d'un examen collectif d'Elève-Mécanicien.

Dès que les résultats en seront connus, les candidats reçus seront proposés pour l'autorisation de conduite.

P. Le Chef de la Division de la Traction,
Signé: LAMIRAL.

Monsieur le Chef de Dépôt à

Il y a lieu: 1° de m'adresser de suite des propositions pour autorisation à la conduite des chauffeurs figurant ou non à la L A pour E.M. et qui ont été reçus à l'examen.

2° de m'adresser pour le 15 Avril la liste des chauffeurs nommés et s'il y a lieu quelques ouvriers particulièrement méritants ayant assuré de façon effective pendant au moins 6 mois les fonctions de chauffeur de route, susceptibles de subir avec succès l'examen réglementaire d'Elève-Mécanicien.

Vesoul, le 29 Mars 1944.

P. Le Chef d'Arrondissement,

M. Luc

Suite vers 10/ (Voir M. Garde) fait p. 4. 44
par 27 le 14.4.44

30 MAR 1944

S.N.C.F.

SERVICE CENTRAL
du PERSONNEL

Bureau des Méthodes

N° 623/MTH

MM. les Directeurs de l'Exploitation
des Régions,

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre
N° 398/O du 20 février 1943 relative à l'importance
manifestement exagérée, des demandes de dossiers
de type unifié mod. 3 P 20 et de leurs sous-dossiers
3 P 20 A à 3 P 20 E qui sont adressées par les Services aux Maga-
sins d'approvisionnement.

La situation au point de vue du papier étant de
plus en plus grave, je vous prie de bien vouloir rappeler aux
Services utilisateurs que les dossiers et sous-dossiers du modèle
unifié ne doivent, en règle générale, être utilisés qu'après épuï-
sement des stocks de modèles anciens et dans le seul cas d'em-
bauchage d'agents au cadre permanent.

Le Directeur
signé: BARTH.

Copie à M. WISDORFF pour valoir instructions.

Paris, le 17 Mars 1944

P/ Le Chef des Services Administratifs
L'Inspecteur Principal
signé: VERNIER.

S.N.C.F.

Subdivision
du
PersonnelPERS / MTH
N° 41 MTH

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés:

Pour gouverner.

Je vous rappelle à nouveau que, confor-
mément aux prescriptions de mon transmis N° 10 P 43/
14 M du 3.3.1943 de la lettre N° 398/O ci-dessus rappe-
lée, il y a lieu de se conformer strictement aux dispo-
sitions de ma lettre N° 61 P 42/14 du 21 avril 1942.

Paris, le 30 Mars 1944
P/ Le Chef du Service MT
signé: KEUFER.

Dépôt de *Belfort*

Pour prendre note.

31.3.44.

P/ Le Chef d'Arrondissement,

1 AVR 1944

JB
Service Central
du Personnel

Paris, le 5 Octobre 1944

12 B7 b1

1ère Division

P. 1181

MM. les Directeurs de l'Exploitation des
Régions,

Les dispositions des lois des 13 août 1940 portant interdiction des Associations Secrètes et 2 Juin 1941 concernant l'emploi des Juifs ayant cessé d'être en vigueur, il n'y a plus lieu d'exiger des candidats à un emploi à la S.N.C.F. la souscription des déclarations qui font l'objet :

- des feuillets Nos 4, 4 bis et 5 de l'imprimé mod. L 3 P 37;
- des feuillets Nos 2, 3 et 4 de l'imprimé mod. L 21 P 4.

Les déclarations de l'espèce qui ont été souscrites jusqu'à présent devront être retirées des dossiers des intéressés et détruites.

Le Directeur
signé: CAMBOURNAC

Copie à M. BIGOT
Paris, le 11 octobre 1944
P. Le Chef des Scas Administratifs
1^{er} Inspecteur ppal
signé: VERNIER

SNCF-MT/E
Subdivision
du Personnel

Paris, le 26 Octobre 1944

PERS/MTH
N° 104 MTH

Messieurs les Chefs d'Arrondissement,

pour gouverner, Ma lettre N° 86 MTH du 26.9.44 a réglé la question en ce qui concerne la liasse L 21 P 4.

D'autre part, le retrait et la destruction des déclarations déjà classées dans les dossiers ont été prescrites par lettre N° P 1178 (ma transmission n° 5 PVlc du 17.10.44.)

P. Le Chef du Service MT
signé: KRUEFFER

fait
Dépôt de Belfort
Pour faire le nécessaire.

13.11.44.

P. Le Chef d'Arrondissement,

*M. Eclair
Pour retrait de la
déclaration dans le
dossier*

Genet

S.N.C.F.

A 2 B 8 a

Paris, le 20 Octobre 1944.

MT/EST

Subdivision du
Personnel

PERS/MTH
N°98 MTH

Messieurs les Chefs d'Arrondissement et assimilés,

Comme suite aux dispositions de ma lettre N°89 MTH du 22.9.44, je vous informe qu'il y a lieu de cesser également l'établissement et l'envoi de l'état mensuel intitulé "Modifications survenues dans la situation des AUX. au cours de la période du 5 du mois N au 4 inclus du mois N + 1" et prescrit par ma lettre N° 21 PA3/43 du 2.9.43 modifiée le 21.1.44 par lettre N° 8 PA 4/44.

P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

Signé:

Dépôt de

Prendre note.

3.11.44.

P. Le Chef d'Arrondissement,

Beffort
Seuets

AE 28 67

*1 E. Kelly ls
Min. pour le
d'env. de l'enc.*

S.N.C.F.

PARIS, le 17 Novembre 1944

A2 C1

MT/E

PERS

N° 173 Pbl d

DEPOT DE BELFORT

A2

Messieurs les Chefs de Division
d'Arrondissement, C1

Les lettres D 45.420/7 P 1134 du 14.9.44 et P 1162 du 30.9.44 (mes transmissions 367 PA4 du 20.9.44 et 377 PA4 du 10.10.44) vous ont fait connaître les conditions dans lesquelles les agents licenciés, soit en application des lois des 18.9.40, 23.10.40, 14.10.41, 2.6.41 et 3.2.42 (menées antinationales- Israélites) soit en application de l'article 55 § 2 de la Convention Collective, devaient être réintégrés dans les cadres de la S.N.C.F.

Je vous informe que des instructions ultérieures du Service Central du Personnel vous indiqueront ~~les~~ prochainement les diverses liasses à utiliser pour signaler aux échelons intéressés les réintégrations auxquelles vous procédez (Caisse de Prévoyance, Service des Retraites, Solde, Subdivision du Personnel) ainsi que la nature des inscriptions à porter sur les fiches 3 P 1-2-3 et 3 P 9.

P. Le Chef du Service MT
KEUFFER

Dépôt de Belfort

Les suites.

30.11.44.

P. Le Chef d'Arrondissement,

Benit

A. Epailly
1/12

S. N. C. F.

Région de l'Est

DIRECTION

N° 41

G - Tirage : 180 ex.

Paris, le 5 janvier 1945

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

4
DÉPÔT DE BELFORT

CARTON N° A.2

DOSSIER C.1

Je crois utile de vous préciser ci-après les conditions dans lesquelles les agents qui ont été rayés des cadres pour motifs ne relevant pas de leur activité professionnelle, et dont la réintégration est envisagée, doivent subir l'examen médical :

- 1°- si l'ex-agent doit être affecté à un service intéressant la sécurité (comme titulaire ou faisant fonctions), il convient de lui faire passer une visite de sécurité devant le médecin examinateur.
- 2°- si l'ex-agent n'est pas destiné à un poste intéressant la sécurité, il sera adressé au médecin de section de sa résidence avec formule de rapport mod. P.X.32. Le Service demandera au médecin de lui faire connaître si l'intéressé peut remplir ses fonctions antérieures de ou, dans la négative, à quel emploi il est apte.

P. le Directeur,
Directeur de la Région p.i.,
L'Ingénieur en Chef,
Chef des Services Administratifs,
signé : MONET.

MATERIEL & TRACTION

Subdivision
du Personnel

N° 1445 PA 3

(Cl^t : P 10 d)

Messieurs les Chefs de Division,
Subdivision,
Arrondissement
et assimilés,

Paris, le 11 janvier 1945

Pour les suites.

La réintégration des agents rayés des cadres pour motifs ne relevant pas de leur activité professionnelle a fait l'objet de la lettre N° P 1258 du 8 novembre 1944 du Service Central P (ma transmission N° 415 PA 4 du 20.11.1944).

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

Monsieur le Chef de Dépôt
à Belfort.

3 JANV 1945
Les dates de visite dans chaque cas particulier.

Le Chef d'Arrondissement

[Signature]

[Signature]
15/1/45

PN

SNCF-MT/E

A.2.C.1.

DEPOT DE BELFORT

Paris, le 29 Décembre 1944. A2 C1

Subdivision du

Personnel

PERS-MTH

N°124 MTH

Monsieur le Chef de la Division du Service Général,
Messieurs les Chefs d'Arrondissements,

Comme suite à ma lettre N°173 Pbl^d du 17.11.44 relative aux réintégrations d'agents licenciés ou révoqués pour motifs politiques, je vous indique ci-après les diverses liasses à utiliser et les inscriptions à porter sur les fiches de gestion:

ROLE DE L'ETABLISSEMENT.

Quelle que soit l'échelle à laquelle il appartient, dès que l'agent reprend son service l'Etablissement établit en 7 exemplaires une fiche du modèle ci-joint, qui remplace l'état prévu par mon transmis N°367 PA4 du 20.9.44.

Il conserve le 7ème exemplaire et adresse les 6 autres à l'Arrondissement.

ROLE DE L'ARRONDISSEMENT.

L'Arrondissement conserve le 6ème exemplaire et adresse le même jour un des 5 autres exemplaires à chacun des organismes ci-dessous:

Service Central du Personnel
Direction Régionale
Subdivision Régionale du Personnel
Bureau de solde
Service des Retraites

Pour chacun des organismes précités, la fiche individuelle est destinée à signaler la réintégration de l'agent.

D'après les fiches individuelles, établir pour les intéressés un bordereau mensuel mod. L3P.40 (Admission au Cadre permanent).

Utiliser ce bordereau de la façon suivante:

Dans l'en-tête, rayer le mot "Admissions" et le remplacer par "Réintégration" (application de la lettre N° P 1134 du 14.9.44).

Après avoir rayé dans la 1ère case les mentions imprimées, indiquer successivement:

- le nom
- les prénoms
- l'ex numéro d'immatriculation à la Caisse des Retraites
- le grade et la spécialité (dans le cas d'un changement de grade indiquer celui-ci avant et après réintégration).
- la résidence d'emploi avant la cessation de fonctions et celle après la réintégration (en clair).
- la date de la cessation de fonctions.
- la date de réintégration.
- le traitement net mensuel lors de la réintégration.
- la situation de famille au jour de la réintégration.

Transmettre l'exemplaire 4 du bordereau au Service Central P -(après avoir rayé "4ème Subdivision" sur l'en-tête) lequel, après en avoir pris connaissance, le transmettra au Service des Retraites qui le conservera.

Les...

(1) et ajouté au Service des Retraites.

Les autres exemplaires sont à transmettre à leurs destinataires respectifs.

Les exemplaires "Arondissement" sont à classer dans vos reliures à broches "Admissions au cadre Permanent".

REMARQUE.

Ces bordereaux L3P 40 sont à établir pour tous les réintégrés, même ceux dont la reprise du service a déjà été notifiée sous une forme quelconque aux organismes intéressés.

AVIS A LA CAISSE DE PREVOYANCE.

La Caisse de Prévoyance doit être tenue au courant des réintégrations prononcées au moyen du relevé mensuel PXCP 107 (relevé mensuel des modifications survenues dans la situation des assujettis, de leurs conjoints et de leurs enfants à charge) de la manière suivante.

En regard du nom, porter pour chaque intéressé la mention "agent réintégré" suivie des dates de:

- cessation de fonctions
- réintégration

et indiquer ensuite, suivant le cas, soit les modifications survenues dans la situation de famille, soit la mention "Aucun changement dans la situation de famille".

Au cas où l'agent ne serait plus en possession de sa carte C (carte d'immatriculation) ou que l'état de cette dernière n'en permettrait plus l'usage, ajouter, au-dessous des renseignements relatifs à la situation de famille:

"Prière nous adresser carte C"

Documentation permanente.

Deux cas se présentent:

a) - l'agent réintégré a cessé ses fonctions avant la mise en application des nouvelles méthodes d'administration du personnel:

- Ouvrir un jeu complet de fiches de gestion (3 P1 - 3 P2 - 3 P3 - 3 P9) une fiche mod. 5 P1 (Demande de congés).

Donner à ces fiches la destination habituelle.

Remettre en service:

- le dossier individuel (après expurgation et classement, s'il y a lieu)
- la fiche mod. A (situation militaire).

b) - L'agent réintégré a cessé ses fonctions après la mise en application des nouvelles méthodes d'administration du personnel:

Retirer de la documentation "Agents partis".

- les diverses fiches de gestion précitées. Si le Service des Retraites est en possession de la fiche d'arrière mod. 3 P2, elle sera retournée à l'Arondissement par les soins de ce Service.
- le dossier individuel
- la fiche mod. A (situation militaire)
- la fiche mod. 5 P1 (demande de congés).

Dans...

Dans les 2 cas susvisés (a et b) procéder à la mise à jour des fiches (partie visible) et autres rubriques telles que: adresse postale, facilités de circulation, situation de famille, partie carrière, primes de fin d'année, etc..

Dans la partie carrière des fiches mod 3 P1 - 3 P2 et au recto de la fiche mod. 3 P9, au-dessous de la mention relative à la cessation de fonctions, indiquer dans la colonne "Date" la date de la reprise de fonctions et en regard la mention "Réintégré" suite à lettre N° P 1134 du 14.9.44". Enregistrer ensuite la nouvelle situation.

Déclenchement d'échelon -

Si la nouvelle situation de l'agent le place dans un nouvel échelon de traitement, ne pas omettre de le faire figurer sur le bordereau mensuel mod. L2P 31 (Déclenchement d'échelon). Indiquer la date de rétroactivité;

Préciser sur le bordereau qu'il s'agit d'un agent réintégré.

Promotion - Mutation -

Dans le cas où la reprise de service s'accompagne d'un changement de résidence ou de grade, établir les liasses et imprimés habituels (6 P 30 - L6P 31) et, aux lieu et place du bordereau 6 P 39 le bordereau spécial D 3 P.40 comme indiqué plus haut.

Cas particulier.

Si la réadmission est prononcée par un Service Gérant autre que celui auquel appartenait l'intéressé au moment de son départ, c'est au nouveau Service Gérant qu'incombe le soin de faire figurer l'agent sur bordereau mensuel L3P 40, mais il doit exceptionnellement adresser à l'ancien Service Gérant un imprimé 6P39 - 5 dont l'en-tête sera complété par le mot "Réintégration".

Agents réintégrés obtenant un délai avant de reprendre le service.

Appliquer la procédure habituelle relative aux demandes de congé de disponibilité sans versements à la Caisse des Retraites (liasse L5P 3).

o.
o.

Ces dispositions seront applicables aux agents qui seront éventuellement réintégrés en vertu des dispositions de la lettre N°P 1221 du 26.10.44 de M.le Directeur du Service Central P. (non transmis N° 424.BA4 du 30.11.44) compte tenu que les intéressés seront considérés comme en congé de disponibilité sans versements à la Caisse des Retraites pendant leur absence. Dans ce cas la fiche "Réintégration d'un agent du cadre Permanent" comportera la mention "Application de la lettre N°P 1221 du 26.10.44" comme indication du motif de la réintégration.

P.Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
Signé:

Dépôt de *Belfort*

Prendre note et faire le nécessaire le cas échéant.

Les fiches de réintégration seront à m'adresser en 6 exemplaires comme prévu pour tous les agents qui seront réintégrés après révocation ou radiation...
du cadre permanent

radiation (pour motifs politiques ou vols).

Le dépôt de CHAUMONT aura à m'adresser dès sa réintégration les fiches pour son tourneur JULIARD.

Vous aurez à me demander les imprimés nécessaires pour chaque cas.

17.1.45.

P. Le Chef d'Arrondissement,

Berret

*M. Efaill
23/1/45*

S. N. C. F.

G - Tirage : 125 ex.

MT/ESTPERSMTH

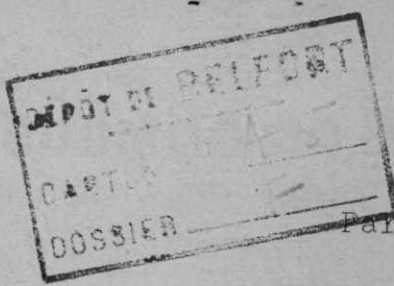
Bordereau des modifications
survenues dans la situation de
famille des agents

Tableau joint à lettre N° 7 MTH du 26 janvier 1945

| Ce que doit faire | Opérations | Observations |
|-------------------|--|--|
| L'Etablissement | <p>A - Ouvre le 1er de chaque mois un bordereau de modifications survenues dans la situation de famille des agents.</p> <p>- Y inscrit, par duplication, ces modifications au fur et à mesure qu'il en est avisé, avec la date de l'événement, à savoir :</p> <p>1°- Mariage, remariage, séparation de corps (de fait ou légale), divorce de l'agent.</p> <p>- Décès du conjoint.</p> <p>- Naissance, mariage, décès d'enfant.</p> <p>- Adoption d'un enfant.</p> <p>2°- Modification de la résidence principale d'habitation.</p> <p>3°- Tous événements ayant pour effet de modifier le nombre des enfants donnant droit à allocation familiale.</p> <p>4°- Travail ou arrêt de travail du conjoint et des enfants (indiquer la Caisse et le N° d'immatriculation aux Assurances Sociales, ainsi que la profession).</p> <p>5°- Début, suspension ou cessation de contrat d'apprentissage.</p> <p>6°- Détachements dans des organismes divers (début et fin) autres que S.N.C.F.</p> <p>7°- Congés supplémentaires avec ou sans solde accordés aux agents appartenant aux échelles 8 à 18.</p> <p>B - Met ses fiches mod. 3 P 1 à jour.</p> <p>- Transmet la liasse complète le 5 de chaque mois à l'Arrondissement en y joignant, le cas échéant, les facilités de circulation. (Les autres pièces justificatives ne sont pas à joindre, mais leur présentation doit être exigée par l'Etablissement qui est responsable des renseignements figurant sur le bordereau).</p> | <p>Les renseignements relatifs aux auxiliaires doivent faire l'objet d'un bordereau spécial en 2 exemplaires seulement (ex. 1 et 2), sur papier de réemploi.</p> |

| Ce que doit faire | Opérations | Observations |
|--------------------------|---|--------------|
| L'Arrondissement | <ul style="list-style-type: none"> - D'après l'exemplaire 1 : Enregistre les événements dans les cartouches appropriés des fiches de gestion mod. 3 P 2 et 3 P 3. - Après mise à jour : Débranche la liasse. Remet les titres de circulation au spécialiste. Transmet l'ex. 1 à PERS. " 2 à SOLD (Bureau de Solde de l'Arrondissement, lorsque celui-ci est payeur). " 3 à la Caisse de Prévoyance. | |
| Subdivision du Personnel | <ul style="list-style-type: none"> - D'après l'ex. 1 : Enregistre les événements sur fiches de gestion : - mod. 3 P 1 des agents d'Arrondissement appartenant aux échelles 8 à 18, - mod. 3 P 2 - 3 P 3 des fonctionnaires H.S. et des agents du Service Régional, - mod. 3 P 9, le cas échéant (changement du nom patronymique). Retourne l'ex. 1 à l'Arrondissement après visa. | |
| L'Arrondissement | <ul style="list-style-type: none"> - Au retour de PERS, classe par ordre chronologique l'exemplaire 1 dans une chemise spéciale. | |

A57



HT/3

SNCF - MT/E

G - Tirage : 125 ex.

Subdivision du
Personnel

Paris, le 26 janvier 1945

PERS-MTH

Messieurs les Chefs de Division

N° 7 MTH

Subdivision
Arrondissement
et assimilés
d'Etablissement

Class^t MTLA

Dans le but de renseigner la Caisse de Prévoyance sur les modifications survenues dans la situation de famille des agents, vous établissez chaque mois un relevé mod. PXCP 107.

D'autre part, la Subdivision du Personnel (Section "Fichier de gestion") a besoin de connaître les mêmes renseignements pour la mise à jour des fiches mod. 3 P 1 concernant les agents des échelles 8 à 18; de plus, il lui est indispensable d'être tenue au courant de certains changements concernant les agents (changement d'adresse, etc..) et des états-navettes ont été créés dans ce but par lettres Nos 3 Pa/43 FG du 3-7-43 et 16 P 43/14 M du 15-3-43 complétée par celle 89 PA/2/43 du 25-11-43, relatives respectivement aux agents des échelles 8 à 18 des Arrondissements et aux agents du Service Régional (toutes échelles).

En attendant que le circuit "Code de la famille" puisse être étendu à l'ensemble du Service et pour supprimer le relevé PXCP 107 et les états-navettes précités, les dispositions suivantes seront appliquées dès réception de la présente lettre :

- un bordereau "modifications survenues dans la situation de famille des agents" se composant de 3 exemplaires :
 - ex. 1 destiné à l'Arrondissement et à la Subdivision du Personnel
 - ex. 2 destiné au Bureau de Solde
 - ex. 3 destiné à la Caisse de Prévoyance

sera établi mensuellement par les Etablissements.

Les indications à y faire figurer et la date d'envoi à l'Arrondissement de la liasse complète sont précisées sur tableau annexe. Le premier bordereau à dresser sera établi pour la période du 1er au 31 janvier inclus. Ci-joint 1 bloc en première mise, le réapprovisionnement devant être demandé par note succincte des Arrondissements à la Subdivision du Personnel (Section MTH).

Les lettres Nos 178 PT 42/8 du 17-10-42 - 3 PA/43 FG du 3-7-43 - 16 P 43/14 M du 15-3-43 et 89 PA 2/43 du 25-11-43 sont abrogées.

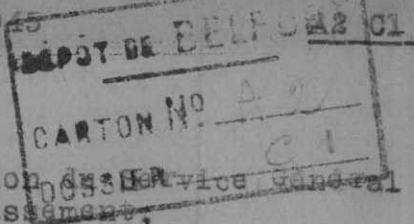
Dépôt de *Belfort*

Le Chef de la Subdivision
du Personnel,

Pour les suites, Ci-joint 1 bloc en 1ère mise. Prendre note quant au réapprovisionnement de ces imprimés. Etat à m'adresser pour le 5 de chaque mois sans faute. Annule et remplace l'état-navette "Modifications survenues dans la situation de famille du personnel".
1.2.45.

P. Le Chef d'Arrondissement,

Thuy
M. M...
M. G...
2/2



MT/E
Subdivision du
Personnel

PERS/MTH
N° 9 MTH

Monsieur le Chef de la Division des Services
Messieurs les Chefs d'Arrondissement,

Par lettre N° 425 PA 4 du 30 Novembre 1944 relative aux agents encore internés en Allemagne comme prisonniers civils et qui, ayant été licenciés ou révoqués pour des motifs étrangers à leur activité professionnelle, sont à réintégrer d'office (lettres P 1154 et P 1162 des 14 et 30 Septembre 1944 de M. le Directeur du Service Central P), je vous ai demandé de m'aviser de la réintégration des intéressés, dès leur reprise effective de service.

Or, il apparaît nécessaire, afin de suivre la situation administrative de ce personnel, d'établir dès maintenant la fiche de réintégration prévue par ma lettre N° 124 MTH du 29.12.44 et d'appliquer les dispositions de cette lettre comme si l'agent était réintégré effectivement.

Il y aura lieu d'indiquer sur cette fiche et sur la liasse L 3 P 40, à la rubrique "date de réintégration" la mention: "pour ordre - Agent encore incarcéré".

Les fiches de gestion mod. 3 P 1 - 3 P 2 - 3 P 3 devront être mises à jour et la période d'incarcération avec paiement d'allocation devra être indiquée comme le prescrivait les instructions pratiques Nos 3 P 1 E et 3 P 3 SG.

Sur la fiche mod. 3 P 9, il conviendra d'indiquer, au crayon la date d'incarcération (col. "date") et la mention "incarcéré avec allocation" (col. "Résidence") puis, sur la ligne suivante, la mention "Réintégré pour ordre - Encore incarcéré" (col. "Résidence").

Les fiches mod. 3 P 1 et 3 P 3 seront à mettre en classement spécial (Rubrique IC) jusqu'à la reprise effective de ces agents; la date de cette reprise sera signalée au moyen d'une nouvelle fiche de réintégration établie en 7 exemplaires et comportant, en regard de la date de reprise effective, la mention ci-après: "Cet agent a été réintégré pour ordre le....." (date d'envoi de la 1ère fiche pour reprise fictive).

Le Chef de la Subdivision
du Personnel
signature.

Dépôt de *Belfort*
Les suites s'il y a lieu.

13.2.45.

P. Le Chef d'Arrondissement,

Sauv

Ch. Epaulé
19.2.45

Paris, le 15 février 1945

Subdivision du
PersonnelPERS-MTH
N° 13 MTHMessieurs le Chef de la Division du Service Général
Messieurs les Chefs d'Arrondissement et Assimilés,

Je constate que certaines fiches individuelles "Reintégration d'un agent du cadre permanent" ne sont pas établies conformément à ma lettre n° 134 MTH du 29.12.44.

Dans la rubrique "Reintégration" la catégorie à laquelle appartient l'agent est a, b, c ou d s'il s'agit de l'application de la lettre P 1134 : cette indication obligatoire n'y figure pas toujours.

Si l'agent est réintégré en vertu de la lettre P 1221 il faut inscrire "Application de la lettre P 1221 du 26.10.44" après l'accroche "mesure bienveillante - autre motif".

Enfin, je rappelle que sur les documents destinés à d'autres Services - comme dans le cas particulier où des exemplaires de cette fiche sont adressés au Service Central P, au Service des Matières et à la Direction Régionale - il ne doit pas être fait mention de Nos de transmissions intérieures particulières au Service MT que les Services extérieurs ignorent; on remarque cependant sur certaines fiches, des annotations de ce genre "Application de la lettre ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ 468 PA4 du 12.1.44" alors que la seule référence "Application de la lettre P 1221 du 26.10.44" était à indiquer.

D'autre part, il convient de noter que si la date de révocation d'un agent réintégré est antérieure à la mise en service des fiches mod. 3 P 9 du fichier général d'information détenu par la Subdivision du Personnel (bureau B) les Arrondissements doivent joindre toujours une fiche mod. 3 P 9 à la fiche de réintégration destinée à ladite Subdivision.

Veuillez donner les instructions en conséquence et veiller à ce que les imprimés soient remplis comme prévu.

Le Chef de la Subdivision
du Personnel
signé: LEUFFER

Dépôt de *Belfort*
Les suites.

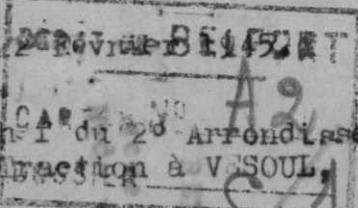
20.2.45.

P. Le Chef d'Arrondissement.

M. P. L.
20.2.45

PN

Paris, le



SNCF-MT/E

PIERS
N° 653 PA4

Monsieur le Chef du 2^e Arrondissement de TrACTION à VESOUL.

Je vous informe que l'agent rayé des cadres BACHET Louis, manoeuvre au dépôt de CHALINDREY, dont le dossier a été examiné par la Commission Régionale Mixte, est à réintégrer dans les conditions prévues à ma lettre D 41.420/7 - P.1221 du 26.10.44 de M.le Directeur Général ainsi que dans celles qui sont précisées sur la fiche de renseignements.

Ci-joint en retour les dossiers administratifs et disciplinaire de l'intéressé qu'il vous appartiendra de convoquer.

Le DA substitué à la radiation des cadres sera infligé lorsque vous m'aurez fait parvenir la fiche de réintégration prévue à ma lettre N°124 MT/H du 29.12.44. On avisera l'intéressé que cette nouvelle sanction ne comporte pas de réduction de prime de fin d'année.

P.Le Chef du Service
du Matériel et de la TrACTION,
Signé:

P.S.- L'ajusteur GERARD du dépôt de BELFORT (impliqué dans l'affaire GUILLEAUME, VEIT, etc. de TRA3) a son avertissement avec retard d'avancement de 4 mois maintenu (voir fiche de renseignements).

Dépôt de

Belfort,

Les suites.

1.3.45.

P.Le Chef d'Arrondissement,

Gerard

Mme Harpant

le 27/3/45

CHEMINS DE FER DE L'EST

MATÉRIEL ET TRACTION

REG. COM. SEINE N° 56.804

N°

M. RETSCH Théophile, Auguste, ajusteur commissionné au dépôt de BELFORT, est avisé que je lui inflige un blâme avec inscription au dossier pour; le 13. Juillet 1938 avoir été trouvé dans le train 560 entre LE MANS et PARIS porteur d'un permis dont les coupons aller et retour avaient été détachés et absents.

VESOUL., le

Le Chef d'Arrondissement,

Reçu notification
dont copie ci-dessus.

BELFORT, le

Monsieur le Chef de Dépôt à

Belfort
A2C2

Ci-dessous extrait de l'Additif-Rectificatif No 6 du 2.6.45 aux Instructions pratiques temporaires, concernant les formalités de réadmission des anciens agents démissionnaires pour SM.

L 3 P 40

Situation administrative des anciens agents mineurs confirmés ou majeurs non commissionnés mobilisés.

Des précisions nous ont été demandées quant aux formalités à accomplir pour matérialiser la décision de replacer sur les cadres les anciens mineurs confirmés ou majeurs non commissionnés antérieurement radiés.

Il convient:

- d'établir une liasse de bordereaux " Admission au cadre permanent " Mod. L 3 P 40 sur laquelle ne doivent figurer que les noms des agents ayant figuré sur le bordereau " Cessation de fonctions " Mod. L 15 P 11. Indiquer sur la liasse en dessous l'en tête " Admission au cadre permanent " la mention " Agents mobilisés ";

[381] - de biffer d'un léger trait de plume, dans la partie carrière des fiches 3 P 1, 3 P 2, et 3 P 9, l'enregistrement relatif au départ sous les drapeaux qui, par contre, doit figurer dans la partie " Situation Militaire ".

Je vous prie de m'indiquer la liste de tous vos anciens agents (majeurs ou mineurs à l'essai ou confirmés) démissionnaires pour SM depuis 1938.

Sur cette liste, établie dans la forme du tableau ci-après, vous indiquerez en observations ceux qui, conformément aux instructions de la lettre No 4171/34, D 460/22 du 9.6.45 de M. le Directeur (Lettre No 741 PBS 1 b/45 du 30.6.45 de M. le CSMT) ne désirent pas reprendre leur service, sont décédés, etc....

Nom et prénoms

Grade

Date de démission pour SM

Observations

- Indiquer également en observations, la date de reprise des agents ayant repris leur service.

Vesoul, le 20 Juillet 1945
P. Le Chef d'Arrondissement,

Brassards

Belfort, le 16-5-46

M.1e CV à BELFORT

A la suite d'instructions reçues les agents porteurs de la casquette (port obligatoire) ne doivent plus posséder le brassard, il s'agit des CV. SCV. et VG.

Tous les autres agents circulant en gare doivent avoir le brassard. Je vous adresse donc 11 brassards à remettre à:

- X-KESSLER. *Kessler*
- GANGLOFF. *Gangloff* (~~XXXXXX~~)
- PARTY *Part*
- HERZOG *Herzog*
- BOURQUARD x *Bourquard*
- ROUSSIAUX. *Roussiaux*
- PAIRON. *Pairon*
- X-MOURAT. *Mourat*
- TOUSSAINT *Toussaint*
- BAUMGARTNER Ch. x *Baumgartner*
- LETISSERAND. *Letisserand*

Vous ferez émarger les agents en face de leur nom.

No *No* Le Contremaître.

Retour après visa
SVP.

*Retour après mission fait
20/5-46.*

TSVR

Depêche d'Hericaux

way II 2.753545

diffen pour rupture
d'attelage
Regne n° 134/5

Abandonné

Pinche - 1 carrosse

Van Koppel 1

Danholm 1

Robert = 1 chariot

Lagnan =

Bannentis =

Vetier =

Struts =

12.6.46

4/5

apertés au poste. n'ayant plus de honours

Rosbr. plus de casquette - plus de honours.

Sargloff a une casquette. - plus de honours
Burst (a une casquette -). plus de honours

Rhys - d. - - - d. -

Porty - d. - - - d. - honours

Bolton d. - - - d. -

Herguez plus rien - d. - honours

Vouquand - d. - - d. - honours

Prout - d. - - d. -

Roumieu - d. - - d. - honours

Bessy une casquette. - d. -

Wocher une casquette - d. -

Painis une casquette. - a remis son honours -

Maurat plus rien - d. - honours
- A joint les honours remis par

Levy. Berme - Tourant. - Leguipont

Painis celui du visitant Etret -

sera d'une date ultérieure -

En ce qui me concerne j'ai plus de casquette
elle m'a été prise dans la prison du 6/27 au
1^{er} décembre 1946. Et je vous l'ai signifié.

P.S.

~~Banier. par le commandant Belfort 15.5.46~~

Banier Charli par le commandant Lech
Léonard. par le commandant Lech

7

M.le C.V. à BELFORT

1^o - Les agents désignés ci-après, doivent posséder un brassard, du fait qu'ils ne sont pas munis de la casquette :

-Candidats-visiteurs; réchauffeurs, ajusteurs de gare, manoeuvres-spés, nettoyeurs.
Veuillez donc interroger tous les agents intéressés et me faire connaître la situation.

2^o - D'autre part, tous les agents munis de la casquette doivent restituer ce brassard, veuillez donc me retourner les brassards des agents désignés ci-après:

Chef-visiteur, S/Chefs-visiteurs, visiteurs.

~~XXXXXXXXXX~~

XX

Délai: 10 jours.

Le Contremaître.

Ulliguen

Relevé des agents à l'heure

A retourner après
nécessaire fait.

avec ci-jointe les listes

*des agents n'ayant plus de brassard
ni casquette -*

à faire 5 heures

Belfort 15/5-46

le chr

des

M. L. G. V. S. BELMONT

1. Les agents désignés ci-dessous, doivent posséder
un passeport, du fait qu'ils ne sont pas munis de
passeports :

- Candidats-voyageurs; résidents, agents
de gare, manœuvres-épaves, nettoyeurs.
Veuillez donc interroger tous les agents intéressés
et mettre connaître la situation.

2. D'autre part, tous les agents munis de la
carte doivent restituer ce passeport, veuillez
donc me retourner les passeports des agents dési-
gnés ci-dessous :
Chef-voyageur, S/Général-voyageurs, voyageurs.

XXXXXXXXXXXX

XX

1001 1001 1001

Le Contrôleur.

A retourner après
nécessaire fait.

Paris, le 18 mars 1946

D 11

DR/P.25 1469

Monsieur le Chef du Service
de l'Exploitation

Par lettre G4 A.18.C1 du 16.11.45 vous avez demandé 2.000 brassards S.N.C.F. pour en munir les auxiliaires nouvellement embauchés par votre Service.

400 de ces brassards vous ont été livrés le 14 décembre 1945..

Pour le surplus, le Service Central P a fait connaître au Service des Approvisionnements que le stock étant épuisé, il n'y avait pas lieu de le renouveler et qu'il convenait de satisfaire les nouveaux besoins en récupérant les brassards des agents qui n'en ont plus l'emploi.

Les brassards récupérés pourront, si vous le jugez indispensable, être réimprimés, après nettoyage, par le Service des Approvisionnements.

Je vous laisse le soin de pourvoir aux besoins des auxiliaires nouvellement admis, en prenant les mesures prescrites ci-dessus par le Service Central P.

Pour le Directeur
L'Ingénieur en Chef attaché à la
Direction
signé : MONET

Copie à M. BIGOT et OUDOTTE

Copie à Monsieur le Chef du Service
du Matériel et Traction

A titre d'information et pour appliquer les mêmes dispositions, le cas échéant.

Paris, le 18 mars 1946
Pour le Directeur
L'Ingénieur en Chef attaché
à la Direction
MONET

MT.EST

Paris, le 4 avril 1946

N° MT.G2A5/502
P11a10

Messieurs les Chefs d'Arrondissement
et assimilés

Pour prendre note.

Les agents pour lesquels le port du brassard est à maintenir sont ceux visés au 3° alinéa de la lettre N° 15.53.9/17 du 2.7.45 de M. le Directeur du Service Central du Mouvement à M. le Directeur du Service Central du Personnel (mon transmis N° 315 P A5 du 6.3.45), à savoir :

.....

les agents des gares (C.P. et auxiliaires) qui ne sont pas munis de casquettes portant l'écusson de la SNCF et les agents que le Service peut obliger à circuler dans les voies et qui ont été munis d'une autorisation spéciale.

En conséquence, il convient de retirer les brassards aux agents autres que ceux visés ci-dessus, ces brassards seront emballés et conservés par les Etablissements. Ces derniers indiqueront à leur Arrondissement le nombre de brassards ainsi récupérés et de ceux qu'ils détiennent en stock. Chaque Arrondissement me fera connaître pour le 1er Juillet prochain, par établissement, la quantité de brassards disponibles. Cette opération a pour but d'appréhender les Services EX et VB au cas où ceux-ci en auraient besoin.

P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
Le Chef de la Subdivision
du Personnel
KEUFFER

Copie à Messieurs les Chefs de Division
et de Subdivision

ML9 BGR/1612

P 17 c 3

BGP 11

Entretien de Mulhouse-Nord
Ville

Poste de Belfort

UG

SG

SR

La lettre 315 PA5 du 8.8.45 a fait l'objet de mon transmise No 1613 PG du 26.8.45

Il convient de revoir complètement la situation des brassards et de s'assurer que tous les agents (CP et auxiliaires) qui ne sont pas munis de la casquette d'uniforme et qui sont appelés à circuler dans les voies pour le service, sont bien munis du brassard SNCF. C'est le cas notamment des nettoyeurs, réchauffeurs, ajusteurs de gare et candidats visiteurs.

Les agents qui sont munis de la casquette d'uniforme devront restituer leur brassard.

Vous m'adresserez, pour le 15 Juin prochain un état quantitatif des brassards disponibles.

BGP 11 rassemblera les réponses, fera le nécessaire pour les Ateliers et adressera les renseignements demandés pour le 1.7.46. Un volant d'une vingtaine de brassards sera conservé à l'Arrondissement pour le personnel des ateliers appelés à être détachés dans les Entretien.

Les brassards signalés comme disponibles seront emballés en attendant des instructions.

Mulhouse, le 16.4.46.

Le Chef d'Arrondissement:

114428

M. Yol
Général
M. H. H.
M. H. H.
M. H. H.

OBJET.

"Brassards SNCF"

Monsieur le Chef d'Arrondissement à MULHOUSE

Suite à votre transmis BL9 832/1619 du 16-4-1946.

La situation des brassards dans la Circonscription du S/EN BELF a été revue conformément à votre transmis rappelé ci-dessus.

À la suite de cette révision nous possédons 13 brassards SNCF disponibles que nous tenons à disposition à notre bureau en attendant des instructions. Toutefois, je tiens à vous signaler que ces brassards récupérés sont sales et en mauvais état, ils ne pourraient être remis à d'autres agents.

Le S/Chief d'Entretien